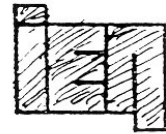


REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DU PLAN

INSTITUT D'ECONOMIE QUANTITATIVE



LES CAHIERS DE L'IEQ

Numéro 6 Mars 1988

AVANT PROPOS

L'Institut d'Economie Quantitative (I.E.Q) est un organisme sous tutelle du Ministère du Plan. C'est un centre d'études économiques, de recherches méthodologiques en matière de planification et de documentation dans le domaine économique et social.

L'IEQ a pour mission d'améliorer et de développer les techniques de planification utilisées en Tunisie et d'élaborer de nouveaux instruments de planification et d'analyse économique en relation avec les objectifs des Plans nationaux de développement économique et social.

Les thèmes traités par l'Institut d'Economie Quantitative sont diversifiés. Ils concernent aussi bien l'élaboration de modèles à utiliser dans le cadre de la préparation des plans et des perspectives décennales de développement économique et social que des analyses structurelles entrant dans le cadre de préoccupations actuelles telles que l'analyse de la dette extérieure, le système de couverture du risque de change, l'évolution de la protection effective des activités économiques, l'instauration et l'incidence de la taxe sur la valeur ajoutée, la réforme fiscale au niveau de l'impôt sur les revenus et l'enseignement et la formation des techniciens.

Les études menées sur ces thèmes se basent, en général sur une analyse rétrospective des données économiques et sociales, étape préalable à tout travail de projection.

Les cahiers de l'IEQ publiés en général deux fois par an ont pour objectif de présenter les travaux effectués par l'Institut en proposant, à chaque fois, un condensé des rapports et résultats des analyses élaborés.

A travers ces cahiers, l'Institut d'Economie Quantitative se propose de mettre à la disposition des services spécialisés des différents départements les méthodologies et les résultats d'analyses auxquels il aboutit et ce dans le but de développer davantage les

techniques de planification et de favoriser également leur transfert et leur application.

Le présent numéro est le sixième de la série. L'accent est mis cette fois sur les travaux effectués dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de l'endettement extérieur et des actions à mettre en application pour minimiser le coût de la dette extérieure du pays. La seconde étude proposée s'intéresse à l'évaluation du contenu direct et indirect en importations des différentes composantes de la demande finale de manière à disposer d'un bilan devises pour l'ensemble des activités économiques.

Enfin, le troisième papier présenté rend compte de manière synthétisée des analyses et conclusions concernant l'instauration de la taxe à la valeur ajoutée et son incidence en particulier au niveau des recettes fiscales et sur les prix à la production et à la consommation.

TABLE DES MATIERES

LES CAHIES DE L'IEQ N°6	1
AVANT PROPOS	2
TABLE DES MATIERES	4
ENDETTEMENT EXTERIEUR DE LA TUNISIE	6
Résumé et conclusions	8
I. Introduction	17
II. Caractéristiques de la dette extérieure	21
1. dette globale	21
2. dette par devises	27
3. dette par secteur	32
III. Endettement extérieur et développement économique.	37
1. dette extérieure, épargne et investissement	37
2. dette extérieure et commerce extérieur	39
3. dette extérieure et productivité	41
CONTENUS EN IMPORTATIONS	45
Résumé et conclusions	47
Introduction	50
I. Les contenus en importations de la demande finale	51
1. contenu global	51
2. contenu par branche d'activité	53
II- les contenus en importations de la demande finale intérieure	56
III- les contenus en importations des exportations	57
IV- Solde commercial et bilan devises	62
Annexe statistique	65
Liste des tableau	66
ANNEXE METHODOLOGIQUE	86
IMPACT DE L'INSTAURATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA)	90
Résumé	92
I- Système des taxes sur le chiffre d'affaires (TCA)à la veille du VIIème Plan	93
II- Analyse du rendement des TCA et des droits de consommation	98

structure des impôts indirects	98
structure des taxes sur le chiffre d'affaires	99
structure du rendement apparent et rémanent	100
III- Réforme des TCA et des taxes sur les produits: TVA	103
IV- Analyse de l'impact de l'instauration de la TVA	107
-1.impact sur le rendement	108
-2.impact sur les prix	110
-3.impact macroéconomique	110
Annexe statistique	113
LISTE DES TABLEAUX	114
Annexe méthodologique	140
METHODOLOGIE DU MODELE TVA	141
I- LES DONNEES DE BASE DU MODELE	141
II- ELABORATION DES FICHIERS DE TAXATION DES RESSOURCES	143
III- Le CALCUL DU RENDEMENT DES TCA	147
A) Décomposition du rendement fiscal des TCA	<u>147</u>
B) Rendement fiscal des TCA suivant les modalités de liquidation des taxes	153
IV –CALCUL DU CONTENU EN REMANENCE DES EMPLOIS	156
V- CALCUL DE L'IMPACTATIONS DES TCA SUR LES	159
1) Impact sur le rendement apparent des TCA sur les emplois finals	159
2) Impact sur les rémanences sur CI et sur FBCF des entreprises	159
3) Calcul de l'impact global sur le rendement	160
VI- CALCUL DE L'impact sur les prix des emplois finais	160
Sommaires des cahiers de l'IEQ	169

ENDETTEMENT EXTERIEUR DE LA TUNISIE

IEQ/SBZ/880729

SOMMAIRE

Résumé et conclusions	13
I. Introduction	15
II. Caractéristiques de la dette extérieure	15
1. dette globale	20
2. dette par devises	24
3. dette par secteur	27
III. Endettement extérieur et développement économique.	27
1. dette extérieure, épargne et investissement	29
2. dette extérieure et commerce extérieur	30
3. dette extérieure et productivité	33

RESUME ET CONCLUSIONS

Contexte économique et problématique

1- Au cours du VIème Plan, la Tunisie a connu une expansion rapide de son économie (1) engendrée en partie par la hausse des prix du pétrole. L'augmentation des revenus pétroliers a permis à la fois de financer un accroissement rapide des investissements et des importations et d'accorder des augmentations de salaires qui ont stimulé la consommation. Le recours aux emprunts extérieurs a constitué un moyen pour parfaire ce financement en complétant l'épargne nationale.

La conjoncture internationale aidant, la dette extérieure de la Tunisie a pu répondre jusqu'en 1981 aux objectifs qui lui ont été assignés tout en demeurant à un niveau jugé tolérable, puisqu'à fin 1981, le taux d'endettement se situait à 38% du PNB et le coefficient du service de la dette à 13.7% des recettes courantes en devises.

2 - Or, l'environnement économique international, caractérisé jusqu'à lors par une relative stabilité des monnaies et par des taux d'intérêts réels faibles, s'est brutalement modifié à partir de 1980. Conjointement, le ralentissement de la croissance, dû à la baisse du prix du pétrole, à l'effet de sécheresse et au manque de compétitivité des exportations tunisiennes par rapport à celles des pays concurrents ,a entraîné l'aggravation du déficit courant de la balance des paiements, ce qui a exigé un recours accru au financement extérieur.

La conjugaison de l'accroissement de la dette extérieure, de la détérioration des conditions d'emprunts et des fluctuations des taux de change, a fait que le poids de la dette n'a cessé de croître pour atteindre un niveau critique en 1986 puisque le taux d'endettement a représenté cette année là, 60% du PNB et le service de la dette 28% des recettes courantes.

(1) Au cours de cette période, le PIB a augmenté au taux annuel moyen de 6.3%.

3-Devant l'ampleur prise par la dette extérieure et les contraintes qu'elle fait peser sur le développement économique futur du pays, le schéma du VII Plan a adopté une stratégie qui tout en s'appuyant sur le renforcement de l'épargne nationale pour limiter le recours au financement extérieur, envisage d'améliorer les conditions et la structure des emprunts extérieurs afin d'en minimiser les retombées sur la balance des paiements. C'est dans ce contexte, qu'il y a lieu de prévoir une gestion efficace de la dette extérieure qui, à travers une parfaite connaissance de sa structure et de ses répercussions, permettrait de mobiliser au mieux les ressources extérieures nécessaires au développement économique du pays.

Caractéristiques de la dette actuelle

4- La dette extérieure a évolué à un rythme annuel moyen de 22% au cours du VIème Plan en passant de 1593 MD en 1981 à 4150 MD en 1986. Evalué aux taux de change des tirages, cet encours est passé durant la même période de 1465 MD à 3000 MD, soit un accroissement annuel moyen de 16%. Cet écart provient à la fois de l'appréciation des principales monnaies d'endettement et de la dépréciation du dinar enregistrée depuis juillet 1985.

Au cours de la même période, le service de la dette est passé de 267 MD (13.6% des recettes courantes) à 694 MD (28%) en 1986. Au taux de change sur tirages, le service de la dette n'aurait été en 1986 que de 520 MD, traduisant ainsi une perte échange de 174 MD due aux variations des taux de change. Cette perte de change a de la sorte, entraîné une augmentation du coût(l) de la dette qui, sans un élément don, calculé par rapport aux conditions du marché, aurait été bien plus important.

En effet le coût effectif de la dette est passé de 4. 6% en 1981 à 7.7% en 1986. Cet accroissement résulte d'une part, d'une légère augmentation du taux d'intérêt contractuel qui est passé de 5.9% à 6.3% mais surtout, d'un fort risque de change partiellement compensé par l'élément don.

Conditions de la dette	1981	1986

Taux d'intérêt	5.9%	6.3%
Risque de change	1.1%	4.7%
Elément don	2.4%	3.3%
 Coût effectif*	 4.6%	 7.7%
-----	-----	-----

La dette par terme et par nature:

5- Au cours du 6ème Plan la dette à long terme a évolué au taux annuel moyen de 20% en passant de 1016 MD à 2506 MD. Quant à la dette à moyen terme, elle a enregistré un accroissement moyen plus rapide, soit 25%, passant de 577 MD à 1644 MD, et ce ,à la suite d'un recours accru au marché international. La détérioration des conditions de la dette qui en est résulté, conjuguée aux fluctuations des monnaies, ont fait que le coût effectif de la dette à moyen terme est passé au cours de cette période, de 9.4% à 12.7% alors que celui de la dette à long terme n'a progressé que de 2. 3 % à 5. 8 % . Ainsi la dette à long terme reste malgré tout plus avantageuse.

6- Ainsi, bien que les conditions moyennes de la dette se soient détériorées avec le temps, elles demeurent dans l'ensemble favorables comparativement aux conditions du marché financier international.

(I)REMARQUE :Le coût comptable de la dette supporté par l'emprunteur final comporte les intérêts et le risque de change et serait comparable au coût du crédit intérieur.

(*) Coût effectif = taux d'intérêt contractuel

+ risque de change équivalent taux d'intérêt

- élément don équivalent taux d'intérêt.

Conditions de la dette

	Vème Plan (77-81)			VIème Plan (82-86)		
	Taux d'intérêt (1) %	Durée de grâce (années)	Délai (années)	Taux d'intérêt (1) %	Durée de grâce (années)	Délai (années)
Ensemble	4.9	16.9	7.0	5.7	14.2	6.2
Organismes multilatéraux	7.8	14.9	5.3	9.5	13.7	5.4
Fonds et pays arabes	4.1	14.5	6.0	3.8	15.8	6.0
Pays de l'OCDE	3.5	19.7	8.3	3.4	14.6	6.0
Pays de l'est	2.4	15.0	9.4	6.5	9.6	4.3

7- Cette situation découle d'une part de la prédominance de la dette publique (65% en 1986) qui est contractée à des conditions.

plus avantageuses que celles de la dette privée et d'autre part de l'évolution des conditions des prêts octroyés par les organismes et pays arabes.

En effet, le coût de la dette publique bien qu'ayant augmenté n'a atteint en 1986 que 4.4% contre 12.1% pour la dette privée.

Coût effectif-----					
Conditions de la dette (1996)	Structure de la dette	Taux d'intérêt	Risque de change	Elément don	Total
Publique	65 %	5.1 %	3.2 %	3.9 %	4.4 %
Privée	35 %	7.9 %	6.8 %	2.6 %	12.1 %

Par ailleurs, entre les Vème et VIème Plans, on a assisté à un accroissement rapide du coût effectif de la dette ayant pour origine le marché financier, la BIRD, les Emirats Arabes Unis, les USA et le Japon.

Source: Ministère du Plan.

(1) Ce taux d'intérêt se réfère aux prêts contractés durant la période.

Conditions de la dette par organisme	Coût effectif de la dette	
	Vè plan	VIè plan
Marché financier	8.1%	18.8%
BIRD	6.9%	12.4%
E.A.U	6.7%	11.9%
Japon	8.9%	10.6%
U.S.A.	2.1%	8.1%

La dette par devises

8 - Les perturbations des marchés des changes et notamment l'appréciation des principales monnaies d'endettement, ont été à l'origine du gonflement de la dette dans la mesure où une grande partie de cette dette est libellée en monnaies à fort risque de change. En effet, le dollar qui représentait 47% de la dette en 1986 a enregistré au cours du VIème Plan, une appréciation de 60.4%, de même, le franc français (14.7% de la dette) a augmenté de 26.5%, le deutschemark (11.8%) de 68.6% et enfin le yen japonais (9.1%) de 112.2%.

	Variation des taux de change 1986/1981	Part dans l'encours de la dette		Part dans le service de la dette	
Monnaies		1981	1986	1981	1986
Dollar (1)	60.4 %	48.4 %	47.2 %	47 %	51.3 %
Franc Français	26.5 %	16.8 %	14.7 %	30 %	20.6 %
Deutschemark	68.6 %	10.4 %	11.8 %	9.8 %	6.7 %
Yen japonais	112.2 %	3.7 %	10.8 %	2.0 %	4.8 %

(1)Englobe les prêts BIRD supposés accordés en dollar.

9- Par ailleurs, les conditions de la dette libellée en ces monnaies n'étant pas favorables, le coût effectif du yen japonais est passé de 8.4% 1981 à 12.4% en 1986, celui du dollar de 7% à 9,6%, du franc français de 2.5% à 6.2% et du deutschemark de 1.2% à 5.9%. Cette évolution s'explique essentiellement par un accroissement important du risque de change atténué ou pas, selon les monnaies par celui de l'élément don.

COUT EFFECTIF DE LA DETTE PAR MONNAIE

Monnaies	1981	1986
-----	-----	-----
Yen japonais		
Taux d'intérêt	6.6%	6.4%
Risque de change	2.3%	6.8%
Elément don	0.5%	0.8%
coût effectif	8.4%	12.4%
-----	-----	-----
Dollar		
Taux d'intérêt	6.5%	7.1%
Risque de change	2.1%	4.4%
Elément don	1.6%	1.9%
Coût effectif	7.0%	9.6%
-----	-----	-----
Franc français		
Taux d'intérêt	6.8%	7.1%
Risque de change	-0.6%	4.7%
Elément don	3.7%	5.6%
Coût effectif	2.5%	6.2%
-----	-----	-----

Deutschemark		
Taux d'intérêt	3.4%	4.5%
Risque de change	1.3%	6.4%
Elément don	3.5%	5.0%
Coût effectif	1.2%	5.9%
-----	-----	-----

10 - D'autres monnaies d'endettement, dont le poids dans la dette n'est pas important, méritent une attention particulière, soit parce que leur coût, compte tenu des éléments qui le composent, est excessif, c'est le cas du shiling autrichien, du dirham des Emirats arabes Unis et du franc suisse, soit par contre, qu'ils bénéficient d'une nette subvention, c'est le cas des monnaies à faible taux d'intérêt contractuel, à faible risque de change et à élément don très important comme la couronne suédoise, la lire italienne, le dollar canadien et la couronne danoise. Entre ces deux extrêmes il y a lieu de signaler le florin hollandais, la livre sterling et l'écu dont le coût relativement faible se situe entre 4% et 5% ; ainsi que des monnaies à coût modéré telles que l'unité de compte BAD, la dinar islamique et le franc belge.

La dette par secteur

11- La répartition de la dette par secteur fait ressortir l'importance des secteurs administratifs et sociaux (14.4% de la dette en 1981) et des prêts non affectés à des projets spécifiques (14.5%). L'agriculture représente 11.6% de la dette, les services financiers 10.3%, le transport 9.3%, la chimie 9.1%, l'électricité 9.0% et l'eau 5.5%.

Quant à l'importance du service de la dette par secteur, elle découle à la fois du volume et des conditions d'endettement de chacun de ces secteurs. Au cours du 6ème Plan l'accroissement annuel moyen du service de la dette a été relativement important pour l'agriculture (47.2%), les I.A.A. (56.3%),

l'administration et les secteurs sociaux (42.2%).

Quant au coût effectif, il a été élevé pour les hydrocarbures (16.1%) et les mines (13.8%) suite à leur endettement sur le marché financier international.

Par contre, les services financiers, malgré une augmentation de leur dette de 25%, ont assisté en 1986 à une baisse de leur coût, tandis que les secteurs non directement productifs ont bénéficié de prêts accordés à des conditions concessionnels et supportent de la sorte un coût relativement bas: 3.7 % pour l'éducation, 3.3% pour l'infrastructure et - 0.8% pour la santé.

12 - Cependant, l'analyse de la dette serait incomplète sans l'étude des différents facteurs qui déterminent l'endettement ou le conditionnent. Parmi ces éléments, il y a lieu de signaler l'insuffisance de l'épargne nationale, le déficit de la balance des paiements courants et la capacité de l'économie à générer les richesses suffisantes au remboursement de la dette et à la croissance économique.

Or, au cours du VIème Plan, la dette extérieure bien qu'elle ait servi à promouvoir l'investissement, s'est également substituée en partie à l'épargne nationale qui ne s'est pas développée comme il se doit pour une meilleure répartition des ressources et un allègement du coût du financement de l'économie. Il en est résulté une détérioration de la balance courante qui s'est traduite par un appel accru aux capitaux étrangers, absorbés en grande partie par des secteurs non générateurs de devises.

De ce fait, l'ampleur de la dette et ses répercussions sur le développement, du pays nécessitent une plus grande vigilance quant à la mobilisation des ressources futures et à leur allocation et ce dans le but de restructurer cette dette et d'en minimiser les retombées sur l'économie.

Les contraintes du VIIème Plan

13- A cet égard, le schéma de développement du VIIème Plan accorde une haute priorité au redressement de la situation de la balance des paiements et à la préservation de la capacité de remboursement de la dette extérieure et ce en retenant pour objectif de ramener le déficit courant de la balance des paiements de 8% du PNB en 1986 à seulement 3% en 1991.

Pour y parvenir, l'équilibre général du VIIème Plan repose sur l'objectif ambitieux de croissance des exportations de près de 5.3% en moyenne par an à prix constants contre une baisse de -0.7% durant le plan précédent et sur une évolution modérée des importations de 0.9% nettement inférieure à celle du PIB mais compatible avec la maîtrise de la demande intérieure.

Cette compression du déficit courant est d'autant plus nécessaire, qu'il est attendu un accroissement soutenu des besoins en capitaux extérieurs pour faire face à des paiements de plus en plus importants au titre du principal de la dette et pour réaliser des réserves de change de 425 MD de manière à assurer dans les meilleures conditions le programme de libéralisation des importations.

Les ressources requises pour la période du VIIème Plan s'élèveraient en effet à 5960 MD contre 3683 MD durant la période du VIème Plan. L'encours de la dette s'élèverait dans ces conditions à 6632 MD représentant 54.4% du PNB en 1991 contre respectivement 4150 MD et près de 60% en 1996 et le service de la dette se stabiliserait à une proportion de 31.5% des exportations de biens et services pour la période du VIIème plan.

14- Afin de réaliser ces objectifs il y a lieu de :

- Relever l'effort de mobilisation des ressources à long terme plus avantageuses au niveau des taux d'intérêt et de l'élément don que les ressources à moyen terme. Ces ressources devraient passer de 60% au cours du 6ème Plan à 75% au cours du 7ème plan.
- Minimiser le risque de change induit par les fluctuations des monnaies entre elles, de manière à ce que le service de la dette relatif aux emprunts déjà contractés à fin 1986, ne dépasse pas 24.1% des recettes courantes. Le service de la dette relatif aux ressources d'emprunt additionnelles ne devrait pas pour sa part dépasser 4% des recettes courantes. Il convient, pour faire face à ces contraintes envisager un système de gestion de la dette, qui, tout en répondant aux objectifs de développement, devrait, en s'appuyant sur les techniques introduites par l'innovation financière, minimiser les retombées de la dette sur la balance des paiements.

I- INTRODUCTION

Contexte économique

1- La Tunisie a connu au cours de la période 1972-1981 une rapide expansion de son économie conjuguée à une situation favorable de ses finances intérieures et extérieures. Ainsi, le taux annuel moyen de croissance du PIB a été de 8.8% au cours du IV Plan (1971-1976) et de 6.3% au cours du Vème Plan (1977-1981) et les exportations ont enregistré respectivement pour les mêmes périodes un taux de croissance annuel moyen de 5.6% et 8%.

La bonne performance de ces années a été en grande partie expliquée par le développement de la production pétrolière et par l'amélioration des termes de l'échange liée à la hausse du prix du pétrole sur le marché international. L'augmentation des revenus pétroliers a permis à la fois, de financer un accroissement rapide des investissements et des importations et d'accorder des augmentations de salaires qui ont stimulé la consommation.

Mais à partir des années 1981, la croissance économique a subi un net ralentissement, suite aux mauvaises conditions climatiques, à la baisse des prix du pétrole et au manque de compétitivité des exportations tunisiennes par rapport à celles de nos pays concurrents.

2- Au cours du VIème plan le PIB n'a augmenté que de 2.9% en moyenne par an, bien en de ça des prévisions (6%). Or contrairement à la production la demande intérieure a continué à croître, essentiellement sur la période 1981-1984 aggravant ainsi les déséquilibres internes et externes. Outre l'investissement, qui malgré un resserrement au cours des dernières années du Plan est resté assez élevé (29% du PNB), l'augmentation de la consommation au taux annuel moyen de 4.2%, supérieur à celui du PIB, a eu pour conséquence une diminution de l'épargne nationale (-1.3%). Conjointement au déficit de l'épargne, le déficit de la balance des paiements courants s'est aggravé, atteignant 10.8% du PNB en 1984.

Caractéristiques macro-économiques

Taux annuels de croissance % (prix constants)

	VII ^e PLAN 1972-1976	IV ^e PLAN 1977-1981	V ^e PLAN 1982-1986	VI ^e PLAN 1987-1991
PIB	8.8	6.3	2.9	4.0
Consommation	9.6	7.6	4.2	2.3
FBCF	14.1	9.1	0.1	-0.6
Exportations	5.6	8.0	-0.7	5.3
Importations	13.1	12.1	-1.1	0.8
Epargne nationale	2.9	3.6	-1.3	3.8
Déficit courant				
% PNB	4.4 %	7.2 %	8.5 %	4.8 %

3- La détérioration du déficit courant de la balance des paiements a entraîné un recours accru au financement extérieur.

Contrairement aux autres plans, la période du VI^e Plan s'est caractérisée par davantage d'emprunts sur le marché financier international ce qui, compte tenu de la limite des autres modes de financement s'est traduit par une augmentation de la part des prêts à moyen terme et par une détérioration des conditions d'emprunts.

structure du				
financement extérieur	IVèPlan	VèPlan	VIèplan	VIIèPlan (prévisions)
-----	-----	-----	-----	-----
investissements				
directs et dons	36.4%	30.4%	29.6%	17.8%
Emprunts extérieurs	63.6%	69.6%	70.4%	82.2%
dont:				
- Long terme	(42.0%)	(33.6%)	(32.3%)	(57.0%)
- Moyen terme	(21.6%)	(36.0%)	(38.1%)	(25.2%)
Conditions d'emprunts	IV et V Plan	VI Plan		
-----	-----	-----		
- Taux d'intérêt	4.9%	5.7%		
- Durée moyenne				
du prêt(en année)	16.9	14.2		
-Délai de grâce				
moyen (en année)	7.0	6.2		

La conjugaison de ces éléments avec les fluctuations des taux de change et particulièrement la forte hausse du dollar américain, a fait que le poids de la dette n'a cessé de croître de sorte qu'en 1986, le taux d'endettement atteignait 60% du PNB et le service de dette représentait 28% des recettes courantes, niveaux jamais atteints jusque là.

Dans ces conditions, il est important, tout en replaçant la politique d'emprunt extérieur dans le cadre d'une stratégie économique globale de minimiser ses retombées sur la balance des paiements compte tenu des spécificités de la dette déjà contractée et de l'évolution de la conjoncture internationale.

4 - C'est pourquoi le schéma de développement du VIIème Plan s'est attaché d'une part à limiter le recours au financement extérieur en maîtrisant la demande intérieure et en stimulant les exportations et l'épargne nationale et d'autre part à alléger le poids de la dette par une amélioration des conditions d'emprunts et par un meilleur choix du mode de financement extérieur, ceci dans le but:

- de préserver à l'endettement extérieur le rôle qui lui est initialement dévolu, à savoir stimuler la croissance économique en finançant conjointement à l'épargne nationale l'effort d'investissement requis par les objectifs du plan.

- et de maîtriser les contraintes futures de cet endettement, puisque le VIIème Plan prévoit, malgré un accroissement son tenu des besoins en capitaux externes (5960 MD) pour la période contre 3683 MD durant le VIème Plan, un taux d'endettement de 56.4% du PNB à l'horizon 1991 et un service de la dette qui se limiterait à 28% par an des recettes courantes en devises.

5- C'est dans le cadre de ces préoccupations, qu'il y a lieu d'envisager une stratégie de l'endettement extérieur. Cette stratégie devra s'appuyer sur les facteurs suivants:

- Une stratégie économique globale basée sur l'encouragement de l'épargne, la rentabilité des projets, la promotion des exportations et l'équilibre de la balance des paiements.

- La connaissance du volume et du coût de la dette à travers l'analyse de sa structure par devise et par secteur d'une part, et le risque de change, l'élément don, le taux d'intérêt et la durée des prêts d'autre part.

- La maîtrise de cet endettement à travers un système de gestion centralisé adéquat.

II- CARACTERISTIQUES DE LA DETTE EXTERIEURE

1- La dette globale

6 - La conjoncture internationale favorable des années 1970 a, par le recours à l'endettement extérieur, permis de soutenir l'effort d'investissement et ce, afin de répondre à l'objectif d'emploi et de croissance économique. Au cours du Vème Plan, l'encours de la dette a augmenté en moyenne de 22% par année alors que, le taux d'endettement

(38%) et le service de la dette (12.1%), grâce à une relative stabilité des taux de change et de conditions de prêts intéressants, se sont situés à des niveaux tolérables.

Par contre, au cours du VIème Plan, la détérioration des conditions d'endettement et les fluctuations des taux de change se sont traduits, par le même accroissement annuel moyen de l'encours de la dette (22%) que le Vème Plan, par une dégradation des ratios d'endettement; soit 49% en moyenne pour le taux d'endettement et 20% pour le service de la dette.

Conditions de la dette	Vème Plan	VIème Plan
-----	-----	-----
Evolution annuelle moyenne		
de l'encours de la dette	22.0%	22.0%
Taux d'endettement annuel moyen	37.6%	49.2%
Taux annuel moyen du service	12.1%	20.0%
de la dette		

En effet, l'encours de la dette a évolué au cours du VIème Plan au taux annuel moyen de 22% en passant de 1593 MD en 1981 à 4150 MD en 1986 de sorte que le taux d'endettement a atteint, à la fin de 1986, un seuil critique de 60% contre 38% en 1981.

Évalué aux taux de change de tirages, l'encours de la dette n'est que de 3000 MD, ce qui dénote une réévaluation de l'encours due à l'appréciation des monnaies d'endettement de l'ordre de 38.3%.

7 - Au même titre que l'encours, le service de la dette a évolué à un taux assez rapide soit 20.2% sur la période de sorte qu'évalué aux taux de change de remboursement, il a atteint en 1986, 28% des recettes courantes et uniquement 21 % lorsqu'on l'évalue aux taux de change des tirages. L'impact des fluctuations des monnaies sur le service de la dette,

s'est ainsi traduit par une perte de change évaluée à 546 MD au cours de la période, représentant, pour la seule année 1986, 174 MD soit 25% du service de la dette au taux de remboursement.

Perte de change en MD	Encours de la dette aux taux de change courant de tir.		Service de la dette aux taux de change courant de tir.		Perte de change MD en % (1)	
1981	1593	1463	267	248	19	7.7 %
1982	2020	1700	305	263	42	16.0 %
1983	2515	1993	377	298	79	26.5 %
1984	3150	2392	479	357	122	34.2 %
1985	3180	2613	547	417	130	31.1 %
1986	4150	3000	694	520	174	33.5 %
Accrois.moyen	21.9 %	16.0 %	20.2 %	13.7 %	65.4 %	

Cette perte de change n'a fait qu'augmenter d'une année à l'autre au cours du VIème Plan en passant de 7.7% du service de la dette aux taux de tirage en 1981 à 33.5% en 1986. Cette évolution est due initialement à l'appréciation du dollar enregistrée à partir de 1981, qui a été relayée par l'appréciation du dinar depuis 1986. N'eut été un élément don relativement appréciable résultant des conditions dont a bénéficié la dette extérieure de la Tunisie par rapport aux conditions du marché international, le service de la dette aurait été bien plus important. Rien qu'en 1986 le service de la dette a été atténué de 24% de sorte que le coût(2) effectif* de l'ensemble de la dette n'est passé que de 4.6% en 1981 à 7.7% en 1986 et ce, malgré un risque de change important.

(1)Sauf indication contraire le pourcentage de la perte de change est calculé dans tout le texte par rapport au service de la dette aux taux de change sur tirage.

(2)REMARQUE : Le coût comptable de la dette supporté par l'emprunteur final comporte les intérêts et le risque de change et serait comparable au coût du crédit intérieur,

* Coût effectif =taux d'intérêt contractuel

+ risque de change équivalent taux d'intérêt

- élément don équivalent taux d'intérêt

Conditions de la dette	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VèPlan	VIèPlan
Taux d'intérêt	5.9 %	5.9 %	6.0 %	6.1 %	6.3 %	6.3 %	5.5 %	6.1 %
Risque de change	1.1 %	2.4 %	4.5 %	5.1 %	4.8 %	4.7 %	0.0 %	4.3 %
Elément don	2.4 %	2.8 %	3.1 %	3.4 %	3.3 %	3.3 %	2.0 %	3.2 %
Coût effec.de la dette	4.6 %	5.5 %	7.4 %	7.8 %	7.8 %	7.7 %	3.5 %	7.2 %

Ainsi en comparaison avec le Vème Plan, on remarque que le coût effectif de la dette a plus que doublé au cours du VIème Plan en passant de 3.5% en moyenne par an à 7.2%. Cet accroissement ne résulte pas du taux d'intérêt contractuel qui n'a augmenté que légèrement en passant de 5.5% à 6.1%, mais plutôt de la perte de change qui a fortement augmenté en passant de 0% à 4.3%.

Quant à l'élément don, il est passé de 2% à 3.2% traduisant la capacité de la Tunisie de bénéficier de prêts à des conditions relativement favorables par rapport aux conditions du marché international.

9- Par terme, l'analyse de l'endettement fait ressortir que les conditions d'endettement restent en général en faveur de la dette à long terme. En effet, malgré l'importance de la perte de change qui lui est liée (39%

du service de la dette en 1986) la dette à long terme bénéficie d'un élément don de l'ordre de 37% de sorte que le coût de cette dette reste relativement avantageux. Quant à la dette à moyen terme, bien qu'elle soit affectée d'une perte de change moins importante (26% en 1986), ses conditions demeurent moins avantageuses du fait qu'elle bénéficie d'un élément don moins important et d'un taux d'intérêt plus élevé.

Perte de change par terme	Réévaluation de l'encours de la dette		Perte de change % du service de la dette à	
	à MT	à LT	MT	LT
1981	9.7%	8.5%	9.8%	4.4%
1982	20.6%	18.2%	17.9%	13.9%
1983	24.0%	27.0%	27.6%	24.4%
1984	25.1%	33.9%	37.3%	31.2%
1985	20.6%	26.0%	27.8%	34.4%
1986	23.0%	43.5%	26.8%	38.7%

La traduction de l'élément don et de la perte de change en équivalent taux d'intérêt, fait ressortir que le coût effectif de la dette à moyen terme est passé de 9.4% en 1981 à 12.7% en 1986 alors que celui de la dette à long terme a plus que doublé en passant de 2.3% à 5.8% au cours de la même période.

Coût effectif de la

dette par terme	1981	1982	1983	1984	1985	1986
-----------------	------	------	------	------	------	------

Dette à moyen terme

-Intérêt contractuel	7.9	8.1	8.0	8.1	8.2	8.1
- Risque de change	2.7	5.0	9.7	9.9	7.3	5.8
- Elément don	1.2	1.8	1.9	1.7	1.4	1.2

Coût effectif	9.4	11.3	15.8	16.3	14.1	12.7
---------------	-----	------	------	------	------	------

Dette à long terme

- Intérêt contractuel	4.8	5.0	5.2	5.4	5.5	5.6
- Risque de change	0.4	1.3	2.4	3.2	3.8	4.3
- Elément don	2.9	3.2	3.6	3.9	4.1	4.1

Coût effectif	2.3	3.1	4.0	4.7	5.2	5.8
---------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

10- Par ailleurs, la ventilation de la dette extérieure entre dette publique et dette privée fait ressortir l'importance de la dette publique et son poids dans le budget de l'Etat.

En 1986, l'encours de la dette publique extérieure représentait 64.7% de l'encours total et le service de cette dette 47.5%

structure de la dette extérieure par nature	Dette publique			Dette privée		
	-----			-----		
	1981	1986	Accrois.	1981	1986	Accrois.
			annuel moyen			annuel moyen
-----	----	----	-----	-----	----	-----
Encours de la dette	59%	64.7%	24.8%	41.0%	35.3%	19.1%
Service de la dette	28.5%	47.5%	37.1%	71.5%	52.5%	11.0%

L'évolution de la dette publique a été dictée au cours du VI^e Plan par le souci de promouvoir la croissance économique du pays face à des ressources intérieures insuffisantes. Néanmoins la charge qui en découle pèse lourd sur le budget de l'Etat puis que le service de cette dette a atteint en 1986 14% des dépenses budgétaires contre 6.4% en 1981 et que le remboursement du principal représente 18.4% des dépenses en capital du titre II (contre 6. 5%) . Ceci est d'autant plus préoccupant que la dette publique est essentiellement destinée aux secteurs sociaux et aux entreprises publiques, donc à des projets non générateurs devises d'une manière générale. Toutefois, comme l'Etat emprunte à des conditions de faveur, le coût de sa dette (4.4% en 1986) est nettement inférieur à celui de la dette privée (12.07%).

Coût effectif par nature	Dette publique		Dette privée	
	1981	1986	1981	1986
Taux d'intérêt contractuel	3.9%	5.1%	7.1%	7.9%
Risque de change	0.6%	3.2%	1.6%	6.8%
Elément don	3.0%	3.9%	1.7%	2.6%
Coût effectif	0.5%	4.4%	7.3%	12.1%

11- Les différences de structure et de coût entre dette publique et privée s'expliquent essentiellement par les types de prêts accordés par les différents organismes ou pays créanciers. En 1986 l'aide bilatérale représentait 69.5% de l'encours total, le marché financier 12% et les organismes internationaux (BIRD, BAD etc...), 18.5%. A l'exception de la Banque Européenne d'Investissement, le coût de l'aide multilatérale a été, au cours du VIème Plan, plus élevé que celui de l'aide bilatérale et particulièrement les prêts de la BIRD (12.4% en moyenne). Par rapport au Vème Plan, le coût effectif a fortement augmenté pour la dette ayant pour origine les USA, les Emirats Arabes Unis, la BIRD et surtout le marché financier international. Seuls les prêts accordés par l'Arabie Saoudite ont vu leurs coûts baisser de 3.1% au cours du Vème Plan à 2.8% au cours VIème Plan.

Coût effectif de la dette par organisme	Vème Plan	VIème Plan
-----	-----	-----
Multilatéral		
M. financier	8.1%	18.8%
BIRD	6.9%	8.8%
BAD	6.8%	8.8%
B. Islamique	1.6%	8.8%
FADES	5.0%	8.7%
BEI	4.5%	5.8%
Bilatéral		
Japon	8.9%	10.6%
E.A.U	6.7%	11.9%
U.S.A	2.1%	8.1%

R.F.A	2.2%	4.4%
Italie	-2.8%	3.8%
A.Saoudite	3.1%	2.8%
France	3.7%	3.6%
Suède	-0.5%	2.4%

Cette évolution de coût résulte également d'une détérioration des conditions d'emprunts au cours des dernières années.

Conditions moyennes	Vè Plan (72-81)			Viè Plan (82-86)		
de la dette						
	Taux d'intérêt	Durée (année)	Durée de grâce (année)	Taux d'intérêt %	Durée (année)	Durée de grâce (année)
Ensemble	4.9	16.9	7.0	5.7	14.2	6.2
Organis .multilaté	7.8	14.9	5.3	9.5	13.7	5.4
Fonds & pays. arabes	4.1	14.5	6.0	3.8	15.8	6.0
Pays. de l'OCDE	3.5	19.7	8.3	3.4	14.6	6.0
Pays de l'est	2.4	15.0	9.4	6.5	9.6	4.0

Source : Ministère du Plan

(1) Contrairement au reste du texte ce taux d'intérêt se réfère au taux d'intérêt contractuel de la période.

2 - la dette par devises

12- Ces éléments de coût sont étroitement liés à la devise d'emprunt: toute fluctuation du taux de change des monnaies d'endettement induit un risque de change qui, lorsqu'il se traduit par une perte, alourdit le service de la dette et grève le budget de l'Etat et la trésorerie de l'entreprise.

Au cours du VIème Plan, les perturbations sur les marchés des changes, et notamment la forte hausse du dollar jusqu'au début de l'année 1986, ont contribué à alourdir le poids de la dette, d'autant plus que le dollar représentait à la fin de 1986 47% de l'encours total et 51% du service de la dette.

	Part des monnaies d'endettement dans			
	l'encours de la dette		Le service de la dette	
	1981	1986	1981	1986
Devises	48.4%	47.2%	47%	51.3%
Dollar (1)	16.8%	14.7%	30.0%	20.6%
Fanc français	10.4%	11.8%	3.8%	6.7%
Deutschmark	3.7%	9.1%	2.0%	4.8%
Yen Japonais	9.4%	2.0%	0.7%	1.5%
Ryal Saoudien	5.0%	4.4%	4.3%	3.2%
Dinar	12.3%	10.8%	12.2%	11.9%
Koweïtien				
Autres				
Toutal	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Il est à noter l'accroissement en 1986 de la part dans le service de la dette des monnaies telles que le dollar, le yen, le deutschemark et le ryal saoudien. Le gonflement du service de la dette libellée en ces monnaies peut être expliqué en partie par les appréciations enregistrées par ces monnaies au cours de cette période.

(1) Englobe les prêts de la BIRD, supposés libellés en dollars.

	Variation du taux de change 1986/1981	Accroissement moyen au cours du VIème Plan		Part dans le service de la dette 1986 (rappel
Monnaies		en volume	en valeur	
Yen japonais	112.2%	30. %	39.1%	4.8%
Deutschmark	68.6%	22.2%	30.7%	6.7%
Dollar	60.4%	15.5%	18.7%	51.9%
Dinar	47.7%	5.9%	10.1%	3.2%
Koweïtien				
Ryal saoudien	46.6%	28. %	35.7%	1.5%
Franc français	26.5%	2.9%	8.3%	20.6%
Ensemble		11.9%	16.8%	88. %1

Quant à la réévaluation de la dette, les fluctuations du deutschemark et du yen japonais expliquent à eux seuls 34.3% de la réévaluation globale alors qu'ils ne représentent que 21% de la dette.

1986	Variation du taux de change 1986/1981	Part dans la réévaluation totale de l'encours (1)	Part dans La dette
Monnaies			
Yen japonais	81%	14.7 %	91%
Deutschmark	85%	19.6%	11.8%
Dollar	26%	35.8%	47.2%
Dinar Koweïtien	34.6%	4.1%	4.4%
Ryal saoudien	32.6%	1.8 %	2.0%
Franc français	39.5%	15.0%	14.7%
Ensemble		91.0%	89.0%

(1) Réévaluation par rapport à l'encours au taux sur tirage.

13- Parallèlement au risque de change, deux éléments interviennent dans l'évaluation du coût effectif de l'emprunt, le taux d'intérêt contractuel et l'élément don. Pour les principales monnaies d'endettement, la composition de ce coût est hétérogène puisque certaines monnaies comme le yen cumulent à la fois un taux d'intérêt contractuel élevé, un risque de change important et un très faible élément don, ce qui porte en 1986 le coût effectif de la dette en yen japonais à 12.4%.

Par contre le coût effectif de la dette libellé en deutschemark (5.9%) est légèrement supérieur au taux contractuel du fait que l'élément don compense en partie un risque de change relativement élevé.

Le coût effectif de la dette en dollar, malgré son niveau élevé (9.6%) a enregistré en 1986 une légère baisse due à celle du risque de change. Par contre le coût de la dette en franc français a connu en 1986 une forte augmentation (16.2%), due à la hausse du risque de change et ce, malgré un élément don substantiel. Les deux autres principales monnaies d'endettement à savoir le dinar koweïtien et le ryal saoudien bénéficient à la fois d'un taux d'intérêt faible et d'un élément don important qui compense partiellement le risque de change lié à ces monnaies.

Par rapport au Vème Plan, les conditions des prêts et les fluctuations des taux de change ont fait que d'une manière générale, la dette a coûté plus cher au cours du VIème Plan, essentiellement pour les monnaies à fort risque de change.

Coût effectif des principales monnaies d'endettement	1981	1986	Moyenne Vème Plan	Moyenne VIe Plan

Yen japonais				
-Taux intérêt contractuel	6.6%	6.4%	7.1%	6.3%
-Risque de change	2.3%	6.8%	2.4%	4.9%
-Elément don	0.5%	0.8%	0.4%	0.8%
Coût effectif	8.4%	12.4%	9%	10.4%
Dollar				
-Taux intérêt contractuel	6.5%	7.1%	6.1%	6.9%
-Risque de change	2.1%	4.4%	-0.1%	6.8%
-Elément don	1.6%	1.9%	1.2%	2.0%
Coût effectif	7.7%	9.6%	4.6%	11.7%
Franc français				
-Taux intérêt contractuel	6.8%	7.1%	6.2%	7.1%
-Risque de change	-	4.7%	-0.1%	0.6%
-Elément don	0.6%	5.6%	2.8%	5.0%
Coût effectif	3.7%	6.2%	3.3%	2.6%
Deutschmark				
-Taux intérêt contractuel	3.4%	4.5%	3.1%	4.1%
-Risque de change	1.3%	6.4%	1.6%	2.9%
-Elément don	3.5%	5.0%	3.5%	4.0%
Coût effectif	1.2%	5.9%	1.1%	3.9%
Dinar Koweïtien				
-Taux intérêt contractuel	5.2%	4.6%	5.4%	4.9%
-Risque de change	2.6%	4.8%	0.6%	6.4%
-Elément don	2.4%	5.5%	1.8%	4.3%
Coût effectif	5.4%	3.9%	4.2%	7.0%
Ryal saoudien				
-Taux intérêt contractuel	3.2%	3.6%	3.1%	3.4%
-Risque de change	0.1%	3.0%	-0.4%	3.1%
-Elément don	3.3%	5.5%	2.3%	1.2%
Coût effectif	0.0%	1.1%	0.4%	1.2%

14- D'autres monnaies d'endettement, dont le poids dans la dette n'est pas important, méritent une attention particulière, soit parce que leur coût, compte tenu des éléments qui le composent est excessif, c'est le cas du shilling autrichien, du dirham des Emirats Unis et du franc suisse soit par contre ,qu'ils bénéficient d'une nette subvention, c'est le cas des monnaies à faible taux d'intérêt contractuel, à faible risque de change et à élément don très important comme la couronne suédoise ou la lire italienne, le dollar canadien et la couronne danoise. Entre ces deux extrêmes il y a lieu de signaler le florin hollandais, la livre sterling, l'Ecu dont le coût relativement faible se situe entre 4% et 5%. Ainsi que des monnaies à coût modéré telles que l'unité de compte BAD, le dinar islamique et le franc belge.

Toutefois, si le coût effectif représente un indicateur précieux dans l'évaluation du prêt à contracter, il est cependant nécessaire de tenir compte des points suivants:

- L'élément don bien que réel, n'est pas toujours bien appréhendé par celui qui contracte le prêt.

- Le coût effectif incorpore le taux contractuel qui conditionne l'élément don.

- Le coût effectif ne caractérise pas la devise mais tient compte des différentes conditions dans lesquelles est contracté

le prêt. Ceci est valable essentiellement pour les prêts accordés à des conditions concessionnels qui à l'exception du risque de change peuvent donner à n'importe quelle devise d'emprunt un coût modéré.

3 - Dette par secteurs

15- L'allocation des ressources extérieures devant être effectuée d'une manière efficiente, il est important de connaître la répartition de la dette actuelle par secteur.

En 1986, la dette extérieure a concerné essentiellement les secteurs administratifs et sociaux (14.4%), l'agriculture (11. 6%) , les services financiers (10.3%), le transport (9.3%), la chimie (9.1%), l'électricité (9.0%) et l'eau (5.5%). Il est également à noter la part importante des prêts non affectés (14.5% de l'encours total), ces prêts sont contractés en partie pour les besoins de la balance des paiements.

Cette répartition fait ressortir que, les prêts alloués aux secteurs productifs, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire du secteur financier, ne représentent que 44.6% de la dette totale en 1986 et que la part des prêts sociaux, administratifs et à la balance des paiements est de l'ordre de 30% pour la même année.

16- Au cours du VIème Plan, l'évolution de l'endettement des différents secteurs s'est faite en fonction des contraintes de l'économie et des orientations de politique économique. L'effort de développement de l'agriculture s'est traduit par un accroissement de 33.5% de l'endettement de ce secteur, de même des secteurs stratégiques, tels que l'électricité et l'eau, ont connu respectivement un accroissement moyen de l'ordre de 34.8% et 27.7%. La dette des secteurs administratifs et sociaux a augmenté de 29.3% en moyenne, celle de la chimie de 25.1% et du secteur financier de 24.9%.

Structure de la dette	1981	1896	Accroissement annuel
par secteur			moyen
Agriculture	6.7%	11.6%	33.5%
I.A.A	1.0%	0.7%	21.1%
M.C.C.V	6.5%	4.4%	7.8%
I.M.E	3.0%	2.0%	9.9%
Chimie	7.0%	9.1%	25.1%
Mines	6.6%	2.0%	-7.9%
Hydrocarbures	4.0%	1.6%	-3.7%
Electricité	5.7%	9.0%	34.8%
Eau	4.5%	5.5%	28.7%
Transport	13.8%	9.3%	11.0%
PTT	0.6%	1.7%	61.3%
Tourisme	1.4%	1.2%	17.5%
Services financiers	7.7%	10.3%	24.9%
Autres secteurs	2.5%	1.6%	-
Administ.et secteurs sociaux	10.7%	15.5%	29.3%
Prêts non affectés	18.6%	14.5%	9.9%
Total	100%	100%	22.0%

17- En ce qui concerne le service de la dette, sa répartition et son évolution découle d'une part du volume de l'endettement passé du secteur et d'autre part des conditions d'endettement de ce secteur.

En 1986, le service de la dette de l'administration et des secteurs sociaux représente 15.4% du service total contre 6.1% en 1981. Malgré son niveau élevé la part du service de la dette des transports (11.0%) est en légère baisse par rapport à 1981 tandis que celle des services financiers est en nette régression malgré l'accroissement de son endettement. la part de l'agriculture dans le service de la dette est de 8.2% en 1986, celle de la chimie de 9.5% et de l'électricité de 8.1%.

Comme pour l'encours, le service de la dette des secteurs productifs représente 43.8% du service de la dette global, alors que celui de l'administration, des secteurs sociaux et des prêts non affectés 27%.

L'analyse de l'évolution du service de la dette au cours du VIème Plan fait ressortir un accroissement annuel moyen important pour l'agriculture (47.2%), les I.A.A (56.3%), l'administration et les secteurs sociaux (42.2%), l'eau (40.6%) et les IME (35.1%). Les autres secteurs ont vu leur service augmenter à un rythme compris entre 20 et 25% à l'exception des services financiers (8.8%), des hydrocarbures (3.5%) et des mines (-8.5%).

Structure du service de la dette par secteur	1981		1986		accroisse. an.moyen	Ratio serv/export. dette (1986)
	MD	%	MD	%		
Agriculture	12.3	3.8%	57.4	8.2%	42.2%	46.9%
IAA	2.1	0.7%	8.0	1.2%	56.3%	11.2%
MCCV	12.6	3.9%	26.0	3.7%	21.1%	100.7%
IME	8.3	2.6%	32.9	4.7%	35.1%	31.0%
Chimie	19.3	6.0%	66.2	9.5%	25.1%	23.8%
Mines	46.4	14.4%	26.8	3.9%	-8.5%	102.6%
Hydrocarbures	28.4	8.8%	25.1	3.6%	3.5%	6.0%
Electricité	17.8	5.5%	56.7	8.1%	27.4%	-
Eau	6.6	2.0%	29.5	4.2%	40.6%	-
Transport	38.0	11.8%	77.1	11.0%	18.9%	51.1%
PTT	3.8	1.2%	15.0	2.2%	39.5%	46.3%
Tourisme	2.1	0.6%	8.5	1.2%	31.2%	2.2%
Services finan.	45.9	14.2%	63.0	9.0%	8.8%	-
Autres sect.	11.4	3.5%	17.6	2.5%		-
administ. et sect.sociaux	19	6.1%	107.3	15.4%	42.2%	-
Prêts non af.	48.1	14.9%	80.8	11.6%	18.9%	-
Ensemble (rappel)					19.8%	32.0%

Alors que la baisse du service de la dette des mines et des hydrocarbures peut être expliquée par la baisse de leur endettement, celle du secteur financier est liée aux conditions d'endettement de ce secteur. D'un autre côté l'accroissement en valeur du service de l'ensemble de la dette provient en partie des fluctuations des monnaies d'endettement (la perte de change représentant 25% du service aux taux de remboursement), par conséquent, chaque secteur aura à supporter plus ou moins ce risque selon la nature des prêts qu'il aura contracté et de la devise d'emprunt.

18- Pour mieux appréhender le coût de la dette de chaque secteur, le risque de change et l'élément don liés aux prêts ont été convertis en équivalent taux d'intérêts. Le coût effectif qui en découle évalue pour chaque secteur le "prix" de ces ressources extérieures.

En 1986, le coût effectif de la dette a été très élevé pour les hydrocarbures (16.1%) et les mines (13.8%), ces deux secteurs s'endettant soit sur le marché financier international soit dans des monnaies à fort risque de change. Les divers services, le transport et les IME supportent également un coût relativement élevé de l'ordre de 12%, mais de tous ces secteurs, seul celui des transports a un poids important dans la dette et par conséquent risque de gonfler fortement le service futur de la dette. Par contre les services financiers ont vu leur coût baisser en 1986 ce qui explique la baisse du service de la dette de cette année là, malgré un accroissement annuel moyen de l'encours de 25%. Par ailleurs, les secteurs, tels que l'agriculture, la pêche et le tourisme et les secteurs administratifs et sociaux, financés essentiellement par des prêts accordés à l'Etat, ont un coût subventionné par rapport au reste de l'économie. Il est de l'ordre de 5.3% pour l'agriculture et le tourisme, de 5.0% pour l'administration de 3.7% pour l'éducation, de 3.3 % pour l'infrastructure, de 2.9% pour la pêche et de -0.8% pour la santé.

19- Il apparaît donc que d'une manière générale les ressources extérieures accordées à des conditions concessionnelles sont allouées en priorité aux secteurs non productifs et aux secteurs à promouvoir, cependant il est nécessaire que globalement et essentiellement pour les secteurs non générateurs de devises que le coût effectif de la dette soit réduit en intervenant sur les trois éléments qui composent ce coût à savoir le taux d'intérêt contractuel, le risque de change et l'élément don.

Bien que n'étant pas exhaustive, l'analyse de la dette actuelle a permis de dégager un certain nombre d'enseignements pouvant être mis à profit pour l'instauration d'un système de gestion de la dette. Toutefois la gestion de la dette doit s'inscrire dans le cadre plus général d'une stratégie de l'endettement s'insérant elle-même dans une politique de développement économique.

III - ENDETTEMENT EXTERIEUR ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

20- Le souci d'accroître le niveau de vie et d'assurer au pays une croissance rapide, a incité la plupart des pays en développement à financer l'effort d'investissement par des crédits extérieurs. La crise actuelle de l'endettement a révélé que ce recours au financement extérieur a constitué une charge trop lourde pour les pays emprunteurs. Les raisons sont multiples, mais au-delà de la dégradation de l'environnement international, il importe de déterminer dans quelle mesure les facteurs internes liés à cet endettement, ont contribué à son aggravation. Pour cela il y a lieu de comparer simultanément l'évolution de l'investissement, du PNB et de l'épargne, de suivre l'évolution et la structure de nos exportations et d'étudier la productivité des secteurs les plus endettés.

1- Dette extérieure. épargne et investissement

21- L'endettement extérieur constitue un apport de ressources supplémentaires pour le financement de l'économie face à un déficit de ressources intérieures.

En effet, l'équilibre ressources-emplois permet comptable ment de faire correspondre au déficit de la balance des biens et services (M-X) l'écart entre les besoins de l'économie en matière de consommation et d'investissement et le PIB.

$$(C + I) - \text{PIB} = M - X$$

D'un autre côté, le déficit commercial au niveau de la balance des paiements a pour contrepartie la somme algébrique des apports nets de capitaux, des transferts extérieurs nets et des variations des réserves de change.

$$M - X = \text{ANCE} + \text{TEN} + dR$$

Ces deux égalités nous permettent d'écrire:

$$(C + I) - \text{PIB} = \text{ANCE} + \text{TEN} + dR$$

si à l'épargne intérieure (PIB - C), l'on ajoute les transferts extérieurs nets, l'on dégage, que les apports nets de capitaux extérieurs, abstraction faite des variations des réserves de change, correspondent à l'écart entre investissement et épargne nationale.

$$I - \text{SN} = \text{ANCE} + (dR)$$

De la sorte, un objectif ambitieux d'investissement, ou un faible accroissement de l'épargne nationale se traduisent par un endettement excessif. Il s'en suit qu'un accroissement de l'épargne inférieur à celui de l'investissement est de nature à aggraver la situation dans la mesure où, pour ne pas puiser sur les réserves de change, le recours aux emprunts extérieurs se substitue à l'effort de financement national.

Cette situation devient plus critique lorsque pour des raisons intérieures ou extérieures, les possibilités d'endettement deviennent limitées. Les sorties de capitaux induits par un volume de la dette déjà important ne seront pas compensés par une entrée suffisante de capitaux de sorte que, malgré l'apport des réserves de change, il sera nécessaire de réduire l'investissement ou d'accroître les exportations.

Cette dernière éventualité ne pouvant être réalisée qu'à moyen et long terme, les apports nets de capitaux extérieurs négatifs se traduisent à court terme par une réduction des dépenses d'investissement et de consommation, pour financer les sorties nettes de capitaux, freinant ainsi la croissance économique et la création d'emploi.

22- Au cours du VIème Plan, l'accroissement annuel moyen de l'investissement (FBCF + variation de stocks) a été de l'ordre de 8.3%, alors que l'épargne nationale n'a enregistré que 5.4%, taux nettement en de ça de celui des apports nets de capitaux extérieurs soit 6.7%. Par ailleurs, l'effort d'investissement a été comblé par une baisse des réserves de change de l'ordre de 363 MD soit 16% des apports nets des capitaux extérieurs réalisés au cours du Plan.

Investissement		Epargne Nationale		Apports nets de capitaux		Variations des reserves
en MD	Accrois.	en MD	Accrois.	en MD	Accrois.	de change
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
1981	1346	1025		366		45.5
1982	1519	1066	4.0%	469	28.2%	16.0
1983	1610	1200	12.6%	400	-14.9%	-10.0
1984	1995	1315	9.5%	564	41.1%	-116.3
1985	1835	1343	2.2%	397	-29.5%	- 94.0
1986	1649	1089	-18.9%	402	1.2%	-158.3
Accr.	8.3%	5.4%		6.7%		
annue	----	-----		-----		
moyen						

Une telle situation montre que, si les apports nets de capitaux ont suivi en moyenne l'effort d'investissement, donc contribué à la croissance économique, il se sont également substitués en partie à une épargne nationale faible, pour financer aussi bien les investissements que la consommation.

23- C'est pourquoi l'un des objectifs du VIème Plan à été la relance de l'épargne nationale. Néanmoins, si la mobilisation de l'épargne permet un recours moins important aux emprunts, extérieurs pour le financement de l'économie, le service de la dette, de plus en plus important, nécessite soit l'accroissement des ressources d'emprunts soit la réduction du déficit de la balance commerciale. Pour cela il est important tout d'abord d'analyser dans quelle mesure la réduction de ce déficit peut être effectué à partir de la croissance des exportations plutôt que par la compression des importations. Il importe ensuite de faire correspondre à la structure de nos exportations, la structure du service de la dette pour réduire l'effet risque de change dans le poids de cette dette.

2 - Dette et commerce extérieur

24- Face à un service de la dette de plus en plus lourd (20.2% d'accroissement moyen au cours du VIème Plan), la balance commerciale est restée déficitaire au cours de la même période du fait d'un accroissement moyen de 7.4% des importations nettement supérieur à celui des exportations (5.9%).

Le déficit de la balance commerciale a atteint en 1984 un niveau record (-728.8 MD) ce qui a nécessité un recours important aux emprunts extérieurs puisque les apports nets de capitaux ont augmenté de 41.4% par rapport à l'année précédente. Par la suite, la réduction de ce déficit s'est faite essentiellement par la compression des importations, les exportations ayant même enregistré une baisse en 1986 du fait de la mauvaise conjoncture internationale. Le plan de redressement, dont une des premières mesures a été la dévaluation du dinar, prévoit, par le biais de la croissance des exportations, un net redressement de ce déficit.

	Exportations		Importations		Solde	Service de la dette	Apport net de capitaux	
	MD	Accrois.	MD	Accrois.			MD	Accrois.
1981	1791.9	-	2074.3	-	-352.4	267.0	366	-
1982	1773.3	3.0%	2279.	2.99%	-505.9	305.1	469	28.2%
1983	1947.8	9.8%	2421.4	6.2%	-473.6	376.8	400	-14.9%
1984	2113.7	8.5%	2842.5	17.4%	-728.8	479.2	564	41.1%
1985	2253.1	6.6%	2676.3	-5.8%	-423.2	546.8	397	-29.5%
1986	2161.2	-4.1%	2671.0	-0.2%	-529.6	693.5	402	1.2%
Ac.an. moyen		5.9%		7.4%				6.7%

Cependant, axer la réduction du déficit sur la croissance des exportations suppose d'une part que le secteur productif des biens échangeables est capable de générer les devises suffisantes pour réduire le déficit de la balance commerciale et que d'autre part les mesures prises pour maintenir les parts de marché en améliorant la compétitivité de nos produits, notamment par l'effet taux de change, ne se heurtent à une surenchère, du fait que tous les pays débiteurs doivent dégager un excédent pour résoudre leur problème d'endettement.

Un élément important reste encore à creuser. Il s'agit de la performance du secteur exportateur par rapport aux autres secteurs de l'économie et à l'intérieur même de ce secteur d'essayer de dégager, en dehors des produits de base, les produits susceptibles de dynamiser davantage les exportations.

25- La structure des exportations optimale que l'on fera ressortir, compte tenu des capacités du pays et de l'environnement économique, servira de base à la restructuration du

service de la dette et ce afin de minimiser le risque de change par l'adossement des recettes et des dépenses.

Au cours des quatre dernières années, la comparaison de la structure du service de la dette par monnaie et celle des recettes d'exportations fait ressortir le fait que, bien que composées en grande partie des mêmes monnaies d'endettement à savoir le dollar, le franc français et le yen, les deux structures sont différentes. Il s'en suit que le paiement du service de la dette en yen japonais par exemple nécessitera le rachat de cette devise à un taux de change différent de celui du contrat, et ce traduira par conséquent par un risque de change qui risque d'alourdir la charge de cette dette. La restructuration du service de la dette par des méthodes telle que le swap, permettra de faire correspondre au mieux les recettes d'exportations aux charges (principal et intérêt) de l'endettement ainsi transformé.

Structure des recettes courantes et de la dette	1983		1984		1985		1986	
	RC	SD	RC	SD	RC	SD	RC	SD
Dollar US	48.1%	49.1%	53.9%	60.3%	50.6%	56.4%	44.8%	51.3%
Franc français	30.7%	20.1%	27.9%	17.3%	28.5%	17.2%	32.5%	20.6%
Deutschmark	8.0%	3.7%	7.1%	4.0%	7.6%	4.2%	9.4%	6.7%
Yen japonais	-	8.3%	-	2.6%	-	3.5%	-	4.8%
L. sterling	1.9%	0.2%	1.6%	0.2%	1.6%	0.2%	1.4%	0.1%
L. italienne	2.6%	0.6%	2.6%	0.5%	2.8%	0.4%	3.5%	0.4%
Franc suisse	1.4%	5.7%	5.7%	1.4%	0.7%	1.3%	3.9%	0.6%
Autres devises	7.3%	12.3%	5.5%	14.4%	7.6%	14.2%	7.4%	15.5%

RC : Recettes courantes

SD : Service de la dette

Au delà du problème de ressources en devises qu'il faut dégager à partir de la production des biens échangeables pour limiter le recours au financement extérieur, il est important d'assurer une allocation efficiente des ressources d'emprunts entre les différents secteurs de l'économie, qu'ils soient générateurs de devises ou pas.

3- Dette extérieure et productivité du secteur

26- Globalement, les emprunts extérieurs doivent permettre de dégager des richesses suffisantes pour assurer le service de la dette.

Pour cela, il est indispensable d'orienter ces emprunts vers les secteurs générateurs de devises ou tout du moins ceux dont la productivité marginale du capital est supérieure au coût de ces ressources d'emprunts. En effet, dans le cas où le coût, du crédit (taux d'intérêt et perte de change) est supérieur à la productivité du capital financé par ce crédit, il serait plus rentable de placer cet argent plutôt que de l'investir puisque, non seulement cet investissement rapporterait moins, mais il comporterait en plus une part des risques.

Or, au cours de ces dernières années, l'affectation des emprunts extérieurs en Tunisie n'a pas été orientée spécifiquement vers les secteurs productifs.

27- Deux secteurs, à savoir l'eau et le transport ont vu leur endettement augmenter au cours du VIème Plan alors que dès le Vème Plan la productivité marginale de leur capital était inférieure au coût de leurs ressources extérieures. La part de l'endettement global de ces deux secteurs est passée de 16.2% à 18.7% alors que le coût de leur endettement et leur productivité n'a cessé de se détériorer.

	Part dans l'encours de la dette		Coût de la dette		Productivité marginale du capital	
	Vè Plan	VIè Plan	VèPlan	VIèPlan	VèPlan	VIèPlan
Eau	3.6%	5.9%	5.3%	9.6%	3.4%	3.2%
Transp.&PTT	12.6%	12.8%	6.4%	12.9%	6.2%	3.6%

Pour d'autres secteurs, tels que l'agriculture et la pêche, les IME, les mines et l'électricité, la productivité marginale a été au cours du VI ème Plan supérieure au coût de leur dette mais a connu au cours du Vème Plan un renversement de la situation du fait de la détérioration du coût d'endettement.

	Part dans l'encours de la dette		Coût de la dette		Productivité marginale du capital	
	VèPlan	VIèPlan	Vè Plan	VIè Plan	VèPlan	VIèPlan
Agricul.	7.3%	9.9%	3.4%	7.8%	4.9%	4.1%
I.M.E	2.1%	2.3%	7.4%	10.8%	29.4%	10.7%
Mines	6.1%	3.0%	7.0%	14.1%	8.1%	7.2%
Electri.	6.9%	9.0%	5.8%	10.7%	8.8%	5.2%

Par contre des secteurs comme les I.A.A., les matériaux de construction céramique et verre, la chimie et les textiles habillement et cuir malgré la baisse de leur productivité marginale de capital et l'augmentation du coût de l'endettement au cours du VIème Plan demeurent encore performant puisque le coût de leur endettement n'a pas été une contrainte à leur développement.

	Part dans l'encours de la dette		Coût de la dette productivité marginale du capital			
	Vème Plan	VIè Plan	Vè Plan	VIèPlan	Vème Plan	VIè Plan
I A A	0.4%	1 %	7.1%	10.4%	11.6%	16.4%
MCCV	6.5%	4.7%	5.1%	8.2%	14.9%	9.0%
Chimie	7.9%	8.3%	6.3%	9.6%	18.5%	10.4%
T H C	0.1%	0.4%	3.6%	10.1%	34.5%	23.8%

outre ces constatations, l'on remarque qu'une bonne partie de l'endettement (10.4% au cours du Vème Plan et 14.2% au cours du VIème Plan, a été orientée vers les équipements collectifs. Ces investissements, dont la productivité est différée, risquent, par un service de la dette élevé, de peser lourd sur le budget de l'Etat.

De façon générale, le coût de la dette a augmenté au cours du VIème Plan, notamment à cause du risque de change et de la détérioration des conditions d'emprunt, alors que la productivité marginale du capital n'a cessé de baisser de sorte que la plupart des secteurs se trouvent confrontés à des difficultés pour le remboursement de leurs dettes. Malgré cela, ces secteurs continuent à s'endetter pour entre autres, faire face aux dépenses du service de la dette.

28- Pour endiguer une telle situation une double action doit être envisagée:

D'une part, améliorer la productivité des différents secteurs par une meilleure utilisation des capacités de production et une politique de prix plus appropriée tout en orientant l'endettement futur vers les secteurs productifs de préférence générateurs de devises.

D'autre part, agir au niveau des coûts des emprunts extérieurs, par un choix judicieux du mode de financement et par une action au niveau du risque de change qui constitue le facteur le plus important dans l'accroissement des coûts.

La prise en considération de tous ces éléments pour une stratégie optimale d'endettement nécessite une connaissance rigoureuse du volume de la dette de ses conditions et de son utilisation qui ne peut s'effectuer qu'à travers la mise en place d'un système centralisé de la gestion de la dette extérieure.

CONTENUS EN IMPORTATIONS ET

BILAN DEVICES

1980-1987

IEQ / MM / 880830

SOMMAIRE

- Résumé et conclusions.....	
- Introduction.....	
I. Les contenus en importations de la demande finale totale.....	
1. contenu global.....	
2. contenu par branche d'activité.....	
II. Les contenus en importations de la demande finale intérieure.....	
III. Les contenus en importations des exportations.....	
IV. Solde commercial et bilan devises.....	
- Annexe statistique.....	
- Annexe méthodologique: solde commercial et bilan devises.....	

RESUME ET CONCLUSIONS

Dans le plan de redressement économique élaboré durant le second semestre de 1986, des mesures ont été adoptées pour promouvoir les exportations et maîtriser les importations afin d'atténuer le déficit des échanges en biens et services.

Ces mesures ont engendré, en 1987, un important accroissement des exportations mais aussi une baisse du volume des importations (particulièrement de biens d'équipement et de matières premières et demi-produits) qui s'est répercutée négativement sur l'investissement et les créations d'emplois.

Ce résultat montre donc le danger d'une restriction des importations qui se base sur le niveau du contenu en importations plutôt que sur sa composition entre direct et indirect(1) et selon qu'il affecte la demande finale intérieure ou les exportations. De ce point de vue, cette étude fait ressortir trois faits principaux:

1- La part des consommations intermédiaires dans les importations de biens et services est en augmentation, elle est passée de 57% en 1980 à 66% en 1987. Ces importations sont destinées être transformées et toute politique industrielle, quelles que soient ses motivations, ne devraient pas chercher à les réduire afin de ne pas compromettre le fonctionnement de l'appareil productif et surtout des activités orientées vers l'exportation dont les besoins en intrants importés ont atteint 37% de l'ensemble des consommations intermédiaires importées.

2- Nos exportations sont de plus en plus coûteuses en importations, leur contenu est passé de 17% en 1980 à 25% en 1987.

(1) Le contenu direct est constitué par les importations qui sont affectées directement à la satisfaction d'une partie de la demande finale et le contenu indirect par celles utilisées comme inputs dans la production nationale destinée à satisfaire la demande finale restante

3- Le concept du contenu en importations permet une meilleure appréhension du solde des échanges qui sera calculé non plus comme différence entre l'exportation d'un produit et l'importa du même produit mais entre l'exportation de ce produit et les contenus totaux en importations de la demande finale totale en ce produit. Ce solde est dénommé "bilan devises"(1). Il permet de mesurer la contribution des différentes activités à la formation du solde de la balance des biens et services.

L'évaluation du bilan devise et sa confrontation avec le solde commercial donnent lieu à trois série de remarques principalement:

- Premièrement, on observe que pour les branches déficitaires des industries manufacturières non alimentaires (MCCV, IME, Chimie et industries diverses) et l'agriculture, le déficit commercial a tendance à se réduire ou s'inverser (le cas de l'agriculture en 1987 et des MCCV en 1986 et 1987) quand on raisonne en termes de bilan devises. Ceci tient au fait que les importations des produits appartenant à ces branches sont utilisées comme intrants par d'autres branches qui nécessitent leur utilisation plus qu'à l'activité de la seule branche productrice (ou d'origine).

C'est ainsi que dans l'optique du bilan devises, le déficit de l'agriculture baisse (et devient même un excédent en 1987) au détriment des IAA en raison de l'utilisation par ces industries d'une partie des importations de produits agricoles pour satisfaire la demande qui leur est adressée.

A la différence du solde commercial traditionnel, le bilan devises fait donc apparaître que les IAA sont fortement déficitaires, notamment les dérivés céréaliers, les viandes, l'industrie du lait, la pâtisserie et les autres produits des IAA.

En revanche, le bilan devises de l'agriculture montre que cette activité fait assez peu d'appel aux produits étrangers et que son déficit est en voie de disparition et est même devenu un excédent en 1987.

(1) Ce solde est appelé par certains auteurs "solde propre aux emplois finals" ou "solde effectif".

C'est là un résultat qui milite en faveur du renforcement du secteur agricole vu son faible contenu en importations et sa situation à l'amont des IAA qui lui permet, en se développant davantage, de garantir l'approvisionnement des industries alimentaires en produits agricoles et partant d'alléger leur déficit.

- **Deuxièmement**, les produits non échangeables qui n'ont pas d'exportations directes présentent des bilans devises négatifs du montant des importations qui leur sont affectées au titre de leur activité: c'est le cas des BTP, de l'électricité, de l'eau, du commerce et des services logement; leur solde propre a atteint en 1987,-329 MD ce qui représente environ le 1/3 du solde propre des activités déficitaires.

- **Troisièmement**, les bilans devises des secteurs de la pêche, du textile, des industries extractives, des hydrocarbures, du tourisme et des autres services sont structurellement excédentaires.

En conclusion, on peut dire que l'étude des contenus en importations et des bilans devises confirme le rôle des importations dans notre économie et que toute politique en matière de commerce extérieur devrait chercher, plutôt qu'à réduire le poids des importations, à améliorer la spécialisation de l'économie, en l'orientant vers des productions plus rémunératrices ou destinées à des marchés extérieurs plus dynamiques. Cette orientation devrait se faire vers les secteurs pour lesquels la Tunisie dispose d'un avantage comparatif certain (agriculture, pêche, textile et tourisme). Pour les industries manufacturières non alimentaires hors textile et particulièrement pour les IME, l'effort devrait porter sur l'identification, parmi les Importations de demi-produits, de ceux qui peuvent être produits à des conditions de rentabilité acceptables. Quant à la fabrication de biens d'équipement, elle pourrait être envisagée dans le cadre d'un marché régional qui définirait une spécialisation complémentaire entre les pays le composant.

INTRODUCTION

Le développement économique et social de la Tunisie au cours des 25 dernières années a été marqué, entre autres, par une aggravation du déficit des échanges en biens et services

qui a pris des proportions préoccupantes au début des années 80.

Déficit en biens et services -----	1962 ----	1971 ----	1981 ----	1984 ----	1986 ----
en MD courants	40.5	17.8	352.4	728.8	510
en % du PIB au prix du marché -----	11.7% ----	2% ----	8.5% ----	11.7% ----	7.3% ----

Pour expliquer cette évolution, l'analyse traditionnelle des échanges par produit s'avère insuffisante puisqu'elle ne fournit aucune indication quant à l'affectation des importations.

En effet, les importations sont affectées ou bien directement à la demande finale pour satisfaire une partie directe de cette demande et on parle dans ce cas de contenu en importations de la demande finale, ou bien utilisées comme inputs dans la production nationale destinée à satisfaire la demande finale restante et elles constituent dans ce cas le contenu indirect en importations de la demande finale. Le contenu total en importations est la somme des contenus directs et indirects.

La présente note a pour objet de déterminer le contenu en importations de la demande finale en 1980, 1985, 1986 et 1987 aux prix courants et constants de 1980 aux niveaux et 20 branches et de calculer pour chacune de ces branches un solde dénommé "bilan devises" ou solde net de toutes importations contenues directement et indirectement dans les emplois finals des produits de chaque branche.

Ce solde s'obtient par différence entre les exportations directes et les contenus totaux en importations des emplois finals de chaque branche.

1 - LES CONTENUS EN IMPORTATIONS DE LA DEMANDE FINALE

TOTALE

1 - Le contenu global

Depuis le premier choc pétrolier, la part des importations dans la demande finale évalué aux prix courants a augmenté régulièrement en passant de 26% en 1974 à 34% en 1980. Depuis, cette part a connu une légère baisse mais elle est restée supérieure à 30%.

Ces résultats traduisent l'importance de la pression sur les importations engendrées par la demande surtout durant la deuxième décennie et au début des années 80.

Au cours de 1985-1987, le contenu en importations de la demande finale est resté presque stable et s'est situé dans une fourchette de 30 à 32.5%.

Toutefois, sa composition entre direct et indirect s'est modifiée au cours de ces trois années en faveur de ce dernier dont la part dans la valeur des importations de Biens et services est passée de 60% en 1985 à 63.3% en 1986 et à 65.4% en 1987

Contenu en importations de la demande finale totale	1980			1985			1986			1987		
	MD	%	Struc. du contenu	MD	%	Struc. du contenu	MD	%	Struc. du contenu	MD	%	Struc. du contenu
Direct	689.6	14.5%	42.7%	1071.4	12.4%	40 %	978.9	11.9%	36.7%	983.6	10.4%	34.6%
Indirect	925.0	19.5%	57.3%	1604.7	18.6%	60 %	1692.0	20.6%	63.3%	1857.7	19.7%	65.4%
Total	1614.6	34 %	100 %	2676.1	31 %	100 %	2670.9	32.5%	100 %	2841.3	30.1%	100 %

La baisse de la part des importations directes est liée à la régression des investissements au cours de ces trois années et l'augmentation de la proportion des importations indirectes à l'évolution des exportations dont les besoins en intrants importés ont atteint 37.3% de l'ensemble des consommations intermédiaires importées en 1987 contre 33.4% en 1986 et 30.6% en 1985.

Structure des importations indirectes par catégorie de demande finale								
	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Demande intérieure	680.4	73.6%	1110.5	69.2%	1126.8	66.6%	1164.4	62.7%
Exportations	244.6	26.4%	494.2	30.8%	565.2	33.4%	693.3	37.3%
Demande finale totale	925.0	100 %	1604.7	100 %	1692.0	100 %	1857.7	100%

Cette tendance à la croissance de la part du contenu indirect est donc liée au changement de la structure de la finale et plus particulièrement des exportations où le poids des secteurs à faible contenu en importations (pétrole) a grandement baissé au profit des secteurs à fort contenu comme le textile et les IME.

Structure des exportations de biens et services aux prix courants				
	1980	1985	1986	1987
Agriculture	1.3%	2.2%	2.7%	2.7%
Pêche	0.9%	1.4%	2.2%	2.1%
IAA	2.6%	2.9%	3.3%	3.5%
MCCV	-	0.6%	1.2%	1.1%
IME	2.2%	3.3%	4.9%	5.1%
Chimie	8.4%	11.2%	12.8%	11.0%
THC	11.9%	13.8%	19.6%	20.0%
Indus. diverses	0.7%	0.6%	1.4%	2.6%
Indus.extractives	1.7%	1.2%	1.2%	0.9%
Hydrocarbures	38.4%	26.8%	15.7%	15.2%
Transport	7.3%	9.6%	8.5%	9.3%
Tourisme	18.2%	18.5%	17.8%	19.9%
Autres services	6.4%	7.9%	8.7%	6.6%
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

2 - Les contenus en importations par branche d'activité

Le contenu moyen en importations de la demande finale totale est un chiffre qui cache des différences entre les produits.

En effet l'analyse du contenu par produit montre qu'en 1987, les importations incluses dans la demande finale représentent plus de 50% pour les produits manufacturés non alimentaires, 23% pour les produits agricoles et des IAA, 21% pour les produits non manufacturés et 19% pour les services.

(%) aux prix courants	1980			1985			1986			1987		
	D	I	T	D	I	T	D	I	T	D	I	T
Agriculture, pêche et IAA	8.6%	20.4%	28.9%	9.2%	17.9%	27.1%	7.4%	19.5%	26.9%	6.3%	16.6%	22.9%
Ind.manufac. non aliment.	39.2%	24.9%	64.1%	25.8%	34.2%	60.0%	22.6%	34.9%	57.5%	20.5%	33.9%	54.5%
Industries non manufac.	4.5%	22.9%	27.4%	3.9%	14.1%	18.1%	3.0%	16.8%	19.8%	3.1%	17.9%	21.0%
Services	9.9%	11.0%	20.9%	10.9%	10.6%	21.5%	10.4%	10.8%	21.2%	8.7%	10.3%	18.9%
Ensemble Bien & ser.	14.5%	19.5%	34%	12.4%	18.6%	31.0%	11.9%	20.6%	32.5%	10.4%	19.7%	30.1%

L'on relève donc un contenu élevé dans les industries manufacturières non alimentaires qui a toutefois, évolué à la baisse en passant de 64% en 1980 à 54% en 1987. En outre, sa composition entre direct et indirect a changé en faveur de ce dernier qui devient depuis 1985 supérieur au premier en atteignant plus de 60% des importations incluses dans la demande finale adressée à ce secteur en 1987. C'est dire le rôle des importations dans le fonctionnement de ces industries et dans le maintien des emplois qui y sont créés.

Au sein des industries manufacturières non alimentaires, les IME et la chimie se distinguent par des contenus élevés: respectivement de 68 et 59% en 1987, le contenu des autres branches étant de 47% pour le textile, 43 % pour les industries diverses et 22% pour les MCCV.

Le contenu indirect l'importe pour toutes les branches et atteint même 97% du contenu total dans le textile excepté pour les IME où le contenu direct représente environ les 2/3 du contenu total.

Contenu en import.dans industries manufactur. non alimen- taires en 87 & aux prix courants	MD			% des emplois finals		
	D	I	T	D	I	T
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
Ensemble des industries manufact. non alimentaires	545.0	900.0	1445.0	20.5%	33.9%	54.5%
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
MCCV	6.4	11.8	18.2	7.7%	14.2%	21.9%
IME	359.7	180.2	540.0	45.5%	22.8%	68.3%
Chimie	105.2	206.9	312.0	19.8%	38.9%	58.6%
T H C	14.8	427.0	441.8	1.6%	45.3%	46.9%
Industries diverses	58.9	74.1	133.0	19.2%	24.2%	43.4%
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

L'ensemble du contenu en importations dans les industries manufacturières non alimentaires a atteint 1445 MD en 1987, ce qui représente la moitié des importations de biens et services.

La ventilation des contenus des différentes branches composant ce secteur selon le niveau 60, montre qu'ils sont constitués essentiellement par des produits appartenant à ces branches et qui représentent 94% dans les IME, 87% dans La chimie, industries 88% dans le textile et 79% dans les industries diverses. La seule exception vient des MCCV où les besoins de cette branche en importations qui lui sont nécessaires pour faire face à la demande qui lui est adressée sont à 54% des produits pétroliers, des demi-produits etc..., les 46% restant sont constitués par des matériaux de construction.

Donc, la satisfaction biens de la demande finale en industriels non alimentaires entraîne peu d'importations de produits non industriels.

En ce qui concerne les produits agro-alimentaires, la satisfaction de la demande finale qui leur est adressé engendré, en 1987, 416.5 MD d'importations de tous produits, la part relative des IAA dans ce contenu étant de 80% environ.

Un peu plus que le 1/4 de ces importations est affecté directement à la demande finale et le est utilisé reste comme inputs dans la production nationale destinée à satisfaire et la demande finale restante en produits agricoles alimentaires. Ces inputs sont constitués principalement de céréales (95 MD), de produits pétroliers (36 MD), d'articles métalliques et de pièces de rechange (31 MD), d'engrais (27 MD), d'aliments pour bétail (13 MD), d'emballages en carton (12 MD) et de produits laitiers (10 MD), soit 75% des inputsrequis par l'ensemble agro-alimentaire.

Contenus en importation des emplois finals en produits agro-alimentaires en 1987 au prix courants	MD			% des emplois finals		
	D	I	T	D	I	T
Ensemble des produits agricoles alimentaires	114.7	301.8	416.5	6.3%	16.6%	22.9%
Agriculture	15.1	50.8	65.9	2.1%	7.0%	9.1%
Pêche	-	10.6	10.6	-	9.3%	9.3%
I A A	99.6	240.4	340.0	10.1%	24.5%	34.6%

Il n'est pas inutile de noter enfin que l'évaluation du contenu en importations conduit à affecter des importations à des activités produisant des produits non échangeables. Ces Contenus correspondent aux besoins en intrants importés requis indirectement pour satisfaire la demande finale adressée à ces branches.

En 1987, ces contenus s'élèvent à 248 MD pour les BTP, 37 MD pour le commerce, 22 MD pour les services logement, 16 MD pour l'électricité et 6 MD pour l'eau.

Les importations du bâtiment induites par l'activité sont assez diversifiées. De Elles sont composées surtout produits de la sidérurgie (62 MD), d'articles métalliques (3 4 MD), du bois (28 MD), de pièces de rechange (23 MD), de produits pétroliers (19 D), d'autres services (15.5 MD) et de produits céramiques (II MD) .

L'analyse de contenu importations peut être approfondie distinguant les contenus selon davantage en qu'ils affectent la demande intérieure ou les exportations.

II -LES CONTENUS EN IMPORTATIONS DE LA DEMANDE FINALE INTERIEURE

Le contenu de la demande intérieure s'élève à 32.2% moyenne en 1987 et se ventile en 14.7% de contenu direct et 17.4% de contenu indirect. Ce contenu, en baisse par rapport à 1986 en raison du ralentissement intérieur est inégalement réparti entre les produits: environ 3/4 de la demande intérieure en produits des IME sont satisfaits directement et indirectement par les importations; la proportion est de 70% pour les produits chimiques, d'un demi pour le textile et les produits industriels divers, de 37% pour les IAA, de 40% pour les transports, de 84% pour le tourisme et de 24% pour les BTP et les autres services. Pour tous les autres postes, varie entre 5 et 18%. On remarque en particulier que pour les produits de l'agriculture et de la pêche, le contenu est relativement faible (10%).

Contenus en importations de la demande finale intérieure en 1987 aux prix courants	MD			% de la demande		
	D	I	T	D	I	T
Agriculture, pêche & IAA	114.7	278.7	393.4	7.2%	17.5%	24.7%
Agriculture	15.1	47.0	62.1	2.3%	7.2%	9.5%
Pêche		5.6	5.6		9.9%	9.9%
IAA	99.6	226.1	325.7	11.2%	25.5%	36.7%
Industries manufactur.						
non alimentaires	545.0	425.6	970.6	35.0%	27.3%	62.3%
MCCV	6.4	6.5	12.9	12.1%	12.4%	24.5%
IME	359.7	129.6	489.3	55.4%	19.9%	75.3%
Chimie	105.2	55.8	161.0	45.9%	24.4%	70.3%
THC	14.8	176.1	190.9	3.8%	45.2%	49.0%
Industries div.	58.9	57.5	116.4	25.1%	24.5%	49.6%
Industries non manuf.	60.4	300.2	360.6	4.1%	20.2%	24.3%
Indust. extract.	0.1	1.4	1.5	1.3%	22.5%	23.8%
Hydrocarbures	60.3	28.8	89.1	20.9%	10.0%	30.9%
Electricité	-	15.7	15.7	-	17.9%	17.9%
Eau	-	6.5	6.5	-	9.6%	9.6%
BTP	-	247.9	247.9	-	24.0%	24.0%
Services non administ.	263.5	159.8	423.3	12.9%	7.8%	20.7%
Transport et PTT	101.8	52.7	154.5	26.3%	13.6%	39.9%
Tourisme	75.1	3.1	78.2	80.6%	3.3%	83.9%
Commerce	-	37.4	37.4	-	6.3%	6.3%
Services logement	-	21.9	21.9	-	5.3%	5.3%
Autres services	86.6	44.7	131.3	15.4%	7.9%	7.9%
Ensemble biens et services	983.6	1164.3	2147.9	14.7%	17.4%	32.1%

III - LES CONTENUS EN IMPORTATIONS DES EXPORTATIONS

S'agissant des exportations, on cherche à déterminer le montant des importations nécessaires à l'élaboration des quantités exportées qu'on retranche de la valeur de ces exportations pour obtenir des exportations "nettes" de toutes importations.

L'évaluation des contenus en importations des exportations fait ressortir deux faits principaux. Tout d'abord, ces contenus représentent en moyenne 25% de nos ventes à l'étranger en 1987. Ils sont cependant très inégalement répartis: un peu plus du tiers des

exportations en produits des IME est constitué de consommations intermédiaires incluses importées; la proportion est d'un demi pour les produits chimiques, de 45% pour le textile et de 23% pour les produits industriels divers. Pour tous les autres postes, cette part se situe entre 5 et 19%. On observe en particulier que pour les produits agroalimentaires, les importations incluses dans les ventes à l'étranger sont relativement faibles: 5% pour les produits agricoles, 9% pour les produits de la pêche et 15% pour les produits des IAA.

Cependant, l'on assiste à une augmentation de la part des importations incluses dans nos ventes par rapport au niveau de 1980 qui s'explique par le changement de la structure de nos exportations en faveur des secteurs à fort non alimentaires; contenu en importations comme les industries manufacturières non alimentaires les branches les plus touchées étant chimie et le textile.

Contenus en impor-
tations des expor-
tations au prix
courants

	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agriculture, pêche et IAA	13.4	19.6%	19.7	13.5%	23.0	13.0%	23.1	10.1%
Agriculture	1.1	6.0%	2.6	5.3%	4.7	8.1%	3.8	5.1%
Pêche	2.0	15.5%	4.5	14.9%	4.3	9.1%	4.9	8.7%
IAA	10.3	27.6%	12.5	19.3%	14.0	19.6%	14.3	14.8%
Indust.manuf. non aliment.	131.0	39.6%	319.6	48.0%	373.3	43.3%	474.4	43.2%
MCCV	0.0	17.5%	5.4	40.0%	3.6	13.8%	5.2	17.4%
IME	14.7	47.7%	36.1	48.1%	43.9	41.4%	50.7	36.0%
Chimie	38.0	31.8%	141.9	56.6%	122.2	44.0%	151.0	49.8%
THC	75.1	44.2%	131.9	42.3%	193.7	45.7%	250.9	45.5%
Ind.div.	3.2	31.1%	4.3	29.4%	9.9	33.5%	16.6	23.0%
Indust. non manufactu.	21.7	3.8%	25.6	4.0%	28.5	7.8%	44.1	9.9%
Ind.extract.	4.6	18.6%	7.1	25.9%	4.0	15.3%	4.9	18.8%
Hydrocarb.	17.1	3.1%	18.5	3.1%	24.5	7.2%	39.1	9.4%
Electricité	-	-	-	-	-	-	-	-
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-
BTP	-	-	-	-	-	-	-	-
Services non administ.	78.4	17.2%	129.3	15.9%	140.4	18.5%	151.7	15.3%
Transport et PTT	28.9	27.8%	58.3	27.0%	46.8	25.5%	46.0	17.8%
Tourisme	39.4	15.2%	53.0	12.7%	75.5	19.6%	89.9	16.3%
Commerce	-	-	-	-	-	-	-	-
Serv.Logem.	-	-	-	-	-	-	-	-
Aut. serv.	10.1	11.1%	18.0	10.1%	18.1	9.6%	15.8	8.7%
Ens.biens & services	244.6	17.2%	494.2	21.9%	565.2	26.1%	693.3	25.1%

Ainsi, l'évaluation du contenu en importations des exportations permet de différencier les exportations "nominales" des exportations "effectives". Seules ces dernières représentent des exportations de biens et services nationaux au sens strict. Leur montant a atteint, en 1987, 2068 MD courants représentant ainsi le 1/4 du PIB à ce qui veut dire que les 3/4 des richesses créées cette année là ont été consommées à l'intérieur du pays.

Cette distinction nous a permis d'établir un classement hiérarchique des exportations au niveau 60 selon un ordre décroissant des flux nominaux d'une part, et des flux effectifs, d'autre part pour les années 1980 et 1987.

La comparaison des hiérarchies nominales et effectives, pour année donnée, fait ressortir l'importance analytique cette distinction dans une optique de balance commerciale. La comparaison entre l'année de base et l'année terminale met en évidence les modifications de la structure de nos exportations; cette comparaison a été effectuée sur les grandeurs nominales car elle reflète uniquement les modifications des échanges commerciaux contrairement à l'évolution des grandeurs effectives qui intègre deux éléments de nature différente, d'une part le changement de la structure exportations, d'autre part celui de la structure productive.

En 1980, 13 produits voient leur position s'améliorer et il se détériorer. Les améliorations significatives concernent les autres produits agricoles qui passent du 23e rang au 18e rang, les fruits frais du 14e au 10e et les conserves du 24e au 21e. Trois produits régressent fortement, les articles métalliques du 22e au 25e et surtout les produits sidérurgiques du 18e au 24e et les produits pétroliers du 10e au 17e.

En 1987, vingt produits progressent d'un ou de deux rangs , dans la hiérarchie en passant des exportations nominales aux exportations effectives et douze régressent d'un à trois rangs. Le tourisme, la sidérurgie, les articles métalliques, les autres produits des IAA, la parachimie, la fabrication des tapis, les produits pharmaceutiques et le caoutchouc maintiennent leur position.

Il apparaît donc clairement qu'une commerciale politique favorisant les exportations procèdera à des choix différents selon qu'elle considère la hiérarchie des exportations nominales ou effectives. En termes de gains en devises, la seconde est sans doute préférable.

Entre 1980 et 1987, la structure de nos exportations s'est modifiée de manière sensible. Les bouleversements sont à la fois nombreux et de grande ampleur. Les progressions sont très fortes pour le plastique, les autres produits des IAA et la parachimie; elles sont faibles mais significatives pour l'élevage et produits d'élevage, l'autre matériel

transport, le matériel électrique et électronique et céramique.

Les régressions sont importantes surtout pour la construction auto, les métaux non ferreux et les phosphates; elles sont moindres pour les conserves, les transports maritimes, la fabrication des tapis, les dérivés céréaliers, les produits pétroliers et le caoutchouc.

Cette évolution de la structure des exportations est généralement expliquée par la tendance de la demande mondiale qui suppose que l'on exporte davantage de produits à demande mondiale progressive d'une part, et du degré d'ouvraison des produits et leur contenu en technologie avancée d'autre part.

De ce point de vue, on peut considérer comme favorable l'évolution de la parachimie, du plastique, du matériel de transport lequel la Tunisie ne cesse de gagner des parts de marché sur la CEE et du matériel électrique et électronique.

LES DIX PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES
CLASSES PAR ORDRE DECROISSANT DES
FLUX NOMINAUX EN 1980 ET 1987

1980			1987		
Activité	Exportations nominales MD courants	Exportations effectives MD courants	Activité	Exportations nominales MD courants	Exportations effectives MD courants
Pétrole et gaz	530	523	Tourisme	550	460
Tourisme	260	220	Conf.bonneterie	447	233
Confec.bonneterie	136	73	Pétrole et gaz	381	359
Chimie miner.& engrais	117	80	Chim.miner.& engrais	287	142
Autres services	91	81	Autres service	182	166
Transport aérien	78	53	Transport aérien	181	149
Huiles	25	19	Matér. élec.&électro.	75	48
Phosphates	22	18	Huiles	66	60
Transport maritime	19	16	Pêche	57	52
Produits pétroliers	16	6	Plastique et divers	53	41
S/total	1294 (90.8%)	1089 (92.3%)	S/total	2279 (82.5%)	1710 (82.7%)
Ensemble biens et services	1425 (100%)	1180 (100%)	Ensemble des biens et services	2761 (100%)	2067 (100%)

IV - SOLDE COMMERCIAL ET BILAN DEVICES

Comme il a été montré plus haut, l'évaluation du contenu en importations découle d'une procédure de redistribution des importations selon les besoins de chacune des branches pour satisfaire la demande finale qui lui est adressée. De ce fait, ce concept permet d'envisager une approche du solde des échanges en substituant au solde commercial traditionnel (exportation FOB d'un produit importation CAF du même produit) un solde dénommé bilan devises de ce produit ou solde net de toutes importations contenues directement et indirectement dans les emplois finals de ce produit.

Ce solde s'obtient par différence entre les exportations d'un produit ou d'un groupe de produits et les contenus totaux en importations des emplois finals de ce produit ou de ce groupe de produits.

L'optique du bilan devises fournit donc une information d'un autre ordre que celle apportée par le solde commercial. Celui-ci reflète le résultat des échanges extérieurs concernant le ou les produits d'une branche donnée quelle que soit leur destination.

L'approche du bilan devises est autre: elle fait référence à la demande finale en produits d'une branche dont la satisfaction impose le recours à un certain montant d'importations. Elle ne prend donc en compte que les importations qui concernent directement et indirectement la demande finale adressée à cette branche.

Le bilan devises permet donc de mesurer la couverture, par les exportations de chaque branche, des importations nécessaires à la satisfaction de la demande finale qui lui est adressée.

Il est à noter que la somme des soldes commerciaux étant égale par construction à la somme des bilans devises, s'il existe des bilans devises plus déficitaires que les soldes commerciaux pour certaines branches, la situation inverse devra être observée pour d'autres branches.

Tel qu'il a été défini, le bilan devises a été calculé aux niveaux 60 et 20 pour les années 1980, 1985, 1986 et 1987 et confronté au solde commercial. Trois séries de remarques peuvent se dégager:

Bilan devises et solde commercial en MD courants	1980		1985		1986		1987	
	BD	SC	BD	SC	BD	SC	BD	SC
Agriculture, pêche et IAA	-178.7	-146.0	-304.8	-161.7	-239.9	- 13.7	-187.7	-63.8
Agriculture	- 30.9	- 94.0	- 39.4	- 82.2	- 10.7	- 99.8	+ 8.7	-61.0
Pêche	+ 7.7	+ 12.7	+ 18.9	+ 30.5	+ 35.5	+ 47.7	+ 46.5	+57.1
I A A	-155.5	- 64.6	-288.8	-110.0	-264.6	- 81.6	-242.9	-59.9
Industries manufacturières non alimentaires	-348.7	-598.8	-587.5	-1004.7	-508.6	-946.3	-347.2	-827.6
MCCV	- 7.6	- 28.7	- 1.1	- 31.4	+ 7.5	- 16.4	+ 11.9	- 15.4
IME	-267.2	-452.7	-494.0	-771.4	-463.3	-773.0	-399.1	-695.5
Chimie	- 4.6	- 20.9	- 43.8	-112.3	- 2.9	- 84.6	- 8.9	- 63.6
T H C	- 8.4	+ 12.8	+ 47.7	+ 82.9	+ 36.2	+92.0	+109.9	+134.8
Industries diverses	- 60.8	-109.3	- 96.3	-172.5	- 86.0	-164.4	- 61.0	-187.8
Industries non manufacturières	+166.4	+253.7	+232.6	+321.6	+ 51.6	+181.9	+ 39.8	+192.4
Indust. extractives	+ 19.2	+ 15.8	+ 19.1	+ 26.7	+ 20.4	+ 23.6	+ 19.8	+ 23.6
Hydrocarbures	+336.0	+237.9	+477.3	+295.1	+253.8	+158.3	+290.1	+168.8
Electricité	- 6.8		- 12.5		- 16.8		- 15.7	
Eau	- 2.7		- 5.1		- 3.9		- 6.5	
B T P	-179.3		-246.2		-201.9		-247.8	
Services non administratifs	+170.4	+300.5	+236.3	+421.1	+188.7	+390.0	+414.9	+618.7
Transport et PTT	- 12.5	+ 39.7	+ 18.3	+127.3	- 2.0	+ 91.2	+ 57.5	+156.2
Tourisme	+199.2	+237.2	+260.0	+310.8	+226.1	+300.9	+382.2	+470.8
Commerce	- 20.0		- 40.5		- 36.8		- 37.4	
Services logement	- 8.8		- 16.5		- 20.0		- 21.9	
Autres services	+ 12.5	+ 23.6	+ 14.9	- 17.0	+ 21.3	- 2.1	+ 34.6	- 8.3
Ensemble de biens et services	-190.5	-190.5	-423.5	-423.4	-508.1	-508.1	- 80.3	- 80.3

Premièrement, on observe que pour les branches déficitaires des industries manufacturières non alimentaires (MCCV, IME, chimie et industries diverses) et l'agriculture, le déficit commercial a tendance à se réduire ou s'inverser (le cas de l'agriculture en 1987 et des MCCV en 1986 et 1987) quand on raisonne en termes de bilan

devises. Ceci tient au fait que les importations des produits appartenant à ces branches sont utilisées comme intrants par d'autres branches. Les déficits commerciaux qui les caractérisent sont donc imputables à l'ensemble des branches qui nécessitent leur utilisation plus qu'à l'activité de la seule branche productrice(ou d'origine).

Par exemple, les importations de matériaux de construction sont utilisées par le BTP et sont transférées à cette branche ce qui allège le déficit de la branche MCCV. De même, dans l'optique du bilan devise, le déficit de l'agriculture baisse (et devient même un excédent en 1987) au détriment des IAA en raison de l'utilisation par ces industries d'une bonne partie des importations de produits agricoles pour satisfaire la demande qui leur est adressée. A la différence du solde commercial traditionnel, le bilan devises fait donc apparaître que les IAA sont fortement déficitaires, notamment les dérivés céréaliers, les viandes, l'industries du lait, la pâtisserie et les autres produits des IAA. En revanche, le bilan devises de l'agriculture montre que cette activité fait assez peu appel aux produits étrangers et que son déficit est en voie de disparition et est même devenu un excédent en 1987.

Deuxièmement, les produits non échangeables qui n'ont pas d'exportations directes présentent des bilans devises négatifs du montant des importations qui leur sont affectées au titre de leur activité: c'est le cas des BTP, de l'électricité, de l'eau, du commerce et des services logement, leur bilan devise a atteint -329 MD en 1987 ce qui représente environ le 1/3 du bilan devises des activités déficitaires.

Troisièmement, les bilans devises des secteurs de la pêche, du textile, des industries extractives, des hydrocarbures, du tourisme et des autres services sont structurellement excédentaires.

ANNEXE STATISTIQUE

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Contenus directs et indirects en importation de la demande finale (niveau 20)
- Tableau 2 : Contenus indirects en importation de la demande finale totale (niveau 20)
- Tableau 3 : Contenus directs en importation de la demande finale totale (niveau 20)
- Tableau 4 : Contenus directs et indirects en importation de la demande finale intérieure (niveau 20)
- Tableau 5 : Contenus indirects en importation de la demande finale intérieure (niveau 20)
- Tableau 6 : Contenus directs en importation de la demande finale intérieure (niveau 20)
- Tableau 7 : Contenus en importation des exportations (niveau 20)
- Tableau 8 : Exportations nettes (niveau 20)
- Tableau 9 : Soldes propres par produit (niveau 20)
- Tableau 10: Balances biens et services par produit (niveau 20)
- Tableau 11: Contenus directs et indirects en importation de la demande finale totale (niveau 20)
- Tableau 12: Contenus indirects en importation de la demande finale totale (niveau 20)
- Tableau 13: Contenus directs en importation de la demande finale totale (niveau 20)
- Tableau 14: Contenus directs et indirects en importation de la demande finale intérieure (niveau 20)
- Tableau 15: Contenus indirects en importation de la demande finale intérieure (niveau 20)
- Tableau 16: Contenus directs en importation de la demande finale intérieure (niveau 20)
- Tableau 17: Contenus en importation des exportations (niveau 20)
- Tableau 18: Soldes propres par produit (niveau 20)
- Tableau 19: Balances biens et services (niveau 20).

Tableau 1

Contenus directs & indirects en importation de la demande finale totale

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pechet&IAA	247.15	28.94%	450.08	27.11%	416.42	26.89%	416.51	22.90%
Agriculture	49.00	14.01%	84.99	12.18%	68.22	12.33%	65.96	9.12%
Pêche	5.46	16.81%	11.63	14.10%	12.17	10.70%	10.58	9.30%
IAA	192.69	40.84%	353.45	40.18%	336.02	38.13%	339.98	34.61%
Ind.manuf.non alim	679.48	64.07%	1253.56	60.03%	1371.51	57.48%	1444.98	54.45%
IMCCV	7.82	68.12%	14.55	48.36%	18.32	27.36%	18.16	21.91%
IME	297.93	80.82%	569.04	74.36%	569.31	73.07%	539.97	68.33%
Chimie	124.28	53.51%	294.82	64.33%	280.54	55.28%	312.03	58.64%
THC	178.33	51.22%	264.29	43.45%	387.64	49.19%	441.80	46.91%
Ind.diverses	71.13	71.18%	110.86	48.95%	115.71	47.29%	133.02	43.38%
Ind.non manufact.	404.31	27.37%	398.26	18.05%	314.30	19.78%	404.68	20.99%
Ind.extractives	5.61	20.17%	8.18	26.09%	5.71	16.66%	6.39	19.74%
Hydrocarbures	209.93	25.56%	126.28	12.93%	85.95	20.05%	128.24	18.16%
Electricité	6.81	30.44%	12.46	18.03%	16.83	20.71%	15.72	17.90%
Eau	2.68	13.54%	5.15	12.36%	3.92	8.86%	6.49	9.61%
BTP	179.29	30.62%	246.19	22.63%	201.90	20.18%	247.85	23.96%
Services non admin	284.19	20.92%	574.18	21.46%	568.67	21.16%	575.06	18.94%
Transport&PTT	116.54	39.83%	197.43	36.10%	185.26	34.10%	200.53	31.09%
Tourisme	60.43	21.09%	155.97	29.17%	159.68	33.12%	168.05	26.12%
Commerce	19.96	7.16%	40.50	7.26%	36.77	6.46%	37.44	6.32%
Serv.logement	8.76	4.47%	16.50	4.90%	19.98	5.33%	21.93	5.33%
Autres services	78.50	25.77%	163.78	23.41%	166.98	23.26%	147.11	19.76%
ENSEMBLE	1615.13	34.00%	2676.08	31.01%	2670.90	32.53%	2841.23	30.11%
Total biens	1330.94	39.25%	2101.90	35.30%	2102.23	38.06%	2266.17	35.40%
Tot.B.hors energie	1121.02	43.62%	1975.62	39.69%	2016.28	39.57%	2137.94	37.54%

Tableau 2

Contenus indirects en importation de la demande finale totale

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.PechekIAA	174.14	20.39%	297.17	17.90%	302.59	19.54%	301.84	16.59%
Agriculture	28.09	8.03%	60.74	8.70%	54.00	9.76%	50.86	7.03%
Pêche	4.96	15.27%	11.63	14.10%	12.17	10.70%	10.58	9.30%
IAA	141.09	29.91%	224.80	25.55%	236.43	26.83%	240.40	24.47%
Ind.manuf.non alim	263.66	24.86%	714.31	34.21%	833.30	34.92%	899.98	33.91%
IMCCV	1.90	16.58%	8.01	26.64%	10.92	16.31%	11.78	14.21%
IME	65.88	17.87%	202.83	26.51%	209.47	26.88%	180.23	22.81%
Chimie	54.38	23.41%	195.75	42.71%	187.42	36.93%	206.86	38.88%
THC	128.03	36.77%	252.21	41.47%	358.03	45.44%	427.03	45.34%
Ind.diverses	13.47	13.48%	55.51	24.51%	67.47	27.57%	74.08	24.15%
Ind.non manufact.	338.01	22.89%	311.05	14.10%	266.43	16.77%	344.30	17.86%
Ind.extractives	5.21	18.73%	8.17	26.03%	5.64	16.46%	6.31	19.50%
Hydrocarbures	144.02	17.53%	39.08	4.00%	38.15	8.90%	67.94	9.62%
Electricite	6.81	30.44%	12.46	18.03%	16.83	20.71%	15.72	17.90%
Eau	2.68	13.54%	5.15	12.36%	3.92	8.86%	6.49	9.61%
BTP	179.29	30.62%	246.19	22.63%	201.90	20.18%	247.85	23.96%
Services non admin	149.75	11.02%	282.16	10.55%	289.64	10.78%	311.56	10.26%
Transport&PTT	52.24	17.85%	109.01	19.93%	93.16	17.15%	98.73	15.31%
Tourisme	40.43	14.11%	55.17	10.32%	78.38	16.26%	92.94	14.45%
Commerce	19.96	7.16%	40.50	7.26%	36.77	6.46%	37.44	6.32%
Serv.logement	8.76	4.47%	16.50	4.90%	19.98	5.33%	21.93	5.33%
Autres services	28.36	9.31%	60.98	8.72%	61.35	8.55%	60.52	8.13%
ENSEMBLE	925.55	19.49%	1604.69	18.59%	1691.96	20.61%	1857.67	19.68%
Total biens	775.81	22.88%	1322.53	22.21%	1402.32	25.39%	1546.12	24.16%
Tot.B.hors energie	631.78	24.58%	1283.45	25.78%	1364.17	26.77%	1478.18	25.96%

Tableau 3

Contenus directs en importation de la demande finale totale

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pech&IAA	73.01	8.55%	152.90	9.21%	113.82	7.35%	114.67	6.30%
Agriculture	20.91	5.98%	24.25	3.47%	14.23	2.57%	15.09	2.09%
Pêche	0.50	1.54%						
IAA	51.60	10.94%	128.65	14.62%	99.60	11.30%	99.58	10.14%
Ind.manuf.non alim	415.82	39.21%	539.25	25.82%	538.22	22.55%	545.00	20.54%
IMCCV	5.92	51.55%	6.54	21.72%	7.40	11.06%	6.38	7.70%
IME	232.05	62.95%	366.21	47.86%	359.84	46.18%	359.74	45.52%
Chimie	69.90	30.10%	90.08	21.62%	93.12	18.35%	105.16	19.76%
THC	50.30	14.45%	12.08	1.99%	29.61	3.76%	14.77	1.57%
Ind.diverses	57.66	57.70%	55.35	24.44%	48.24	19.72%	58.95	19.22%
Ind.non manufact.	66.30	4.49%	87.22	3.95%	47.87	3.01%	60.38	3.13%
Ind.extractives	0.40	1.44%	0.02	0.06%	0.07	0.20%	0.08	0.25%
Hydrocarbures	65.90	8.02%	87.20	8.93%	47.80	11.15%	60.30	8.54%
Electricité								
Eau								
BTP								
Services non admin	134.44	9.90%	292.01	10.91%	279.03	10.38%	263.50	8.68%
Transport&PTT	64.30	21.97%	88.42	16.17%	92.10	16.95%	101.80	15.78%
Tourisme	20.00	6.98%	100.80	18.85%	81.30	16.86%	75.11	11.67%
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	50.14	16.46%	102.80	14.69%	105.63	14.71%	86.59	11.63%
ENSEMBLE	689.58	14.52%	1071.38	12.41%	978.94	11.92%	983.56	10.42%
Total biens	555.13	16.37%	779.37	13.09%	699.91	12.67%	720.06	11.25%
Tot.B.hors energie	489.23	19.04%	692.17	13.90%	652.11	12.80%	659.76	11.59%

Tableau 4

Contenus directs & indirects en importation de la demande finale interieure

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pechet&IAA	233.75	29.76%	430.41	28.41%	393.44	28.68%	393.39	24.74%
Agriculture	47.92	14.45%	82.35	12.71%	63.57	12.82%	62.12	9.58%
Pêche	3.41	17.70%	7.10	13.66%	7.85	11.89%	5.62	9.94%
IAA	182.42	41.98%	340.95	41.83%	322.02	39.76%	325.65	36.79%
Ind.manuf.non alim	548.48	75.17%	933.94	65.66%	998.19	65.53%	970.56	62.38%
IMCCV	7.78	69.02%	9.16	55.11%	14.75	35.86%	12.92	24.45%
IME	283.28	83.82%	532.93	77.21%	525.39	78.04%	489.29	75.35%
Chimie	86.27	76.66%	152.87	73.74%	158.31	68.90%	161.00	70.30%
THC	103.22	57.90%	132.42	44.69%	193.97	53.26%	190.92	48.94%
Ind.diverses	67.92	75.78%	106.56	50.30%	105.76	49.19%	116.43	49.61%
Ind.non manufact.	382.62	42.22%	372.71	23.65%	285.78	23.36%	360.62	24.31%
Ind.extractives	1.01	33.50%	1.10	27.12%	1.72	21.01%	1.46	23.77%
Hydrocarbures	192.84	70.00%	107.81	28.87%	61.42	69.14%	89.11	30.96%
Electricite	6.81	30.44%	12.46	18.03%	16.83	20.71%	15.72	17.90%
Eau	2.68	13.54%	5.15	12.36%	3.92	8.86%	6.49	9.61%
BTP	179.29	30.62%	246.19	22.63%	201.90	20.18%	247.85	23.96%
Services non admin	205.74	22.76%	444.84	23.85%	428.27	22.19%	423.35	20.68%
Transport&PTT	87.61	46.45%	139.10	42.01%	138.47	38.46%	154.51	39.93%
Tourisme	21.05	78.24%	102.97	86.76%	84.18	87.37%	78.19	83.89%
Commerce	19.96	7.16%	40.50	7.26%	36.77	6.46%	37.44	6.32%
Serv.logement	8.76	4.47%	16.50	4.90%	19.98	5.33%	21.93	5.33%
Autres services	68.36	32.00%	145.77	27.98%	148.87	28.11%	131.28	23.33%
ENSEMBLE	1370.58	41.22%	2181.90	34.21%	2105.67	34.81%	2147.91	32.17%
Total biens	1164.84	48.11%	1737.06	38.49%	1677.40	40.73%	1724.57	37.25%
Tot.B.hors energie	972.01	45.30%	1629.25	39.36%	1615.99	40.10%	1635.46	37.67%

Tableau 5

Contenus indirects en importation de la demande finale interieure

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pêche&IAA	160.74	20.46%	277.51	18.32%	279.61	20.38%	278.71	17.53%
Agriculture	27.01	8.14%	58.11	8.97%	49.34	9.95%	47.02	7.25%
Pêche	2.91	15.11%	7.10	13.66%	7.85	11.89%	5.62	9.94%
IAA	130.82	30.10%	212.30	26.05%	222.42	27.46%	226.06	25.54%
Ind.manuf.non alim	132.66	18.18%	394.69	27.75%	459.97	30.20%	425.56	27.35%
IMCCV	1.87	16.56%	2.62	15.78%	7.35	17.87%	6.54	12.38%
IME	51.24	15.16%	166.72	24.15%	165.55	24.59%	129.55	19.95%
Chimie	16.37	14.54%	53.80	25.95%	65.19	28.37%	55.84	24.38%
THC	52.92	29.69%	120.35	40.62%	164.36	45.13%	176.15	45.16%
Ind.diverses	10.26	11.45%	51.22	24.17%	57.52	26.75%	57.48	24.49%
Ind.non manufact.	316.32	34.90%	285.49	18.12%	237.91	19.45%	300.24	20.24%
Ind.extractives	0.61	20.17%	1.08	26.67%	1.65	20.17%	1.38	22.47%
Hydrocarbures	126.94	46.08%	20.61	5.52%	13.62	15.33%	28.81	10.01%
Electricite	6.81	30.44%	12.46	18.03%	16.83	20.71%	15.72	17.90%
Eau	2.68	13.54%	5.15	12.36%	3.92	8.86%	6.49	9.61%
BTP	179.29	30.62%	246.19	22.63%	201.90	20.18%	247.85	23.96%
Services non admin	71.29	7.89%	152.83	8.19%	149.23	7.73%	159.84	7.81%
Transport&PTT	23.31	12.36%	50.68	15.31%	46.37	12.88%	52.71	13.62%
Tourisme	1.05	3.89%	2.17	1.83%	2.88	2.99%	3.08	3.30%
Commerce	19.96	7.16%	40.50	7.26%	36.77	6.46%	37.44	6.32%
Serv.logement	8.76	4.47%	16.50	4.90%	19.98	5.33%	21.93	5.33%
Autres services	18.22	8.53%	42.98	8.25%	43.24	8.17%	44.68	7.94%
ENSEMBLE	681.01	20.48%	1110.52	17.41%	1126.72	18.63%	1164.35	17.44%
Total biens	609.71	25.18%	957.69	21.22%	977.49	23.74%	1004.51	21.70%
Tot.B.hors energie	482.77	22.50%	937.08	22.64%	963.87	23.92%	975.70	22.47%

Tableau 6

Contenus directs en importation de la demande finale interieure

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pechet&IAA	73.01	9.30%	152.90	10.09%	113.82	8.30%	114.67	7.21%
Agriculture	20.91	6.31%	24.25	3.74%	14.23	2.87%	15.09	2.33%
Pêche	0.50	2.59%						
IAA	51.60	11.87%	128.65	15.78%	99.60	12.30%	99.58	11.25%
Ind.manuf.non alim	415.82	56.99%	539.25	37.91%	538.22	35.33%	545.00	35.03%
IMCCV	5.92	52.46%	6.54	39.34%	7.40	17.99%	6.38	12.07%
IME	232.05	68.66%	366.21	53.06%	359.84	53.45%	359.74	55.40%
Chimie	69.90	62.11%	99.08	47.79%	93.12	40.53%	105.16	45.92%
THC	50.30	28.21%	12.08	4.08%	29.61	8.13%	14.77	3.79%
Ind.diverses	57.66	64.33%	55.35	26.12%	48.24	22.44%	58.95	25.12%
Ind.non manufact.	66.30	7.32%	87.22	5.53%	47.87	3.91%	60.38	4.07%
Ind.extractives	0.40	13.33%	0.02	0.44%	0.07	0.84%	0.08	1.30%
Hydrocarbures	65.90	23.92%	87.20	23.35%	47.80	53.81%	60.30	20.95%
Electricite								
Eau								
BTP								
Services non admin	134.44	14.87%	292.01	15.66%	279.03	14.46%	263.50	12.87%
Transport&PTT	64.30	34.09%	88.42	26.70%	92.10	25.58%	101.80	26.31%
Tourisme	20.00	74.35%	100.80	84.94%	81.30	84.38%	75.11	80.59%
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	50.14	23.47%	102.80	19.73%	105.63	19.95%	86.59	15.39%
ENSEMBLE	689.58	20.74%	1071.38	16.80%	978.94	16.18%	983.56	14.73%
Total biens	555.13	22.93%	779.37	17.27%	699.91	17.00%	720.06	15.55%
Tot.B.hors energie	489.23	22.80%	692.17	16.72%	652.11	16.18%	659.76	15.20%

Tableau 7

Contenus en importation des exportations

Aux prix courants	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pêche&IAA	13.41	19.57%	19.67	13.54%	22.98	13.02%	23.12	10.11%
Agriculture	1.08	5.98%	2.64	5.27%	4.66	8.10%	3.84	5.15%
Pêche	2.05	15.51%	4.53	14.85%	4.32	9.06%	4.95	8.68%
IAA	10.28	27.62%	12.50	19.32%	14.01	19.62%	14.33	14.76%
Ind.manuf.non alim	131.00	39.60%	319.62	47.99%	373.33	43.26%	474.43	43.22%
IMCCV	0.04	17.50%	5.39	40.03%	3.57	13.83%	5.24	17.44%
IME	14.65	47.71%	36.11	48.15%	43.92	41.44%	50.68	35.97%
Chimie	38.01	31.75%	141.95	56.55%	122.23	44.02%	151.02	49.83%
THC	75.11	44.21%	131.87	42.27%	193.66	45.70%	250.89	45.47%
Ind.diverses	3.21	31.12%	4.30	29.42%	9.95	33.50%	16.60	23.05%
Ind.non manufact.	21.69	3.80%	25.55	4.05%	28.52	7.80%	44.06	9.91%
Ind.extractives	4.60	18.56%	7.08	25.94%	3.99	15.29%	4.93	18.80%
Hydrocarbures	17.09	3.13%	18.47	3.06%	24.53	7.22%	39.13	9.35%
Electricité								
Eau								
BTP								
Services non admin	78.45	17.26%	129.33	15.96%	140.40	18.54%	151.72	15.33%
Transport&PTT	28.93	27.82%	58.32	27.04%	46.79	25.53%	46.02	17.84%
Tourisme	39.38	15.17%	53.00	12.74%	75.50	19.57%	89.86	16.33%
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	10.14	11.14%	18.01	10.07%	18.11	9.62%	15.83	8.71%
ENSEMBLE	244.55	17.17%	494.18	21.94%	565.24	26.13%	693.32	25.11%
Total biens	166.10	17.12%	364.84	25.30%	424.83	30.23%	541.61	30.58%
Tot.B.hors energie	149.01	35.14%	346.37	41.30%	400.30	37.56%	502.48	37.15%

Tableau 8

Exportations nettes	Prix courants				Prix constants			
	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987
Agricult.Pechet&IAA	55.10	125.61	153.59	205.66	55.10	77.72	87.73	103.15
Agriculture	17.02	47.42	52.83	70.76	17.02	26.03	31.89	37.14
Pêche	11.15	25.99	43.38	52.13	11.15	15.05	15.30	18.31
IAA	26.93	52.20	57.38	82.77	26.93	36.64	40.54	47.70
Ind.manuf.non alim	199.80	346.41	489.64	623.31	199.80	252.63	292.62	339.10
IMCCV	0.17	8.08	22.24	24.80	0.17	5.42	6.47	10.25
IME	16.05	38.89	62.06	90.22	16.05	23.77	26.93	36.19
Chimie	81.69	109.05	155.45	152.08	81.69	112.13	127.60	141.61
THC	94.79	180.09	230.14	300.82	94.79	105.78	120.78	131.83
Ind.diverses	7.10	10.30	19.75	55.40	7.10	5.53	10.85	19.21
Ind.non manufact.	549.01	605.30	337.37	400.46	549.01	389.94	425.67	392.79
Ind.extractives	20.20	20.23	22.11	21.29	20.20	15.03	13.81	17.28
Hydrocarbures	528.81	585.07	315.25	379.17	528.81	374.91	411.86	375.51
Electricite								
Eau								
BTP								
Services non admin	376.15	681.12	617.00	838.19	376.15	435.86	393.99	516.22
Transport&PTT	75.07	157.41	136.51	211.99	75.07	96.59	80.19	100.93
Tourisme	220.22	363.00	310.30	460.34	220.22	238.58	221.24	328.67
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	80.86	160.71	170.19	165.87	80.86	100.70	92.56	86.63
ENSEMBLE	1180.05	1758.43	1597.59	2067.62	1180.05	1156.14	1200.01	1351.26
Total biens	803.90	1077.32	980.59	1229.42	803.90	720.28	806.02	835.04
Tot.B.hors energie	275.09	492.25	665.34	850.25	275.09	345.37	394.16	459.52

Tableau 9

Aux prix courants	Soldes propres par produit											
	Exportations				Importations				Soldes propres			
	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987
Agricult.Pechet&IAA	68.50	145.28	176.57	228.78	247.15	450.08	416.42	416.51	-178.65	-304.80	-239.85	-187.73
Agriculture	18.10	50.06	57.49	74.60	49.00	84.99	68.22	65.96	-30.90	-34.93	-10.74	8.65
Pêche	13.20	30.52	47.70	57.08	5.46	11.63	12.17	10.58	7.74	18.89	35.53	46.50
IAA	37.20	64.70	71.39	97.10	192.69	353.45	336.02	339.98	-155.49	-288.75	-264.64	-242.88
Ind.manuf.non alim	330.80	666.03	862.97	1097.73	679.48	1253.56	1371.51	1444.98	-348.68	-587.53	-508.55	-347.25
INCCV	0.20	13.47	25.81	30.03	7.82	14.55	18.32	18.16	-7.62	-1.08	7.49	11.87
INE	30.70	75.00	105.98	140.90	297.93	569.04	569.31	539.97	-267.23	-494.04	-463.32	-399.07
Chimie	119.70	251.00	277.68	303.10	124.28	294.82	280.54	312.03	-4.57	-43.82	-2.87	-8.93
TNC	169.90	311.96	423.80	551.70	178.33	264.29	387.64	441.80	-8.43	47.67	36.16	109.90
Ind.diverses	10.30	14.60	29.70	72.00	71.13	110.86	115.71	133.02	-60.83	-96.26	-86.01	-61.02
Ind.non manufact.	570.70	630.85	365.89	444.51	404.31	398.26	314.30	404.68	166.39	232.59	51.59	39.83
Ind.extractives	24.80	27.31	26.11	26.21	5.61	8.18	5.71	6.39	19.19	19.13	20.39	19.82
Hydrocarbures	545.90	603.54	339.79	418.30	209.93	126.28	85.95	128.24	335.98	477.26	253.84	290.06
Electricité					6.81	12.46	16.83	15.72	-6.81	-12.46	-16.83	-15.72
Eau					2.68	5.15	3.92	6.49	-2.68	-5.15	-3.92	-6.49
BTP					179.29	246.19	201.90	247.85	-179.29	-246.19	-201.90	-247.85
Services non admin	454.60	810.45	757.40	989.91	284.19	574.18	568.67	575.06	170.41	236.27	188.73	414.85
Transport&PTT	104.00	215.73	183.30	258.01	116.54	197.43	185.26	200.53	-12.54	18.31	-1.96	57.48
Tourisme	259.60	416.00	385.80	550.20	60.43	155.97	159.68	168.05	199.17	260.03	226.12	382.15
Commerce					19.96	40.50	36.77	37.44	-19.96	-40.50	-36.77	-37.44
Serv.logement					8.76	16.50	19.98	21.93	-8.76	-16.50	-19.98	-21.93
Autres services	91.00	178.72	188.30	181.70	78.50	163.78	166.98	147.11	12.50	14.94	21.32	34.59
ENSEMBLE	1424.60	2252.61	2162.83	2760.93	1615.13	2676.08	2670.90	2841.23	-190.53	-423.47	-508.07	-80.30
Total biens	970.00	1442.16	1405.43	1771.03	1330.94	2101.90	2102.23	2266.17	-360.94	-659.74	-696.81	-495.14
Tot.B.hors energie	424.10	838.62	1065.64	1352.73	1121.02	1975.62	2016.28	2137.94	-696.92	-1137.00	-950.64	-785.21

Tableau 10

Balances biens & services par produit												
Aux prix courants	Exportations				Importations				Soldes commerciaux			
	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987
Agricult.PechetIAA	68.50	145.28	176.57	228.78	214.45	306.95	310.27	292.60	-145.95	-161.67	-133.70	-63.81
Agriculture	18.10	50.06	57.49	74.60	112.15	132.24	157.26	135.65	-94.05	-82.18	-99.77	-61.05
Pêche	13.20	30.52	47.70	57.08	0.50	0.00	0.00	0.00	12.70	30.52	47.70	57.08
IAA	37.20	64.70	71.39	97.10	101.81	174.70	153.01	156.95	-64.61	-110.00	-81.63	-59.85
Ind.manuf.non alim	330.80	666.03	862.97	1097.73	929.57	1670.68	1809.28	1925.28	-598.77	-1004.65	-946.31	-827.55
INCCV	0.20	13.47	25.81	30.03	28.94	44.88	42.17	45.47	-28.74	-31.41	-16.37	-15.44
INE	30.70	75.00	105.98	140.90	483.39	846.37	878.94	836.38	-452.69	-771.37	-772.96	-695.48
Chimie	119.70	251.00	277.68	303.10	140.59	363.26	362.27	366.71	-20.89	-112.26	-84.60	-63.61
IMC	169.90	311.96	423.80	551.70	157.07	229.10	331.82	416.94	12.84	82.86	91.98	134.76
Ind.diverses	10.30	14.60	29.70	72.00	119.59	187.07	194.06	259.78	-109.29	-172.47	-164.36	-187.78
Ind.non manufact.	570.70	630.85	365.89	444.51	317.00	309.08	183.95	252.11	253.70	321.77	181.95	192.41
Ind.extractives	24.80	27.31	26.11	26.21	9.00	0.64	2.48	2.61	15.80	26.67	23.63	23.60
Hydrocarbures	545.90	603.54	339.79	418.30	308.00	308.44	181.47	249.49	237.90	295.10	158.32	168.81
Electricité												
Eau												
BTP												
Services non admin	454.60	810.45	757.40	989.91	154.10	389.33	367.41	371.25	300.50	421.12	389.99	618.66
Transport&PTT	104.00	215.73	183.30	258.01	64.30	88.42	92.10	101.80	39.70	127.31	91.20	156.21
Tourisme	259.60	416.00	385.80	550.20	22.35	105.22	84.87	79.42	237.25	310.78	300.93	470.78
Commerce												
Serv.logement												
Autres services	91.00	178.72	188.30	181.70	67.46	195.69	190.45	190.03	23.55	-16.98	-2.15	-8.33
ENSEMBLE	1424.60	2252.61	2162.83	2760.93	1615.13	2676.04	2670.91	2841.23	-190.53	-423.43	-508.08	-80.30
Total biens	970.00	1442.16	1405.43	1771.03	1461.02	2286.71	2303.49	2469.98	-491.02	-844.55	-898.06	-698.95
Tot.B.hors energie	424.10	838.62	1065.64	1352.73	1153.03	1978.27	2122.03	2220.49	-728.93	-1139.65	-1056.38	-867.76

Tableau 11

Contenus directs & indirects en importation de la demande finale totale

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pêche&IAA	247.15	28.94%	274.91	25.47%	269.72	27.81%	246.33	23.66%
Agriculture	49.00	14.01%	51.20	11.30%	43.63	11.82%	42.26	9.99%
Pêche	5.46	16.81%	7.32	15.93%	12.10	21.93%	9.03	18.76%
IAA	192.69	40.84%	216.40	37.30%	213.99	39.23%	195.04	34.22%
Ind.manuf.non alim	679.48	64.07%	775.70	57.29%	757.73	54.54%	747.30	53.07%
IMCCV	7.82	68.12%	9.98	52.53%	12.10	38.20%	11.95	30.93%
IME	297.93	80.82%	341.59	71.89%	288.73	69.34%	266.71	67.27%
Chimie	124.28	53.51%	157.19	51.57%	165.72	49.06%	173.06	49.00%
THC	178.33	51.22%	199.38	48.59%	220.74	48.50%	222.39	48.56%
Ind.diverses	71.13	71.18%	67.57	46.70%	70.46	47.55%	73.21	45.26%
Ind.non manufact.	404.31	27.37%	245.31	17.93%	210.86	18.04%	255.61	19.46%
Ind.extractives	5.61	20.17%	4.93	22.31%	3.80	16.54%	3.74	14.86%
Hydrocarbures	209.93	25.56%	69.45	11.77%	67.06	13.67%	94.32	14.31%
Electricite	6.81	30.44%	6.99	16.91%	9.18	19.55%	9.38	19.20%
Eau	2.68	13.54%	3.22	12.25%	2.69	10.12%	4.16	14.49%
BTP	179.29	30.62%	160.72	23.35%	128.13	22.02%	144.01	26.11%
Services non admin	284.19	20.92%	358.43	20.89%	381.64	22.88%	355.15	19.77%
Transport&PTT	116.54	39.83%	132.21	37.82%	133.52	39.48%	135.24	38.47%
Tourisme	60.43	21.09%	92.33	27.10%	114.21	33.21%	112.14	24.81%
Commerce	19.96	7.16%	24.22	7.27%	23.27	7.31%	23.44	7.36%
Serv.logement	8.76	4.47%	10.15	4.03%	11.57	4.54%	11.59	4.29%
Autres services	78.50	25.77%	99.53	22.59%	99.06	24.01%	72.75	18.01%
ENSEMBLE	1615.13	34.00%	1654.35	29.98%	1619.95	31.18%	1604.38	28.86%
Total biens	1330.94	39.25%	1295.92	34.09%	1238.31	35.10%	1249.23	33.20%
Tot.B.hors energie	1121.02	43.62%	1226.48	38.19%	1171.26	38.56%	1154.92	37.21%

Tableau 12

Contenus indirects en importation de la demande finale totale

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pechet&IAA	174.14	20.39%	192.75	17.86%	204.87	21.12%	182.45	17.52%
Agriculture	28.09	8.03%	36.11	7.97%	35.67	9.66%	32.19	7.61%
Pêche	4.96	15.27%	7.32	15.93%	12.10	21.93%	9.03	18.76%
IAA	141.09	29.91%	149.33	25.74%	157.10	28.80%	141.23	24.78%
Ind.manuf.non alim	263.66	24.86%	473.26	34.95%	490.37	35.30%	487.96	34.66%
IMCCV	1.90	16.58%	4.88	25.65%	7.00	22.09%	7.71	19.96%
IME	65.88	17.87%	135.33	28.48%	122.09	29.32%	103.03	25.99%
Chimie	54.38	23.41%	104.26	34.21%	116.32	34.43%	121.55	34.41%
THC	128.03	36.77%	192.46	46.90%	203.26	44.66%	215.65	47.09%
Ind.diverses	13.47	13.48%	36.34	25.12%	41.71	28.15%	40.02	24.74%
Ind.non manufact.	338.01	22.89%	197.90	14.47%	172.94	14.79%	204.59	15.58%
Ind.extractives	5.21	18.73%	4.92	22.25%	3.79	16.48%	3.73	14.80%
Hydrocarbures	144.02	17.53%	22.05	3.74%	29.14	5.94%	43.32	6.57%
Electricité	6.81	30.44%	6.99	16.91%	9.18	19.55%	9.38	19.20%
Eau	2.68	13.54%	3.22	12.25%	2.69	10.12%	4.16	14.49%
BTP	179.29	30.62%	160.72	23.35%	128.13	22.02%	144.01	26.11%
Services non admin	149.75	11.02%	174.12	10.15%	179.66	10.77%	187.39	10.43%
Transport&PTT	52.24	17.85%	67.19	19.22%	59.83	17.69%	67.37	19.17%
Tourisme	40.43	14.11%	35.31	10.37%	50.62	14.72%	52.98	11.72%
Commerce	19.96	7.16%	24.22	7.27%	23.27	7.31%	23.44	7.36%
Serv.logement	8.76	4.47%	10.15	4.03%	11.57	4.54%	11.59	4.29%
Autres services	28.36	9.31%	37.26	8.46%	34.37	8.33%	32.01	7.93%
ENSEMBLE	925.55	19.49%	1038.02	18.81%	1047.83	20.17%	1062.38	19.11%
Total biens	775.81	22.88%	863.90	22.73%	868.17	24.61%	875.00	23.25%
Tot.B.hors energie	631.78	24.58%	841.86	26.22%	839.03	27.62%	831.68	26.80%

Tableau 13

Contenus directs en importation de la demande finale totale

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pêche&IAA	73.01	8.55%	82.16	7.61%	64.85	6.69%	63.88	6.13%
Agriculture	20.91	5.98%	15.09	3.33%	7.96	2.16%	10.07	2.38%
Pêche	0.50	1.54%		0.00%		0.00%		0.00%
IAA	51.60	10.94%	67.07	11.56%	56.89	10.43%	53.81	9.44%
Ind.manuf.non alim	415.82	39.21%	302.45	22.34%	267.37	19.25%	259.34	18.42%
IMCCV	5.92	51.55%	5.11	26.86%	5.10	16.12%	4.24	10.97%
IME	232.05	62.95%	206.26	43.41%	166.64	40.02%	163.67	41.28%
Chimie	69.90	30.10%	52.93	17.37%	49.39	14.62%	51.51	14.58%
THC	50.30	14.45%	6.92	1.69%	17.48	3.84%	6.74	1.47%
Ind.diverses	57.66	57.70%	31.23	21.59%	28.75	19.40%	33.18	20.52%
Ind.non manufact.	66.30	4.49%	47.41	3.47%	37.93	3.24%	51.02	3.88%
Ind.extractives	0.40	1.44%	0.01	0.06%	0.01	0.06%	0.02	0.06%
Hydrocarbures	65.90	8.02%	47.40	8.03%	37.91	7.73%	51.00	7.74%
Electricité								
Eau								
BTP								
Services non admin	134.44	9.90%	184.31	10.74%	201.98	12.11%	167.76	9.34%
Transport&PTT	64.30	21.97%	65.03	18.60%	73.69	21.79%	67.87	19.31%
Tourisme	20.00	6.98%	57.02	16.74%	63.59	18.49%	59.15	13.09%
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	50.14	16.46%	62.26	14.13%	64.69	15.68%	40.74	10.09%
ENSEMBLE	689.58	14.52%	616.33	11.17%	572.12	11.01%	542.00	9.75%
Total biens	555.13	16.37%	432.02	11.37%	370.14	10.49%	374.24	9.95%
Tot.B.hors energie	489.23	19.04%	384.62	11.98%	332.23	10.94%	323.24	10.41%

Tableau 14

Contenus directs & indirects en importation de la demande finale interieure

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Peché&IAA	233.75	29.76%	262.53	26.54%	253.55	29.28%	231.02	25.03%
Agriculture	47.92	14.45%	49.63	11.66%	40.42	12.10%	39.88	10.39%
Pêche	3.41	17.70%	4.47	15.93%	7.80	21.93%	4.80	18.76%
IAA	182.42	41.98%	208.44	38.92%	205.33	41.38%	186.34	36.29%
Ind.manuf.non alim	548.48	75.17%	570.23	63.65%	536.95	61.31%	491.46	60.44%
IMCCV	7.78	69.02%	6.61	64.70%	9.76	42.69%	8.25	33.43%
IME	283.28	83.82%	317.66	74.31%	263.45	72.34%	237.90	71.77%
Chimie	86.27	76.66%	82.62	69.96%	87.51	66.29%	82.46	68.15%
TMC	103.22	57.90%	98.55	48.38%	111.82	49.60%	98.53	48.71%
Ind.diverses	67.92	75.78%	64.80	47.51%	64.40	49.06%	64.32	48.13%
Ind.non manufact.	382.62	42.22%	230.95	23.96%	191.43	26.44%	229.90	31.23%
Ind.extractives	1.01	33.50%	0.66	23.53%	1.11	17.09%	0.82	16.41%
Hydrocarbures	192.84	70.00%	39.35	28.95%	50.32	81.27%	71.53	70.13%
Electricite	6.81	30.44%	6.99	16.91%	9.18	19.55%	9.38	19.20%
Eau	2.68	13.54%	3.22	12.25%	2.69	10.12%	4.16	14.49%
BTP	179.29	30.62%	160.72	23.35%	128.13	22.02%	144.01	26.11%
Services non admin	205.74	22.76%	277.20	23.12%	292.02	24.66%	261.57	22.05%
Transport&PTT	87.61	46.45%	95.90	44.26%	102.82	45.24%	101.27	46.75%
Tourisme	21.05	78.24%	58.41	85.68%	65.45	88.59%	60.91	84.41%
Commerce	19.96	7.16%	24.22	7.27%	23.27	7.31%	23.44	7.36%
Serv.logement	8.76	4.47%	10.15	4.03%	11.57	4.54%	11.59	4.29%
Autres services	68.36	32.00%	88.52	26.91%	88.91	28.69%	64.37	20.84%
ENSEMBLE	1370.58	41.22%	1340.90	33.13%	1273.96	34.90%	1213.95	33.18%
Total biens	1164.84	48.11%	1063.70	37.34%	981.93	39.82%	952.38	38.53%
Tot.B.hors energie	972.01	45.30%	1004.35	37.99%	931.62	38.76%	880.85	37.17%

Tableau 15

Contenus indirects en importation de la demande finale interieure

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pêche&IAA	160.74	20.46%	180.37	18.23%	188.70	21.79%	167.14	18.11%
Agriculture	27.01	8.14%	34.54	8.12%	32.46	9.72%	29.81	7.77%
Pêche	2.91	15.11%	4.47	15.93%	7.80	21.93%	4.80	18.76%
IAA	130.82	30.10%	141.37	26.39%	148.44	29.91%	132.53	25.81%
Ind.manuf.non alim	132.66	18.18%	267.78	29.89%	269.59	30.78%	232.12	28.55%
IMCCV	1.87	16.56%	1.50	14.66%	4.66	20.38%	4.01	16.26%
IME	51.24	15.16%	111.40	26.06%	96.81	26.58%	74.23	22.39%
Chimie	16.37	14.54%	29.69	25.14%	38.12	28.88%	30.95	25.58%
THC	52.92	29.69%	91.63	44.98%	94.34	41.84%	91.79	45.38%
Ind.diverses	10.26	11.45%	33.57	24.61%	35.65	27.16%	31.14	23.30%
Ind.non manufact.	316.32	34.90%	183.53	19.04%	153.50	21.20%	178.88	24.30%
Ind.extractives	0.61	20.17%	0.65	23.07%	1.09	16.88%	0.80	16.10%
Hydrocarbures	126.94	46.08%	11.95	5.83%	12.41	20.04%	20.53	20.13%
Electricité	6.81	30.44%	6.99	16.91%	9.18	19.55%	9.38	19.20%
Eau	2.68	13.54%	3.22	12.25%	2.69	10.12%	4.16	14.49%
BTP	179.29	30.62%	160.72	23.35%	128.13	22.02%	144.01	26.11%
Services non admin	71.29	7.89%	92.89	7.75%	90.05	7.60%	93.81	7.91%
Transport&PTT	23.31	12.36%	30.87	14.25%	29.12	12.81%	33.40	15.42%
Tourisme	1.05	3.89%	1.39	2.04%	1.86	2.51%	1.75	2.43%
Commerce	19.96	7.16%	24.22	7.27%	23.27	7.31%	23.44	7.36%
Serv.logement	8.76	4.47%	10.15	4.03%	11.57	4.54%	11.59	4.29%
Autres services	18.22	8.53%	26.26	7.98%	24.22	7.82%	23.63	7.65%
ENSEMBLE	681.01	20.48%	724.57	17.90%	701.84	19.23%	671.95	18.37%
Total biens	609.71	25.18%	631.68	22.17%	611.79	24.81%	578.14	23.39%
Tot.B.hors energie	482.77	22.50%	619.73	23.44%	599.39	24.94%	557.61	23.53%

Tableau 16

Contenus directs en importation de la demande finale interieure

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Pech&IAA	73.01	9.30%	82.16	8.31%	64.85	7.49%	63.88	6.92%
Agriculture	20.91	6.31%	15.09	3.55%	7.96	2.38%	10.07	2.63%
Pêche	0.50	2.59%						
IAA	51.60	11.87%	67.07	12.52%	56.89	11.46%	53.81	10.48%
Ind.manuf.non alim	415.82	56.99%	302.45	33.76%	267.37	30.53%	259.34	31.90%
IMCCV	5.92	52.46%	5.11	50.02%	5.10	22.32%	4.24	17.16%
IME	232.05	68.66%	206.26	48.25%	166.64	45.76%	163.67	49.38%
Chimie	69.90	62.11%	52.93	44.82%	49.39	37.42%	51.51	42.57%
THC	50.30	28.21%	6.92	3.40%	17.48	7.75%	6.74	3.33%
Ind.diverses	57.66	64.33%	31.23	22.90%	28.75	21.90%	33.18	24.83%
Ind.non manufact.	66.30	7.32%	47.41	4.92%	37.93	5.24%	51.02	6.93%
Ind.extractives	0.40	13.33%	0.01	0.46%	0.01	0.22%	0.02	0.30%
Hydrocarbures	65.90	23.92%	47.40	23.12%	37.91	61.24%	51.00	50.00%
Electricite								
Eau								
BTP								
Services non admin	134.44	14.87%	184.31	15.37%	201.98	17.05%	167.76	14.14%
Transport&PTT	64.30	34.09%	65.03	30.01%	73.69	32.42%	67.87	31.33%
Tourisme	20.00	74.35%	57.02	83.64%	63.59	86.07%	59.15	81.98%
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	50.14	23.47%	62.26	18.93%	64.69	20.87%	40.74	13.19%
ENSEMBLE	689.58	20.74%	616.33	15.23%	572.12	15.67%	542.00	14.82%
Total biens	555.13	22.93%	432.02	15.16%	370.14	15.01%	374.24	15.14%
Tot.B.hors energie	489.23	22.80%	384.62	14.55%	332.23	13.82%	323.24	13.64%

Tableau 17

Contenus en importation des exportations

Aux prix constants de 1980	1980		1985		1986		1987	
	MD	%	MD	%	MD	%	MD	%
Agricult.Peches&IAA	13.41	19.57%	12.38	13.74%	16.09	15.52%	15.23	12.88%
Agriculture	1.08	5.98%	1.57	5.70%	3.21	9.15%	2.38	6.02%
Pêche	2.05	15.51%	2.85	15.93%	4.30	21.93%	4.23	18.76%
IAA	10.28	27.62%	7.96	17.85%	8.59	17.52%	8.63	15.35%
Ind.manuf.non alim	131.00	39.60%	205.47	44.85%	220.78	43.00%	255.84	43.00%
IMCCV	0.04	17.50%	3.38	38.40%	2.33	26.51%	3.70	26.51%
IME	14.65	47.71%	23.93	50.16%	25.28	48.42%	28.80	44.31%
Chimie	38.01	31.75%	74.57	39.94%	78.21	38.00%	90.60	39.02%
THC	75.11	44.21%	100.82	48.80%	108.92	47.42%	123.86	48.44%
Ind.diverses	3.21	31.12%	2.77	33.39%	6.05	35.80%	8.88	31.61%
Ind.non manufact.	21.69	3.80%	14.37	3.55%	19.43	4.37%	25.71	6.14%
Ind.extractives	4.60	18.56%	4.27	22.13%	2.69	16.32%	2.92	14.48%
Hydrocarbures	17.09	3.13%	10.09	2.62%	16.74	3.91%	22.79	5.72%
Electricite								
Eau								
BTP								
Services non admin	78.45	17.26%	81.24	15.71%	89.61	18.53%	93.58	15.35%
Transport&PTT	28.93	27.82%	36.31	27.32%	30.71	27.69%	33.98	25.19%
Tourisme	39.38	15.17%	33.92	12.45%	48.76	18.06%	51.23	13.49%
Commerce								
Serv.logement								
Autres services	10.14	11.14%	11.00	9.85%	10.15	9.88%	8.38	8.82%
ENSEMBLE	244.55	17.17%	313.46	21.33%	345.92	22.38%	390.36	22.42%
Total biens	166.10	17.12%	232.22	24.38%	256.31	24.13%	296.78	26.22%
Tot.B.hors energie	149.01	35.14%	222.13	39.14%	239.57	37.81%	274.00	37.36%

Tableau 18

Soldes propres par produit												
Aux prix constants de 1980	Exportations				Importations				Soldes propres			
	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987
Agricult.Pêche&IAA	68.50	90.10	103.90	118.46	247.15	274.91	269.72	246.33	-178.65	-184.81	-165.82	-127.87
Agriculture	18.10	27.60	35.10	39.52	49.00	51.20	43.63	42.26	-30.90	-23.60	-8.53	-2.74
Pêche	13.20	17.90	19.60	22.54	5.46	7.32	12.10	9.03	7.74	10.58	7.50	13.51
IAA	37.20	44.60	49.20	56.40	192.69	216.40	213.99	195.04	-155.49	-171.80	-164.79	-138.64
Ind.manuf.non alim	330.80	458.10	513.40	594.93	679.48	775.70	757.73	747.30	-348.68	-317.60	-244.33	-152.37
IMCCV	0.20	8.80	8.80	13.94	7.82	9.98	12.10	11.95	-7.62	-1.18	-3.30	2.00
IME	30.70	47.70	52.20	65.00	297.93	341.59	288.73	266.71	-267.23	-293.89	-236.53	-201.71
Chimie	119.70	186.70	205.80	232.21	124.28	157.19	165.72	173.06	-4.57	29.51	40.08	59.15
THC	169.90	206.60	229.70	255.69	178.33	199.38	220.74	222.39	-8.43	7.23	8.97	33.31
Ind.diverses	10.30	8.30	16.90	28.10	71.13	67.57	70.46	73.21	-60.83	-59.27	-53.56	-45.11
Ind.non manufact.	570.70	404.30	445.10	418.50	404.31	245.31	210.86	255.61	166.39	158.99	234.24	162.90
Ind.extractives	24.80	19.30	16.50	20.20	5.61	4.93	3.80	3.74	19.19	14.37	12.70	16.46
Hydrocarbures	545.90	385.00	428.60	398.30	209.93	69.45	67.06	94.32	335.98	315.55	361.54	303.99
Electricité					6.81	6.99	9.18	9.38	-6.81	-6.99	-9.18	-9.38
Eau					2.68	3.22	2.69	4.16	-2.68	-3.22	-2.69	-4.16
BTP					179.29	160.72	128.13	144.01	-179.29	-160.72	-128.13	-144.01
Services non admin	454.60	517.10	483.60	609.80	284.19	358.43	381.64	355.15	170.41	158.67	101.97	254.65
Transport&PTT	104.00	132.90	110.90	134.90	116.54	132.21	133.52	135.24	-12.54	0.69	-22.62	-0.34
Tourisme	259.60	272.50	270.00	379.90	60.43	92.33	114.21	112.14	199.17	180.17	155.79	267.76
Commerce					19.96	24.22	23.27	23.44	-19.96	-24.22	-23.27	-23.44
Serv.logement					8.76	10.15	11.57	11.59	-8.76	-10.15	-11.57	-11.59
Autres services	91.00	111.70	102.70	95.00	78.50	99.53	99.06	72.75	12.50	12.18	3.64	22.25
ENSEMBLE	1424.60	1469.60	1546.00	1741.70	1615.13	1654.35	1619.95	1604.38	-190.53	-184.75	-73.95	137.31
Total biens	970.00	952.50	1062.40	1131.90	1330.94	1295.92	1238.31	1249.23	-360.94	-343.42	-175.91	-117.34
Tot.B.hors energie	424.10	567.50	633.80	733.60	1121.02	1226.48	1171.26	1154.92	-696.92	-658.98	-537.46	-421.33

Tableau 19

Balances biens & services par produit												
Aux prix constants de 1980	Exportations				Importations				Soldes commerciaux			
	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987	1980	1985	1986	1987
Agricult.Pêche&IA	68.50	90.10	103.90	118.46	214.45	188.45	200.63	167.53	-145.95	-98.35	-96.73	-49.07
Agriculture	18.10	27.60	35.10	39.52	112.15	91.94	110.02	80.71	-94.05	-64.34	-74.92	-41.19
Pêche	13.20	17.90	19.60	22.54	0.50	0.00	0.00	0.00	12.70	17.90	19.60	22.54
IA	37.20	44.60	49.20	56.40	101.81	96.51	90.61	86.82	-64.61	-51.91	-41.41	-30.42
Ind.manuf.non alim	330.80	458.10	513.40	594.93	929.57	1042.87	1003.92	999.68	-598.77	-584.77	-490.52	-404.74
IMCCV	0.20	8.80	8.80	13.94	28.94	26.64	26.70	23.90	-28.74	-17.84	-17.90	-9.96
IME	30.70	47.70	52.20	65.00	483.39	527.06	465.37	437.05	-452.69	-479.36	-413.17	-372.05
Chimie	119.70	186.70	205.80	232.21	140.59	185.35	202.25	197.21	-20.89	1.35	3.55	35.00
TNC	169.90	206.60	229.70	255.69	157.07	177.63	188.22	207.21	12.84	28.97	41.48	48.48
Ind.diverses	10.30	8.30	16.90	28.10	119.59	126.17	121.38	134.31	-109.29	-117.87	-104.48	-106.22
Ind.non manufact.	570.70	404.30	445.10	418.50	317.00	187.42	174.67	217.45	253.70	216.89	270.43	201.05
Ind.extractives	24.80	19.30	16.50	20.20	9.00	0.47	0.50	0.54	15.80	18.83	16.00	19.67
Hydrocarbures	545.90	385.00	428.60	398.30	308.00	186.95	174.17	216.91	237.90	198.05	254.43	181.39
Electricité												
Eau												
BTP												
Services non admin	454.60	517.10	483.60	609.80	154.10	235.61	241.73	219.73	300.50	281.50	241.87	390.07
Transport&PTT	104.00	132.90	110.90	134.90	64.30	65.03	73.69	67.87	39.70	67.87	37.21	67.03
Tourisme	259.60	272.50	270.00	379.90	22.35	59.71	65.85	61.81	237.25	212.79	204.15	318.09
Commerce												
Serv.logement												
Autres services	91.00	111.70	102.70	95.00	67.46	110.87	102.19	90.05	23.55	0.83	0.51	4.95
ENSEMBLE	1424.60	1469.60	1546.00	1741.70	1615.13	1654.34	1620.95	1604.39	-190.53	-184.74	-74.95	137.31
Total biens	970.00	952.50	1062.40	1131.90	1461.02	1418.73	1379.22	1384.66	-491.02	-466.23	-316.82	-252.76
Tot.B.hors energie	424.10	567.50	633.80	733.60	1153.03	1231.78	1205.04	1167.74	-728.93	-664.28	-571.24	-434.15

ANNEXE METHODOLOGIQUE
SOLDE COMMERCIAL ET BILAN DEVICES

ANNEXE METHODOLOGIQUE SOLDE COMMERCIAL ET BILAN DE VISES

Le solde commercial reflète les résultats des échanges extérieurs d'un produit ou un groupe de produits selon le niveau d'agrégation retenu - d'une branche donnée.

Dans cette approche, les importations sont données par produit groupe de produits et aucune indication n'est faite ou quant à leur affectation par emploi intermédiaire final.

En effet, les importations sont affectées, selon les cas, ou bien directement à la demande finale pour satisfaire une partie de cette dernière et on parle dans ce cas du contenu direct en importations de la demande finale, ou bien utilisées inputs dans la production nationale destinée à comme satisfaire la demande finale restante et elles constituent dans ce cas le contenu indirect en importations de la demande finale.

L'affectation importations par emploi permet d'envisager une nouvelle approche des échanges extérieurs. C'est ainsi qu'on peut retrancher des exportations d'un bien les importations nécessaires à l'élaboration de la quantité exportée de ce produit. De ce fait, une exportation rapporte en devises non pas le montant exporté, différence mais la différence entre ce montant exporté et son contenu en importations Seules ces exportations représentent des effectivement des exportations de biens nationaux au sens strict; on les qualifie d'exportations "effectives" par opposition aux exportations "nominales".

$$\begin{array}{lcl} \textbf{Exportations} & = & \textbf{Exportations} - \textbf{Contenus en importations} \\ \textbf{Effectives} & & \textbf{ nominale} \quad \quad \textbf{ de ces exportations} \end{array}$$

Cette distinction est importante en matière de politique commerciale favorisant les exportations dont les choix différeront selon qu'elle considère la hiérarchie des exportations "nominales ou "effectives".En termes de Gain en devises, la seconde est sans doute préférable.

De la même façon, on peut substituer au solde commercial traditionnel (exportations FOB d'un produit ou d'un groupe de produits d'une branche - importations CAF du même produit ou du même groupe de produit) un solde dénommé « bilan devises » de ce produit ou de ce groupe de produit c'est à dire un "solde net" de toutes importations contenus directement et indirectement dans les emplois finals de ce produit ou de groupe de produits.

Ce "bilan devises" s'obtient par les différence entre exportations"nominales" et les contenus totaux en importations des emplois finals.

$$\text{Solde commercial pour un produit} = \text{Exportations du produit} - \text{importations de ce même produit}$$

$$\text{Bilan devises} = \text{Exportations du produit} - \text{contenus totaux en importations des emplois finals de ce même produit.}$$

L'optique du bilan devise qui est proposée ici fournit une information d'un autre ordre que celle apportée par le solde commercial. Celui-ci reflète, on l'a dit, le résultat, des échanges extérieurs concernant le ou les produits d'une branche donnée quelle que soit leur destination.

L'approche du bilan devises est autre: elle fait référence à la demande finale en produits d'une branche dont la satisfaction impose le recours à un certain montant d'importations. Elle ne prend donc en compte que les importations qui concernent directement et indirectement la demande finale adressée à cette branche.

C'est ainsi qu'on trouvera dans le solde commercial des produits agricoles, par exemple, des importations de coton destiné à l'industrie textile et qui ne concernent donc pas la demande finale en produits agricoles. Par contre, on n'y trouvera importations d'engrais ou de pièces de rechange nécessaires à l'agriculture qui, elles, sont prises en compte dans le bilan devises.

Le bilan devises permet donc de mesurer la couverture, par les exportations de chaque branche, des importations nécessaires à la satisfaction de la demande finale qui est lui adressée.

Il est à noter que, la somme des soldes commerciaux étant égale par construction à la somme des bilans devises, il existe des bilans devises plus déficitaires que les soldes commerciaux pour certaines branches la situation inverse, devra être observée pour d'autres branches.

Pour les produits non échangeables, leurs bilans devises sont négatifs sont du montant des importations qui leur affectées au titre de leur activité.

Le passage du solde commercial au bilan devises découle d'une procédure de redistribution des importations entre les différents emplois.

Cette affectation se fait moyennant des contenus directs et indirects en importations tels qu'ils ressortent du TEI.

IMPACT DE L'INSTAURATION DE LA TAXE A LA
VALEUR AJOUTEE (TVA)
IEQ/NKA/880404

SOMMAIRE

Résumé.....	73
I- Système des taxes sur le chiffre d'affaire (TCA) à la veille du VIIème Plan.....	75
II- Analyse du rendement des TCA et des droits de consommation.....	80
- structure des impôts indirects.....	80
- structure des taxes sur le chiffre d'affaires.....	81
- structure du rendement apparent et rémanent	82
III- Réforme des TCA et des taxes sur les produits TVA.....	84
IV- Analyse de l'impact de l'instauration de la TVA	87
1. Impact sur le rendement	87
2. Impact sur les prix.....	89
3. Impact macroéconomique.....	89
Annexe statistique.....	91
Annexe méthodologique.....	117

Résumé

L'institution d'une TVA à trois(l) taux: 6, 17 et 29% engendrerait une moins-value importante, et en vue de pallier à cette moins-value fiscale, il est envisagé de compenser la baisse des taux des taxes sur le chiffre d'affaires de 43.66% et 59.74% à une TVA de 29% par l'instauration et l'augmentation, pour une période transitoire, des taux des droits de consommation pour certains produits de telle sorte que la charge fiscale de ces produits soit maintenue.

La diminution des taux de TVA et l'élargissement des déductions au niveau de la TVA, entraîne une baisse du rendement, aussi bien au niveau du rendement apparent qu'au niveau des rémanences.

Cette moins-value fiscale sera réduite suite à l'instauration et à l'augmentation des taux des droits de consommation qui vont engendrer des recettes supplémentaires au niveau du rendement des droits de consommation.

Ainsi, au niveau global, c'est-à-dire, TVA et droits de consommation, la moins-value est estimée à 40 MD en année pleine soit 20 MD pour les six mois, selon les prévisions des recettes de 1988, soit 1.1% du rendement fiscal global qui constituent près de 0.3% du PIB.

Cette moins-value fiscale, pourrait être réduite suite à un meilleur modèle théorique, recouvrement résultant de fiscal.

L'instauration de la TVA, selon cette simulation (1), n'a pas d'effet significatif sur l'indice des prix à la consommation. En effet, l'impact sur l'indice est de -0.3%.

(1) sans extension de la TVA au commerce.

I. LE SYSTEME DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES (TCA) A LA VEILLE DU VIIème PLAN

Le passage des TCA à une taxe unique du type TVA est envisagé depuis les années soixante dix..Cependant, une refonte complète du système n'a pas eu lieu, seuls des aménagements ponctuels ont été effectués.

Le système des TCA est réglementé par un ensemble de textes successifs ayant pour base le décret du 29/12/1955.

Les TCA sont au nombre de trois : la taxe à la production (TP), la taxe de consommation (TC) et la taxe sur les prestations de service (TPS).

la taxe à la production, taxe déductible du type taxe à la valeur ajoutée(TVA) frappe les affaires faites en Tunisie par les personnes physiques ou morales qui accomplissent des actes de fabrication, ou de présentation de production commerciale de marchandises lors de la livraison. Cette taxe frappe également les importations lors du dédouanement. Le taux général de cette taxe est de 14.4%

.La taxe de consommation : constitue une taxe additionnelle à la taxe à la production. Cette taxe ne frappe que les produits repris à l'un des tableaux A (dont le taux est de 23 %) A bis (16%) et A ter (8%) annexés à l'arrêté du 29 décembre 1955 d'application fixant modalités d'application le du décret du 29 décembre 1955 qui a institué les TCA.

Ainsi les activités soumises respectivement à la TP ou à la TC et peuvent bénéficier des déductions sont les suivantes:

<u>Activités(1) soumises avec déduction</u>	<u>TP</u>	<u>TC</u>	<u>Total</u>
1. Produits soumis au taux général (sauf forfait)	14.40%		14.40%
2. Produits du tableau A : produits non essentiels	14.40%	23%	37.40%
3. Produits du tableau A bis : biens de consommation courante	14.40%	16%	30.40%
4. Produits du tableau A ter : biens alimentaires, autres produits	14.40%	8%	22.40%
5. Bâtiment et travaux publics	12%		12%
6. Société Nationale des Chemins de Fer Tunisienne (SNCFT)	11%		11%
. Transport exclusif de marchandises	11%		11%
7. Tourisme	10%		10%
8. Engrais	8%		8%
. Aliments pour bétail	8%		8%
9. Electricité et gaz	6%		6%
. Produits pharmaceutiques	6%		6%

La taxe sur les prestations de service

frappe au taux général de 12.5% les opérations commerciales autres que les ventes, à l'exception des activités exonérées, dont la liste est fixée par arrêté du Ministre du Plan et des Finances. Un taux réduit de TPS de 5.5% est prévu pour les professions libérales

.Certaines activités sont également soumises à la taxe sur les prestations de service.

Il s'agit notamment:

(1) L'assiette des TCA est majorée de 25% pour les importateurs non producteurs.

- des affaires portant sur la consommation sur place.
 - les prestations de service que les fabricants, producteurs, commerçants ou prestataires de services se font à eux-mêmes pour leurs propres besoins ou ceux de leurs diverses exploitations.
 - les ventes d'immeubles ou de fonds de commerce, d'actions ou de parts de sociétés immobilières effectuées par les personnes physiques ou morale qui, habituellement, achètent ces biens en vue de leur revente.
 - les ventes de lots effectuées par les lotisseurs immobiliers.
 - les ventes en Tunisie de titres de transport de personnes vers l'étranger, sont assujetties à la taxe sur la base d'une quote-part égale à 7% du montant du titre de transport.
- Les activités soumises à la TPS ne bénéficient pas du droit à déduction.

Les régimes spéciaux

Certaines activités présentent des caractéristiques au niveau de l'assiette, de la liquidation et du recouvrement des TCA. Il s'agit notamment des activités limites, transports, de l'orfèvrerie et la bijouterie, de la viande fraîche et des peaux, de l'huile d'olive, des spectacles, des affaires des commissionnaires des marchés, des carburants, des alcools et des vins. Ces différentes activités sont classées comme régimes spéciaux des TCA.

Les activités limites

Il s'agit des activités énumérées au tableau "E" comportant essentiellement la construction de la carrosserie automobile, de pièces mécaniques, de la menuiserie pour bâtiment, des produits de l'artisanat etc...

Le transport

Les taxes sur le chiffre d'affaires appliquées secteur transport dépendent de la nature de l'activité à l'exception de la SNCFT et de transport exclusif de marchandise soumis depuis 1984 à une TP de 11% et du transport urbain et inter urbain par autocar soumis à une TPS de 12.5%.

Taxes sur le chiffre d'affaires appliquées au transport (TPS)

.Voitures de louage et taxis automobiles 3D.177 par véhicule et par mois

.Arabats et voitures à 2 roues 2D.383 par véhicule et par an

.Autres véhicules 3D.970 par véhicule et par an

.Transport de personne 1D par place assise et par mois.

Le secteur transport, soumis à la taxe sur les prestations de services, ne donne pas droit actuellement à déduction.

Orfèvrerie et bijouterie

La taxe à la production et la taxe de consommation, appliquées à l'orfèvrerie et la bijouterie de production locale sont acquittées au moment du poinçonnage des bijoux, quand aux opérations de laminage, affinage, découpage elles sont soumises à la taxe sur les prestations de service.

Viande fraîche et peaux

La taxe à la production sur la viande fraîche et peaux est calculée sur la base d'un prix moyen fixé par décision du Ministère des Finances par référence à la moyenne des prix de gros enregistrés au cours des douze mois précédents.

Huile d'olive

La taxe à production par les Industriels ou oléifacteurs est perçue sur les huiles d'olives produites en Tunisie sous la forme d'une taxe spéciale frappant les grignons ou les olives lors de leur mise en oeuvre dans les huileries.

Divers produits

Le taux de la taxe sur les prestations de service appliqué aux recettes de tout spectacle ou divertissement permanent ou occasionnel est de 12.5%. Ce taux est majoré de 0.50% au niveau des recettes des salles de projection cinématographiques pour tenir compte de la taxe due au titre de la distribution des films.

Le chiffre d'affaires réalisé par les commissionnaires des marchés est soumis à une TPS au taux de 0.18%.

Les exonérations de TCA

La liste des exonérations en matière de TCA est importante et se rapporte à certaines activités ou certains produits.

Les exonérations concernent notamment l'agriculture(1), la pêche, le commerce de l'exception du commerce de matériaux de construction, les affaires effectuées par les sociétés ou compagnie d'assurance, les ventes d'eau par abonnement, ventes des céréales, des farines, semoules et pain, importations des animaux vivants, des appareils destinés aux handicapés physiques, impression ou vente de livres, brochures, journaux et publications périodiques, importations, fabrication et vente de bateaux, autres que ceux de plaisance ou de sport, importation, fabrication et vente de biens d'équipement destinés à l'agriculture etc...

(1) A l'exception des produits agricoles importés.

II. ANALYSE DU RENDEMENT DES TCA ET DES DROITS

DE CONSOMMATION EN 1986

Les recettes fiscales sont évaluées à 1673.7 MD en 1986 et constituent près de 72% des recettes globales du Budget Général de l'Etat et de 23.6%(1) du PIB.

Les impôts indirects constituent les principales ressources fiscales puisque leur part passe de près de 75% en 1981 à 77% en 1982 (2).

L'examen de la structure des impôts indirects dégage que l'ensemble des droits et taxes sur produits et transport, constitue près de 61% des recettes fiscales indirectes en 1986.

Structure des impôts indirects

	1981		1986		EN MD Prévision 1988	
	-----		-----		-----	
TCA	271.6	38.9%	503.6	39.1%	577.2	39.6%
Droits de consommation	51.6	7.4%	78.2	6.1%	97.2	6.7%
Divers taxes/ produits	63.5	9.1%	160.2	12.4%	141.5	9.7%
Taxe sur transport	10.6	1.5%	44.8	3.5%	47.7	3.3%
Droits de douane & autres impôts indirects	301.9	43.2%	502.3	38.9%	593.3	40.7%
T o t a l	699.2	100.0%	1289.1	100.0%	1456.9	100.0%
	-----		-----		-----	

(1) cf. Tableau 1 : Evolution de la pression fiscale

(2) cf. Tableau 2 : Recettes fiscales par catégorie d'impôt

Cette évolution a pour origine d'une part l'instauration de nouveaux droits et taxes indirects ainsi que l'accroissement des taux de fiscalité indirecte et d'autre part la baisse des taux de certains impôts directs.

Les principales recettes indirectes oscillent proviennent des taxes sur le chiffre d'affaires puisque leur part autour de 40% au cours du VI^e Plan (1).

L'analyse de la structure des TCA dégage la prédominance du rendement de la taxe à la production (plus de 66% au cours du VI^e Plan) et la faible part du forfait (0.2%).

<u>Structure des taxes sur le chiffre d'affaires</u>	En MD					
	1981		1986		Prévision 1988	
	-----	-----	-----	-----	-----	-----
T.P.	201.1	74.0%	334.5	66.4%	386.0	66.8%
T.C.	33.1	12.2%	92.5	18.4%	95.0	16.4%
T.P.S	37.1	13.7%	75.6	15.0%	95.0	16.4%
Forfait contractuel	0.3	0.1%	1.0	0.2%	1.2	0.2%
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
T o t a l	271.6	100.0%	503.6	100.0%	577.2	100.0%
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Quant à la structure des TCA par régime (importation et intérieur), elle dégage que plus de 50% des recettes des TCA sont perçues directement par les services des Douanes.

Quant au rendement des droits de consommation, il provient essentiellement des droits sur le tabac et les essences.

(1) cf. Tableau 3 : Recettes fiscales par impôt.

La part du rendement des droits de consommation sur le tabac les essences et huiles étant de près de 89% en 1986.

<u>Structure des droits de consommation (DC)</u>						En MD	
	1981		1986		Prévision 1988		
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	
DC sur essences et huiles	41.7	81.3%	50.6	64.7%	53.0	54.3%	
DC sur tabac et allumettes	-	-	18.9	24.2%	35.0	36.0%	
DC sur l'alcool	1.6	3.1%	1.4	1.8%	1.5	1.5%	
DC sur autres produits et taxes additionnelles sur les produits de luxe	8.0	15.6%	7.3	9.3%	7.7	8.0%	
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	
T o t a l	51.3	100.0%	78.2	100.0%	97.2	100.0%	
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	

Les diverses taxes sur produits sont constituées essentiellement par la taxe unique sur les carburants (53.6 MD en 1986), par la taxe sur les boissons alcoolisées (38.4 MD), la taxe sur le ciment (6 . 3 MD), la taxe sur les produits pétroliers blancs (6.1 MD), la contribution sur thé et café (2.5 MD), la taxe sur les produits de la pêche (1. 8 MD), etc...

Les taxes sur transport concernent essentiellement la taxe compensation sur le transport et la taxe de circulation sur les véhicules.

Structure du rendement apparent et rémanent

L'évaluation du rendement théorique (1) des TCA se décompose en 31% de rendement rémanent et 69% de rendement apparent. Quant aux droits de consommation, leur part est respectivement de 44% et 56%.

(1) Le calcul du rendement par secteur est effectué sur la base du modèle TVA.

Les statistiques disponibles en matière des TCA ne concernent que les recettes par nature de taxe (TP, TC, TPS) et par régime (importation et régime intérieur). Les recettes par secteur ne sont pas disponibles actuellement

Décomposition du rendement prévu pour 1988

	Rendement apparent		Rendement rémanent		Total	
	en MD	en %	en MD	en %	en MD	en %
DC	54	56%	43	44%	97	100%
TCA	400	69%	177	31%	577	100%
<u>T o t a l</u>	<u>454</u>	<u>66%</u>	<u>220</u>	<u>65%</u>	<u>674</u>	<u>100%</u>

Le rendement apparent des TCA résulte essentiellement des industries manufacturières et notamment des industries agricoles et alimentaires, du textile, habillement et cuir et des industries mécaniques et électriques.

Dans certains cas les TCA sur les consommations intermédiaires (CI) et sur la formation brute de capital fixe des (FBCF) des entreprises ne sont pas déductibles et constituent des TCA rémanentes.

Le rendement rémanent résulte essentiellement des rémanences sur les consommations intermédiaires, puisqu'elles représentent près de 95% du total des rémanences (1).

Malgré l'extension progressive de la taxe de production à différents secteurs (hôtellerie, BTP, transport ferrovière etc...) au cours du VIème Plan, les rémanences restent importantes et concernent essentiellement les services.

(1) l'hypothèse de suspension des TCA pour les investissements des différentes branches, à l'exception des investissements de l'eau, des PTT et de la TPS sur les études, a été prise dans le cadre de cette simulation

Répartition du rendement des TCA en %

(Base: Législation 1987)

	Rendement		Total
	Apparent	Rémanent	
Agriculture (1) et pêche	2.0	2.5	4.5
Industries manufacturières	49.9	6.7	56.6
dont:			
.Ind. agricoles et alimentaires	16.0	1.8	17.8
.Textile, habillement et cuir	13.6	1.9	15.5
.Ind. manufacturières diverses	5.5	0.5	6.1
.Chimie	5.6	0.5	6.1
.Ind. mécaniques et électriques	8.6	2.0	10.6
Industries non manufacturières	11.1	4.4	15.5
dont :			
.Eau	-	1.7	1.7
.BTP	10.2	1.2	11.4
services	6.4	16.9	23.3
dont:			
.Transport	1.9	3.2	5.1
.Tourisme et reste non hôtel.	2.1	2.9	5.1
.Divers services	2.4	2.9	5.0
Total	69.4	30.6	100.0

(1) Produits agricoles importés.

III. REFORME DES TCA ET DES TAXES SUR LES PRODUITS: TVA

Le système des TCA est proche d'un système de TVA. La différence provient fondamentalement de la présence de trois taxes non déductibles généralement l'une de l'autre, de la multitude des taux, des régimes spéciaux (alcools, vins, carburants, orfèvrerie et bijouterie, viande fraîche et peau, huile d'olive, spectacles, commissionnaires des marchés, activités limites) et de l'exclusion du champ d'application de certaines activités ainsi que des nombreuses exonérations.

En plus de la complexité du système actuel des TCA, d'autres impôts indirects frappent les produits et les services. Il s'agit notamment de la taxe unique de compensation sur les produits pétroliers, de la taxe spéciale sur les légumes, de la redevance sur les produits de la pêche, de la cotisation professionnelle sur le textile, de la taxe unique de compensation des transports routiers, etc...

Bien que le VIème Plan prévoyait une simplification de la fiscalité grâce à une réforme fiscale, l'environnement économique qui a prévalu au cours du VIème plan conduit plutôt à l'instauration de nouveaux droits et taxes d'une part et à l'augmentation annuelle de certains droits et taxes indirects d'autre part. En effet, pour faire face au déficit croissant des finances publiques. Les pouvoirs publics ont eu recours à l'instauration de nouveaux droits et taxes tels la taxe additionnelle sur les produits de luxe, la taxe sur les opérations de change, les droits sur les voyages à l'étranger etc. .

En outre, la création de nouveaux fonds spéciaux du Trésor au cours du VIè Plan a entraîné l'institution de taxes pour alimenter ces fonds (taxe pour la promotion des exportations, taxe sur les volailles importées, la taxe sur le maïs et le soja...).

La réforme entamée en 1987 budgétisation des recettes affectées auparavant aux fonds spéciaux du trésor ainsi que la suppression de certains impôts indirects, est une étape permettant la simplification de notre fiscalité indirecte.

En effet, la loi de finances pour la gestion 1987 a prévu l'intégration de la taxe additionnelle sur les produits de luxe aux droits de consommation.

A partir du 1er Janvier 1988, plusieurs taxes ont été supprimées. Il s'agit essentiellement de la taxe sur les opérations de change, de la taxe sur les formalités douanières à l'importation et à l'exportation, de la taxe sur les volailles et les œufs importés.

L'instauration de la TVA va remplacer les 45 taux de TCA(1), dont 23 taux spécifiques, par 3 taux ad valorem et 3 taux spécifiques.

Passage des taux de TCA aux taux de TVA

Cette simulation se base sur le Tableau des Echanges Intersectoriels aux prix de base de l'année 1980(2) (niveau 115 branches) et sur la législation de l'année 1987.

Les taux de TVA proposés, dans le cadre de cette simulation sont au nombre de trois, un taux général de 17%, un taux majoré de 29% et un taux réduit de 6%.

Le taux général de TVA de 17% est similaire au taux général des TCA de 16.82%. Le taux de TVA de 17% remplace les taux de la taxe sur les prestations de services de 14.28% ainsi que le taux de la TP de 13.64% sur le bâtiment et travaux publics.

Le taux réduit de TVA de 6% remplace les taux de 5.8% appliqués aux professions libérales, de 6.38% de l'électricité et gaz et des produits pharmaceutiques, de 8.69% des engrais et des aliments pour bétail, le taux de 11.11% de l'hôtellerie et le taux de 12.36% appliqué à la SNCFT et au transport exclusif de marchandises.

Le taux majoré de TVA de 29% remplace les taux cumulés de la taxe à la production et la taxe de consommation. Ce taux frappe les produits de luxe ou les produits alimentaires qui ne sont pas de premières nécessités.

(1) cf. tableau 4 : Les taux de TCA selon la législation en vigueur.

(2) "Le Tableau des Echanges Intersectoriels de 1980" IEQ/AB/871028.

Activités	TP	TC	TPS	TCA en vigueur	TVA proposée
.Produits soumis au taux général	16.82%			16.82%	!
.Prestations de serv.			14.28%	14.28%	! 17%
.Bâtiment et travaux publics	13.65%			13.64%	!
.Produits du tableau A: prod.non essentiels	23.00%	36.74		59.74%	!
.Prod.du tableau A bis: biens de consom cour.	20.68%	22.98%		43.66%	! 29%
.Prod.du tableau A ter: biens alimentaires & autres produits.	10.30	18.55%		28.85%	!
.Tourisme	11.11%			11.11%	!
.S.N.C.F.T	12.36%			12.36%	!
.Transport exclusif de marchandises	12.36%			12.36%	!
.Autre transport	spécifique			spécifique	!
.Engrais	8.69%			8.69%	!
.Aliments pour bétail	8.69%			8.69%	! 6%
.Electricité et gaz	6.38%			6.38%	!
.Prod.pharmaceutiques	6.38%			6.38%	!
.Professions libérales			5.8%	5.8%	!
.Produits pétroliers	spécifique ou 11.11%			spécifique ou 11.11%	!

Compensation de la baisse de la charge fiscale par produit sur les droits de Consommation

En vue de pallier à la moins-value fiscale, il est envisagé de compenser la baisse des taux TCA de 43.66 et 59.74% à une TVA de 29% par l'instauration et l'augmentation, pour une période transitoire, des taux des droits de consommation pour certains produits.

Les droits de consommation devant, en définitive, ne frapper le tabac, les alcools, les essences et les que véhicules.

Il est envisagé de soumettre au taux de TVA de 17% les produits agro-alimentaires et les intrants qui sont actuellement soumis à la taxe et à la production et à la taxe de consommation.

IV. ANALYSE DE L'IMPACT DE L'INSTAURATION DE LA TVA

Dans le cadre du projet d'instauration de la TVA plusieurs scénarios ont été testés en vue d'évaluer l'impact sur le rendement et sur les prix, suite à l'instauration de la TVA.

Ces différentes simulations ont testées des taux de TVA variant de 7 à 4 taux. Les derniers taux de TVA retenus, étant 6, 17, 29 et 44%.

Or, il a été proposé de réduire le nombre de taux de TVA à trois taux (1), soit 6, 17 et 29% et en vue de pallier à la moins-value fiscale, il est envisagé de compenser la baisse des taux des TCA de 43.66 et 59.74% à une TVA de 29% par l'instauration et l'augmentation, pour une période transitoire, des taux des droits de consommation pour certains produits.

(1) Sur les douze pays de la CEE, cinq pays ont trois taux de TVA (cf. tableau: les taux de TVA en Europe)

1. Impact sur le rendement

L'instauration de la TVA à trois taux: 6, 17 et 29% avec compensation totale sur les droits de consommation consiste à instaurer ou à augmenter le taux des droits de consommation de telle sorte que la charge fiscale des produits soumis à une TCA de 4.3.66 et 59.74% soit maintenue.

La diminution des taux de TVA et l'élargissement des déductions au niveau de la TVA entraîne une baisse du rendement, aussi bien au niveau du rendement apparent qu'au niveau des rémanences.

Suite à l'instauration de la TVA, certains secteurs ne supportent plus de rémanence directe tels, le textile, habillement et cuir, l'électricité, le bâtiment et travaux publics.

Ces secteurs intégralement assujettis à la TVA, ne supportent plus de rémanences. En effet, ces secteurs du fait du cloisonnement des TCA, supportaient les rémanences de TC et de TPS.

Certains secteurs voient la part de leur rémanence directe baisser fortement. Il s'agit du transport et des divers services. L'existence des rémanences résulte de l'exonération de certaines activités, tel le transport international, les services d'assurance, soumise à une taxe spéciale différenciée selon le type de contrat, les services d'enseignement privés et les Postes et Télécommunications.

Globalement les rémanences passent de 30.6% selon le régime TCA à 15.9% suite à l'instauration de la TVA.

Répartition du rendement en %

	Régime TCA Rendement			Régime TVA Rendement		
	<u>Apparent</u>	<u>rémanent</u>	<u>Total</u>	<u>Apparent</u>	<u>Rémanent</u>	<u>Total</u>
Agri .(1) et pêche	2.0	2.5	4.5	1.5	3.0	4.5
-----	---	---	---	---	---	---
Indus. manufact.	49.9	6.7	56.6	56.9	3.4	60.3
-----	----	---	----	----	---	----
dont :						
.Ind.agri.& alim.	16.0	1.8	17.8	17.9	1.5	19.4
.T.H.C	13.6	1.9	15.5	16.5	0.0	16.5
.Ind.manuf.div.	5.5	0.4	5.9	6.6	0.1	6.7
.Chimie	5.6	0.5	6.1	5.9	(-)	5.9
.Ind.mécan.& élec.	8.6	2.0	10.6	9.2	1.8	11.0
Ind. non manufact.	11.1	4.4	15.5	18.2	0.8	19.0
-----	----	---	----	----	---	----
dont :						
.B T P	10.2	1.2	11.4	16.5	0.0	16.5
Services	6.4	16.9	23.3	7.5	8.7	16.2
-----	---	----	----	---	---	----
dont :						
.Transport	1.9	3.2	5.1	1.7	0.5	2.2
.Tourisme et rest.						
non hôteliers	2.1	2.9	5.0	2.4	0.0	2.4
.Divers services	2.4	4.8	7.2	3.4	0.3	3.7
-----	----	----	----	----	----	----
Total	69.4	30.6	100.0	84.1	15.9	100.0
-----	----	----	----	----	----	----

Les rémanences de TVA s'expliquent par le non assujettissement global ou partiel de certaines branches. En effet, les exonérations en matière de TCA devraient être maintenues dans le cadre de la TVA.

L'instauration et l'augmentation du taux des droits de consommation engendre des recettes supplémentaires au niveau du rendement des droits de consommation.

(1) produits agricoles importés

Au niveau global , c'est à dire , TVA et droits de consommation, la moins-value est de 40 MD en année pleine, soit 20 MD pour les six mois, selon les prévisions des recettes de 1988, soit 1.1% au rendement fiscal global qui constituent près de 0.3% du PIB.

Cette moins-value fiscale, calculée au moyen d'un modèle théorique et de façon mécanique, pourrait être réduite. En effet, le modèle ne tient pas compte du comportement des agents économiques suite à une modification de la législation fiscale.

2. Impact sur les prix

L'instauration la TVA a pour effet de réduire les rémanences fiscales et donc les coûts à la production. Ceci a pour effet de réduire les prix à la consommation, à condition que les producteurs répercutent l'effet des changements de législation.

Impact sur l'indice des prix à la consommation

Effet direct	Effet rémanent	Total
-----	-----	-----
1.7%	-2.0%	-0.3%
-----	-----	-----

Selon cette simulation, l'impact sur l'indice des prix à la consommation est de -0.3%.

3. Impact macroéconomique

La moins-value fiscale estimée à 20 MD pour les six mois de 1988, à partir du modèle TVA, est due essentiellement à l'assujettissement à la TVA des banques, à l'imposition aux taux réduits de certaines activités et certains produits.

Cette moins-value de 20 MD évaluée d'une manière mécanique, au moyen du modèle TVA pourrait être réduite à 17 MD suite aux effets du système de la TVA sur la croissance économique.

En effet, l'instauration de la TVA a pour effet de réduire les rémanences fiscales. Ceci entraîne une baisse des prix des consommations intermédiaires et par conséquent les coûts de production.

Ceci engendre une meilleure compétitivité de l'économie. Cette amélioration de la compétitivité provient de la baisse des prix à la production ainsi que des prix à l'exportation qui baissent respectivement de 0.7% et 0.6% dans le cas où les producteurs répercutent la baisse des rémanences sur les prix à la production.

La baisse des prix à l'exportation entraîne une meilleure compétitivité de nos produits, ce qui engendre une augmentation de la demande étrangère et donc des exportations de 0.3%. Par contre, les prix à la consommation privée enregistre une hausse de 0.9% suite à l'augmentation de la demande intérieure.

Il en résulte, suite à la hausse de la demande globale, un accroissement du produit intérieur brut au prix du marché de 0.7% à prix constant.

Suite à l'accroissement de la demande, les importations progresseraient de 0.9% tant en volume qu'en valeur.

L'effet conjugué de l'augmentation des importations et de la diminution des exportations en valeur de -0.3%, provoque un accroissement du déficit commercial et de la balance des paiements respectivement de 5.4 et 7.1%.

De tels résultats, supposent que les producteurs répercuteraient l'effet de la baisse des coûts sur les prix à la production.

En réalité, de tels comportements se réaliseraient en période de croisière. Il faudrait plutôt s'attendre à une légère augmentation des prix à la production, se traduisant par une augmentation de la marge de production, de la sorte les prix à l'exportation ne baisseraient que de 0.1%, induisant ainsi une croissance des exportations en volume de 0.1% et de la consommation privée de 1. 3%. Le PIB n'évoluerait ainsi que de 0.3% à prix constant.

Le déficit commercial s'aggraverait de 4.6% suite à une baisse des exportations en valeur de -0.03% et d'une augmentation des importations de 0.9%.

ANNEXE STATISTIQUE

LISTE DES TABLEAUX

1 - Evolution de la pression fiscale 1961 à 1988

2 - Recettes fiscales par catégorie d'impôt

3 - Recettes fiscales par impôt

4 - Estimation du rendement global des TCA en 1988 (niveau 20 branches)

1. par taxe (TP, TC, TPS)

2. rémanent et apparent

5 - Estimation du rendement apparent des TCA en 1988 (niveau 20 branches)

6 - Estimation du rendement rémanent des TCA en 1988 (niveau 20 branches)

7 - Estimation du rendement global de la TVA (niveau 20 branches)

8 - Estimation du rendement apparent de la TVA (niveau 20 branches)

9 - Estimation du rendement rémanent de la TVA (niveau 20 branches)

- 10 - Estimation du rendement des droits de consommation (selon l'hypothèse TCA)
- 11 - Estimation du rendement des droits de consommation (selon l'hypothèse TVA)
- 12 - Variation du rendement global (TVA et DC)
- 13 - Impact sur l'indice des prix à la consommation.
- 14 - Impact macroéconomique suite à l'instauration de la TVA.
- 15 - Taux de TCA selon la législation en vigueur (taux ad-valorem et taux spécifique).
- 16 - Estimation de la structure du rendement des TCA par taux.
- 17 - Taux de TCA - Taux de TVA proposés.
- 18 - Taux de TVA dans le monde.

Tableau 1

EVOLUTION DE LA PRESSION FISCALE

1961 à 1988

ANNEES	PRELEVEMENT FISCAL			P I B P.m. (4)	PRESSION FISCALE en %
	Impôts directs (1)	Impôts indirects (2)	Total (1) + (2) (3)		
1961	14.9	54.9	69.8	352.0	19.8
1962	14.4	56.4	70.8	346.9	20.4
1963	15.4	58.2	73.6	424.4	17.3
1964	16.4	69.3	85.7	447.2	19.2
1965	18.1	79.2	97.3	520.3	18.7
1966	24.5	91.5	116.0	546.5	21.2
1967	23.7	89.5	113.2	570.0	19.9
1968	23.6	94.6	118.2	637.7	18.5
1969	31.8	106.2	138.0	677.2	20.4
1970	34.0	113.0	147.0	755.6	19.5
1971	33.8	126.8	160.6	881.2	18.2
1972	47.6	149.7	197.3	1067.5	18.5
1973	53.9	173.2	227.1	1151.3	19.7
1974	67.7	216.2	283.9	1547.8	18.3
1975	87.9	249.9	337.8	1741.4	19.4
1976	96.9	300.5	397.1	1933.0	20.5
1977	104.7	396.3	501.0	2191.9	22.9
1978	136.8	442.3	579.1	2483.9	23.3
1979	145.6	514.0	659.6	2922.0	22.6
1980	185.1	586.6	771.7	3540.5	21.8
1981	231.0	699.2	930.2	4162.0	22.3
1982	272.1	844.2	1116.3	4804.4	23.2
1983	288.2	1049.7	1337.9	5497.0	24.3
1984	315.0	1179.4	1494.4	6240.0	23.9
1985	332.0	1259.7	1591.7	6910.0	23.0
1986	384.6	1289.1	1671.7	7025.0	23.8
1987	335.2	1355.8	1691.0	7934.8	21.3
Prévision 1988	357.1	1420.4	1777.5	8670.0	20.5

Tableau 2

RECETTES FISCALES PAR CATEGORIE D'IMPOT

ANNEES	1981		1986		1987		Prévision 1988	
	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %
Impôts directs	231.0	24.8	384.6	23.0	355.2	19.8	357.1	20.1
Personnes physiques	101.6	10.9	159.6	9.5	155.9	9.2	168.2	9.5
. Salariés	(81.7)	(8.8)	(130.3)	(7.8)	(137.1)	(8.1)	(147.6)	(8.3)
. Non salariés	(19.9)	(2.1)	(29.9)	(1.7)	(18.8)	(1.1)	(20.6)	(1.2)
Impôts sur les sociétés	129.4	13.9	225.0	13.4	179.3	10.6	188.9	10.6
. Sociétés pétrolières	(56.3)	(6.0)	(88.1)	(5.3)	(61.4)	(3.6)	(55.1)	(3.1)
. Sociétés non pétrolières	(73.1)	(7.9)	(136.1)	(8.1)	(117.9)	(7.0)	(133.8)	(7.5)
Impôts indirects	699.2	75.2	1287.1	77.0	1355.8	80.2	1420.4	79.9
. TCA	271.6	29.2	503.6	30.1	533.5	31.6	577.2	32.5
. Droits de consommation	51.3	5.5	78.2	4.7	85.3	5.0	97.2	5.5
. Droits et taxe de douane	168.7	18.2	327.4	19.6	336.9	19.9	368.5	20.7
. Droits sur produits transport	130.6	14.0	205.0	12.3	206.6	12.3	196.0	11.0
. Droits et taxe divers	54.8	5.9	132.7	7.9	150.8	8.9	137.0	7.7
Impôts locaux	22.1	2.4	40.2	2.4	42.7	2.5	44.5	2.5
Recettes fiscales globales	930.2	100	1671.7	100	1691.0	100	1777.5	100

Tableau 3

RECETTES FISCALES PAR IMPOT

En MD

	1981	1986	1987	Prévision 1988
Impôts directs	231.0	384.6	335.2	357.1
<u>Personnes physiques</u>	<u>101.6</u>	<u>159.6</u>	<u>155.9</u>	<u>168.2</u>
<u>Salariés</u>	<u>81.7</u>	<u>130.3</u>	<u>137.1</u>	<u>147.6</u>
. CPE (RS et DUR)	48.9	82.3	84.2	92.2
. ITS	31.0	43.8	45.3	50.0
. CES/ITS	1.9	4.3	5.1	5.4
. Contribution	-	-	2.5	-
<u>Non salariés</u>	<u>19.9</u>	<u>29.3</u>	<u>18.8</u>	<u>20.6</u>
. CPE (DUR)	2.0	2.8	2.6	3.8
. Patente	8.8	12.5	11.4	11.5
- droit d'exercice	(2.6)	(3.4)	(3.2)	(3.5)
- droit proportionnel	(3.7)	(4.4)	(3.8)	(4.0)
- forfait légal & contractuel	(2.5)	(4.7)	(4.4)	(4.0)
. IBPNC	1.0	2.8	2.2	2.5
. Impôt sur les revenus agricoles	6.7	5.8	-	-
. Impôt sur les plus-values immobilières	0.1	0.1	0.1	0.1
. CES/pat., IBPNC et impôt agricole	1.2	4.8	2.0	2.2
. Contribution DRL Rudim.	-	0.5	0.5	0.5
<u>Personnes morales</u>	<u>129.4</u>	<u>225.0</u>	<u>179.3</u>	<u>188.9</u>
<u>Sociétés pétrolières</u>	<u>56.3</u>	<u>88.1</u>	<u>61.4</u>	<u>55.1</u>
. Patente	47.8	69.7	42.5	41.4
- droit d'exercice	(2.1)	(1.7)	(1.8)	(2.0)
- droit proportionnel	(29.0)	(17.8)	(8.5)	(8.4)
- acomptes	(16.7)	(50.3)	(32.2)	(31.0)
. IRVM	7.2	9.4	9.7	6.6
. CES/patente & IRVM	1.3	5.0	6.5	4.7
. Contribution DRL Rudim.	-	4.0	2.7	2.4
<u>Sociétés non pétrolières</u>	<u>73.1</u>	<u>136.9</u>	<u>117.9</u>	<u>133.8</u>
. Patente	62.2	90.6	74.4	87.0
- droit d'exercice	(21.3)	(35.4)	(31.8)	(37.0)
- droit proportionnel	(28.5)	(30.5)	(24.6)	(25.0)
- acomptes	(12.4)	(24.7)	(18.0)	(25.0)
. IRVM	7.2	14.3	13.4	14.0
. CES/patente & IRVM	3.5	26.7	25.3	27.7
. Contribution DRL Rudim.	-	5.3	4.8	5.1

Tableau 3 (suite)

RECETTES FISCALES PAR IMPOT (Suite 2)

En MD

	1981	1980	1987	Prévision 1988
- <u>Taxes sur les transports</u>	<u>10.6</u>	<u>44.8</u>	<u>44.6</u>	<u>48.3</u>
. Taxe de circulation sur véhicule auto	4.1	16.1	15.8	17.1
. Taxe de consommation sur transport	5.2	17.5	18.3	20.0
. Droits sur les voyages à l'étranger	-	10.1	9.2	10.0
. Surtaxe temporaire sur transports	0.3	-	-	-
. Taxe sur les taxis	-	-	-	-
. Redevance frappant les soc. de transport	0.3	-	-	-
. Droits de visite	0.6	1.1	1.3	1.2
- <u>Monopoles fiscaux</u>	<u>55.7</u>	-	-	-
<u>Droits sur les actes et les transactions</u>	<u>29.1</u>	<u>62.1</u>	<u>68.0</u>	<u>70.7</u>
- Droits de timbre	4.2	11.0	14.3	14.0
- Droits sur les mutations	9.0	19.1	19.4	22.0
- Autres droits d'enregistrements	14.3	26.8	27.0	27.6
- Taxe unique sur les assurances	1.6	5.2	7.3	7.1
<u>Taxe</u>	<u>25.7</u>	<u>70.6</u>	<u>82.8</u>	<u>66.3</u>
- Taxe sur salaires (FOPROLOS)	9.1	20.3	28.6	26.6
- Taxe de formation professionnelle	5.5	11.7	12.4	10.0
- Taxe compl./lère immatriculation véhicule auto.	-	2.6	1.7	1.7
- Taxe sur formation administrative	0.9	6.9	6.6	6.1
- Taxe sur opérations de change	-	8.8	8.6	-
- Autres taxes	10.1	20.3	24.9	21.9
<u>Impôts locaux</u>	<u>22.1</u>	<u>40.2</u>	<u>42.7</u>	<u>44.5</u>
- Taxe locative	6.7	13.4	14.9	15.0
- Taxe sur les établissements	5.5	9.1	9.3	9.5
- Taxe hôtelière	1.1	1.9	1.9	2.0
- Contribution fonction. sur les terrains non bâtis	0.1	0.4	0.6	0.5
- Produits des marchés	6.1	8.1	10.8	11.0
- Taxe d'abattage	0.7	1.2	1.2	1.5
- Surtaxe sur le courant électrique	0.7	1.3	1.6	2.0
- Droits de voirie	0.6	1.2	1.2	1.5
- Autres impôts locaux	0.5	3.7	1.2	1.5
Recettes fiscales globales	930.2	1671.7	1691.0	1777.5

Tableau 3 (suite)

RECETTES FISCALES PAR IMPOT (Suite 2)

En MD

	1981	1980	1987	Prévision 1988
- <u>Taxes sur les transports</u>	<u>10.6</u>	<u>44.8</u>	<u>44.6</u>	<u>48.3</u>
. Taxe de circulation sur véhicule auto	4.1	16.1	15.8	17.1
. Taxe de consommation sur transport	5.2	17.5	18.3	20.0
. Droits sur les voyages à l'étranger	-	10.1	9.2	10.0
. Surtaxe temporaire sur transports	0.3	-	-	-
. Taxe sur les taxis	-	-	-	-
. Redevance frappant les soc. de transport	0.3	-	-	-
. Droits de visite	0.6	1.1	1.3	1.2
- <u>Monopoles fiscaux</u>	<u>55.7</u>	-	-	-
<u>Droits sur les actes et les transactions</u>	<u>29.1</u>	<u>62.1</u>	<u>68.0</u>	<u>70.7</u>
- Droits de timbre	4.2	11.0	14.3	14.0
- Droits sur les mutations	9.0	19.1	19.4	22.0
- Autres droits d'enregistrements	14.3	26.8	27.0	27.6
- Taxe unique sur les assurances	1.6	5.2	7.3	7.1
<u>Taxe</u>	<u>25.7</u>	<u>70.6</u>	<u>82.8</u>	<u>66.3</u>
- Taxe sur salaires (FOPROLOS)	9.1	20.3	28.6	26.6
- Taxe de formation professionnelle	5.5	11.7	12.4	10.0
- Taxe compl./lère immatriculation véhicule auto.	-	2.6	1.7	1.7
- Taxe sur formation administrative	0.9	6.9	6.6	6.1
- Taxe sur opérations de change	-	8.8	8.6	-
- Autres taxes	10.1	20.3	24.9	21.9
<u>Impôts locaux</u>	<u>22.1</u>	<u>40.2</u>	<u>42.7</u>	<u>44.5</u>
- Taxe locative	6.7	13.4	14.9	15.0
- Taxe sur les établissements	5.5	9.1	9.3	9.5
- Taxe hôtelière	1.1	1.9	1.9	2.0
- Contribution fonction. sur les terrains non bâtis	0.1	0.4	0.6	0.5
- Produits des marchés	6.1	8.1	10.8	11.0
- Taxe d'abattage	0.7	1.2	1.2	1.5
- Surtaxe sur le courant électrique	0.7	1.3	1.6	2.0
- Droits de voirie	0.6	1.2	1.2	1.5
- Autres impôts locaux	0.5	3.7	1.2	1.5
Recettes fiscales globales	930.2	1671.7	1691.0	1777.5

Tableau 4

ESTIMATION DU RENDEMENT GLOBAL DES TCA PAR TAXE (ANNEE 1988)

(legislation 1987)

En 1000 D

	taxe production		taxe consommation		taxe prest.service		taxe chif. d'affaires	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	18940	3.3	4291	0.7	2101	0.4	25332	4.4
. Agriculture	18456	3.2	4265	0.7	1229	0.2	23950	4.1
. Peche	484	0.1	26	0.0	873	0.2	1383	0.2
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	225773	39.1	75893	13.1	8854	1.5	310520	53.8
. Ind.agricoles & Alim.	62689	10.9	31834	5.5	2131	0.4	96654	16.7
. Textile Habil.& cuir	72847	12.6	11074	1.9	2209	0.4	86130	14.9
. Ind.man.diverses	25673	4.4	5998	1.0	836	0.1	32507	5.6
. Chimie	20901	3.6	10968	1.9	1290	0.2	33158	5.7
. Ind.mecanique & electr.	40976	7.1	15376	2.7	1541	0.3	57893	10.0
. Mat.Construct.& Verre	2687	0.5	643	0.1	848	0.1	4178	0.7
INDUSTRIES NON MANUFACT.	71882	12.5	5641	1.0	12508	2.2	90031	15.6
. Mines	85	0.0	193	0.0	271	0.0	549	0.1
. Hydrocarbures	3293	0.6	107	0.0	7615	1.3	11015	1.9
. Eau	8635	1.5	491	0.1	478	0.1	9604	1.7
. Electricite	2683	0.5	1066	0.2	317	0.1	4067	0.7
. Batim.Trav.Publics	57186	9.9	3784	0.7	3827	0.7	64797	11.2
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	70603	12.2	9170	1.6	71538	12.4	151311	26.2
. Transport	15701	2.7	2125	0.4	15494	2.7	33320	5.8
. Poste & Telecommunicat.	4923	0.9	51	0.0	531	0.1	5505	1.0
. Tourisme	16261	2.8	4462	0.8	9950	1.7	30674	5.3
. Loyer	5173	0.9	0	0.0	16006	2.8	21179	3.7
. Commerce	5697	1.0	42	0.0	8593	1.5	14332	2.5
. Divers services	22848	4.0	2490	0.4	20964	3.6	46302	8.0
	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	387198	67.1	94996	16.5	95000	16.5	577194	100.0

Tableau 4 (suite)

ESTIMATION DU RENDEMENT GLOBAL DES TCA (ANNEE 1988)

(législation 1987)

	Rendement		Rendement		Rendement	
	Apparent		Remanent		Total	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	10571	1.8	14762	2.6	25332	4.4
. Agriculture	10499	1.8	13451	2.3	23950	4.1
. Pêche	72	0.0	1311	0.2	1383	0.2
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	271603	47.1	38917	6.7	310520	53.8
. Ind.agricoles & Alim.	86453	15.0	10290	1.8	96654	16.7
. Textile habil.& cuir	74984	13.0	11146	1.9	86130	14.9
. Ind.man.diverses	50289	5.2	2219	0.4	32507	5.6
. Chimie	30017	5.2	3142	0.5	33158	5.7
. Ind.mecanique & electr.	46668	8.1	11224	1.9	57893	10.0
. Mat.Construct.& Verre	3192	0.6	986	0.2	4178	0.7
INDUSTRIES NON MANUFACT.	62403	10.8	27628	4.8	90031	15.6
. Mines	85	0.0	464	0.1	549	0.1
. Hydrocarbures	2448	0.4	8566	1.5	11015	1.9
. Eau	0	0.0	9604	1.7	9604	1.7
. Electricite	2683	0.5	1383	0.2	4067	0.7
. Batim.Trav.Publics	57186	9.9	7611	1.3	64797	11.2
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	46098	8.0	105213	18.2	151311	26.2
. Transport	12602	2.2	20717	3.6	33320	5.8
. Poste & Telecommunicat.	0	0.0	5505	1.0	5505	1.0
. Tourisme	14545	2.5	16128	2.8	30674	5.3
. Loyer	0	0.0	21179	3.7	21179	3.7
. Commerce	0	0.0	14332	2.5	14332	2.5
. Divers services	18950	3.3	27351	4.7	46302	8.0
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	390675	67.7	186519	32.3	577194	100.0

Tableau 5

ESTIMATION DU RENDEMENT APPARENT DES TCA (ANNEE 1988)

(législation 1987)

En 1000 D

	taxe production		taxe consommation		taxe prest.service		taxe chif. d'affaires	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	6578	1.7	3993	1.0	0	0.0	10571	2.7
. Agriculture	6506	1.7	3993	1.0	0	0.0	10499	2.7
. Pêche	72	0.0	0	0.0	0	0.0	72	0.0
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	205801	52.7	65802	16.8	0	0.0	271603	69.5
. Ind.agricoles & Alim.	57361	14.7	29092	7.4	0	0.0	86453	22.1
. Textile Habil.& cuir	66697	17.1	8288	2.1	0	0.0	74984	19.2
. Ind.man.diverses	25212	6.5	5077	1.3	0	0.0	30289	7.8
. Chimie	19842	5.1	10175	2.6	0	0.0	30017	7.7
. Ind.mecanique & electr.	34003	8.7	12665	3.2	0	0.0	46668	11.9
. Mat.Construct.& Verre	2687	0.7	506	0.1	0	0.0	3192	0.8
INDUSTRIES NON MANUFACT.	62403	16.0	0	0.0	0	0.0	62403	16.0
. Mines	85	0.0	0	0.0	0	0.0	85	0.0
. Hydrocarbures	2448	0.6	0	0.0	0	0.0	2448	0.6
. Eau	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Electricite	2683	0.7	0	0.0	0	0.0	2683	0.7
. Batim.Trav.Publics	57186	14.6	0	0.0	0	0.0	57186	14.6
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	11837	3.0	0	0.0	34261	8.8	46098	11.8
. Transport	6613	1.7	0	0.0	5989	1.5	12602	3.2
. Poste & Telecommunicat.	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Tourisme	5224	1.3	0	0.0	9322	2.4	14545	3.7
. Loyer	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Commerce	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Divers services	0	0.0	0	0.0	18950	4.9	18950	4.9
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	286619	73.4	69795	17.9	34261	8.8	390675	100.0

Tableau 6

ESTIMATION DU RENDEMENT REMANENT DES TCA (ANNEE 1988)

(législation 1987)

	taxe production		taxe consommation		taxe prest.service		taxe chif. d'affaires	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	12362	6.6	298	0.2	2101	1.1	14762	7.9
. Agriculture	11950	6.4	272	0.1	1229	0.7	13451	7.2
. Pêche	412	0.2	26	0.0	873	0.5	1311	0.7
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	19972	10.7	10091	5.4	8854	4.7	38917	20.9
. Ind.agricoles & Alim.	5328	2.9	2742	1.5	2131	1.1	10200	5.5
. Textile Habil.& cuir	6150	3.3	2787	1.5	2209	1.2	11146	6.0
. Ind.man.diverses	461	0.2	921	0.5	836	0.4	2219	1.2
. Chimie	1059	0.6	793	0.4	1290	0.7	3142	1.7
. Ind.mecanique & electr.	6973	3.7	2711	1.5	1541	0.8	11224	6.0
. Mat.Construct.& Verre	0	0.0	138	0.1	848	0.5	986	0.5
INDUSTRIES NON MANUFACT.	9479	5.1	5641	3.0	12508	6.7	27628	14.8
. Mines	0	0.0	193	0.1	271	0.1	464	0.2
. Hydrocarbures	845	0.5	107	0.1	7615	4.1	8566	4.6
. Eau	8635	4.6	491	0.3	478	0.3	9604	5.1
. Electricite	0	0.0	1066	0.6	317	0.2	1383	0.7
. Batim.Trav.Publics	0	0.0	3784	2.0	3827	2.1	7611	4.1
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	58766	31.5	9170	4.9	37277	20.0	105213	56.4
. Transport	9088	4.9	2125	1.1	9504	5.1	20717	11.1
. Poste & Telecommunicat.	4923	2.6	51	0.0	531	0.3	5505	3.0
. Tourisme	11037	5.9	4462	2.4	629	0.3	16128	8.6
. Loyer	5173	2.8	0	0.0	16006	8.6	21179	11.4
. Commerce	5697	3.1	42	0.0	8593	4.6	14332	7.7
. Divers services	22848	12.2	2490	1.3	2014	1.1	27351	14.7
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	100579	53.9	25201	13.5	60739	32.6	186519	100.0

Tableau 7

ESTIMATION DU RENDEMENT GLOBAL DE LA TVA (ANNEE 1988)

(législation 1987)

	En 1000 D					
	Rendement Apparent		Rendement Rmanent		Rendement Total	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	7453	1.6	14276	3.0	21729	4.6
. Agriculture	7393	1.5	12913	2.7	20306	4.3
. Peche	60	0.0	1362	0.3	1422	0.3
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	271329	56.9	16434	3.4	287763	60.3
. Ind.agricoles & Alim.	85357	17.9	7164	1.5	92521	19.4
. Textile Habil.& cuir	78600	16.5	0	0.0	78600	16.5
. Ind.man.diverses	31332	6.6	456	0.1	31788	6.7
. Chimie	27998	5.9	150	0.0	28148	5.9
. Ind.mecanique & electr.	44176	9.3	8663	1.8	52839	11.1
. Mat.Construct.& Verre	3867	0.8	0	0.0	3867	0.8
INDUSTRIES NON MANUFACT.	86618	18.2	3826	0.8	90444	19.0
. Mines	94	0.0	0	0.0	94	0.0
. Hydrocarbures	3584	0.8	3826	0.8	7410	1.6
. Eau	1561	0.3	0	0.0	1561	0.3
. Electricite	2781	0.6	0	0.0	2781	0.6
. Batim.Trav.Publics	78598	16.5	0	0.0	78598	16.5
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	35897	7.5	41268	8.6	77165	16.2
. Transport	8149	1.7	2522	0.5	10671	2.2
. Poste & Telecommunicat.	0	0.0	6994	1.5	6994	1.5
. Tourisme	11639	2.4	0	0.0	11639	2.4
. Loyer	0	0.0	20428	4.3	20428	4.3
. Commerce	0	0.0	9973	2.1	9973	2.1
. Divers services	16109	3.4	1351	0.3	17460	3.7
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	401297	84.1	75803	15.9	477100	100.0

Tableau 8

ESTIMATION DU RENDEMENT APPARENT DE LA TVA (1988)

	[législation 1987]						En 1000 D	
	Consommation Ménages		Consommation Administrations		Investissement Administrations		Total Rendement Apparent	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	7357	1.8	96	0.0	0	0.0	7453	1.9
. Agriculture	7297	1.8	96	0.0	0	0.0	7393	1.8
. Pêche	60	0.0	0	0.0	0	0.0	60	0.0
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	254489	63.4	12866	3.2	3974	1.0	271329	67.6
. Ind.agricoles & Alim.	84019	20.9	1338	0.3	0	0.0	85357	21.3
. Textile Habil.& cuir	74140	18.5	4460	1.1	0	0.0	78600	19.6
. Ind.man.diverses	28435	7.1	2758	0.7	139	0.0	31332	7.8
. Chimie	25275	6.3	2723	0.7	0	0.0	27998	7.0
. Ind.mecanique & electr.	38753	9.7	1587	0.4	3835	1.0	44176	11.0
. Mat.Construct.& Verre	3867	1.0	0	0.0	0	0.0	3867	1.0
INDUSTRIES NON MANUFACT.	6633	1.7	1387	0.3	23095	5.8	86618	21.6
. Mines	94	0.0	0	0.0	0	0.0	94	0.0
. Hydrocarbures	3222	0.8	362	0.1	0	0.0	3584	0.9
. Eau	1163	0.3	398	0.1	0	0.0	1561	0.4
. Electricite	2154	0.5	627	0.2	0	0.0	2781	0.7
. Batim.Trav.Publics	0	0.0	0	0.0	23095	5.8	78598	19.6
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	26979	6.7	8524	2.1	394	0.1	35897	8.9
. Transport	7247	1.8	903	0.2	0	0.0	8149	2.0
. Poste & Telecommunicat.	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Tourisme	11634	2.9	6	0.0	0	0.0	11639	2.9
. Loyer	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Commerce	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Divers services	8098	2.0	7616	1.9	394	0.1	16109	4.0
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	295458	73.6	22873	5.7	27463	6.8	401297	100.0

BTP (Logement) = 55503 md

Tableau 9

ESTIMATION DU RENDEMENT REMANENT DE LA TVA(1988)

(législation 1987)

	Consommation Intermediaire		Investissement des Entreprises		En 1000 D Total des Remanences	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %
	-----	-----	-----	-----	-----	-----
AGRICULTURE ET PECHE	14276	18.8	0	0.0	14276	18.8
. Agriculture	12913	17.0	0	0.0	12913	17.0
. Pêche	1362	1.8	0	0.0	1362	1.8
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	16434	21.7	0	0.0	16434	21.7
. Ind.agricoles & Alim.	7164	9.5	0	0.0	7164	9.5
. Textile Habil.& cuir	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Ind.man.diverses	456	0.6	0	0.0	456	0.6
. Chimie	150	0.2	0	0.0	150	0.2
. Ind.mecanique & electr.	8663	11.4	0	0.0	8663	11.4
. Mat.Construct.& Verre	0	0.0	0	0.0	0	0.0
INDUSTRIES NON MANUFACT.	3826	5.0	0	0.0	3826	5.0
. Mines	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Hydrocarbures	3826	5.0	0	0.0	3826	5.0
. Eau	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Electricite	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Batim.Trav.Publics	0	0.0	0	0.0	0	0.0
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	34950	46.1	6318	8.3	41268	54.4
. Transport	2522	3.3	0	0.0	2522	3.3
. Poste & Telecommunicat.	676	0.9	6318	8.3	6994	9.2
. Tourisme	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Loyer	20428	26.9	0	0.0	20428	26.9
. Commerce	9973	13.2	0	0.0	9973	13.2
. Divers services	1351	1.8	0	0.0	1351	1.8
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	69485	91.7	6318	8.3	75803	100.0

Tableau 10

ESTIMATION DU RENDEMENT DES DROITS DE CONSOMMATION(1988)
(Selon l'hypothese TCA)
(legislation 1987)

	En 1000 D					
	Rendement Apparent		Rendement Remanent		Rendement Total	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	1505	1.5	4582	4.7	6087	6.3
. Agriculture	1505	1.5	3902	4.0	5408	5.6
. Peche	0	0.0	679	0.7	679	0.7
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	49375	50.8	11590	11.9	60965	62.7
. Ind.agricoles & Alim.	42175	43.4	706	0.7	42881	44.1
. Textile Habil.& cuir	3	0.0	823	0.8	826	0.8
. Ind.man.diverses	2885	3.0	6293	6.5	9178	9.4
. Chimie	2768	2.8	634	0.7	3403	3.5
. Ind.mecanique & electr.	1293	1.3	1401	1.4	2693	2.8
. Mat.Construct.& Verre	251	0.3	1733	1.8	1984	2.0
INDUSTRIES NON MANUFACT.	3747	3.9	9876	10.2	13622	14.0
. Mines	0	0.0	952	1.0	952	1.0
. Hydrocarbures	3747	3.9	156	0.2	3902	4.0
. Eau	0	0.0	443	0.5	443	0.5
. Electricite	0	0.0	3271	3.4	3271	3.4
. Batim.Trav.Publics	0	0.0	5054	5.2	5054	5.2
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	0	0.0	16525	17.0	16525	17.0
. Transport	0	0.0	7646	7.9	7646	7.9
. Poste & Telecommunicat	0	0.0	102	0.1	102	0.1
. Tourisme	0	0.0	6488	6.7	6488	6.7
. Loyer	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Commerce	0	0.0	775	0.8	775	0.8
. Divers services	0	0.0	1514	1.6	1514	1.6
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	54627	56.2	42573	43.8	97200	100.0

Tableau 11

ESTIMATION DU RENDEMENT DES DROITS DE CONSOMMATION(1988)
(Selon l'hypothese TVA)
(legislation 1987)

	En 1000 D					
	Rendement Apparent		Rendement Remanent		Rendement Total	
	en md	en %	en md	en %	en md	en %
AGRICULTURE ET PECHE	2604	1.7	9474	6.0	12078	7.7
. Agriculture	2604	1.7	8185	5.2	10789	6.9
. Peche	0	0.0	1289	0.8	1289	0.8
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	74329	47.3	17240	11.0	91569	58.2
. Ind.agricoles & Alim.	46441	29.5	1790	1.1	48230	30.7
. Textile Habil.& cuir	4856	3.1	5879	3.7	10735	6.8
. Ind.man.diverses	5509	3.5	4168	2.7	9677	6.2
. Chimie	8183	5.2	848	0.5	9031	5.7
. Ind.mecanique & electr.	9086	5.8	1686	1.1	10773	6.8
. Mat.Construct.& Verre	255	0.2	2368	1.8	3123	2.0
INDUSTRIES NON MANUFACT.	7097	4.5	16326	10.4	23424	14.9
. Mines	0	0.0	1581	1.0	1581	1.0
. Hydrocarbures	7097	4.5	188	0.1	7285	4.6
. Eau	0	0.0	613	0.4	613	0.4
. Electricite	0	0.0	6254	4.0	6254	4.0
. Batim.Trav.Publics	0	0.0	7690	4.9	7690	4.9
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	0	0.0	30225	19.2	30225	19.2
. Transport	0	0.0	15940	10.1	15940	10.1
. Poste & Telecommunicat.	0	0.0	152	0.1	152	0.1
. Tourisme	0	0.0	10098	6.4	10098	6.4
. Loyer	0	0.0	0	0.0	0	0.0
. Commerce	0	0.0	1456	0.9	1456	0.9
. Divers services	0	0.0	2579	1.6	2579	1.6
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0.0	0	0.0	0	0.0
T O T A L	84031	53.4	73265	46.6	157296	100.0

Tableau 12

ESTIMATION DE LA VARIATION DU RENDEMENT GLOBAL (TCA & DC)

(législation 1997)

En 1000 D

	Rendement Apparent			Rendement Rmanent			Rendement Total		
	TCA	DC	Total	TCA	DC	Total	TCA	DC	Total
AGRICULTURE ET PECHE	-3118	1099	-2019	-486	4892	4406	-3604	5991	2387
. Agriculture	-3106	1099	-2007	-537	4282	3745	-3643	5381	1738
. Pêche	-11	0	-11	51	609	661	40	609	649
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-274	24954	24680	-22483	5650	-16834	-22757	30604	7847
. Ind.agricoles & Alim.	-1096	4266	3169	-3036	1083	-1953	-4133	5349	1216
. Textile Habil.& cuir	3616	4853	8468	-11146	5056	-6089	-7530	9909	2379
. Ind.man.diverses	1043	2624	3668	-1763	-2125	-3888	-719	499	-220
. Chimie	-2019	5415	3396	-2991	213	-2778	-5010	5629	618
. Ind.mecanique & electr.	-2493	7793	5301	-2561	286	-2275	-5054	8079	3025
. Mat.Construct.& Verre	675	4	679	-986	1136	150	-311	1139	828
INDUSTRIES NON MANUFACT.	24215	3351	27565	-23802	6451	-17352	412	9801	10214
. Mines	9	0	9	-464	630	166	-455	630	175
. Hydrocarbures	1135	3351	4486	-4740	32	-4708	-3605	3383	-222
. Eau	1561	0	1561	-9604	171	-9433	-8043	171	-7872
. Electricite	97	0	97	-1383	2983	1600	-1286	2983	1697
. Batim.Trav.Publics	21412	0	21412	-7611	2635	-4976	13801	2635	16436
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	-10201	0	-10201	-63945	13700	-50245	-74146	13700	-60446
. Transport	-4453	0	-4453	-18195	8294	-9902	-22649	8294	-14355
. Poste & Telecommunicat.	0	0	0	1488	50	1539	1488	50	1539
. Tourisme	-2906	0	-2906	-16128	3610	-12518	-19035	3610	-15424
. Loyer	0	0	0	-750	0	-750	-750	0	-750
. Commerce	0	0	0	-4359	681	-3678	-4359	681	-3678
. Divers services	-2842	0	-2842	-26000	1065	-24935	-23842	1065	-27777
SERVICES ADMINISTRATIFS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	10622	29404	40026	-110716	30692	-80024	-100094	60096	-39998

Tableau 13

IMPACT SUR LES PRIX

	EFFET DIRECT	EFFET REMANENT	EFFET TOTAL
	en md	en md	en md
AGRICULTURE ET PECHE	-0.06	-0.21	-0.27
. Agriculture	-0.06	-0.17	-0.24
. Peche	0.00	-0.03	-0.03
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1.66	-0.95	0.70
. Ind.agricoles & Alim.	0.92	-0.76	0.15
. Textile Habil.& cuir	0.40	-0.07	0.33
. Ind.man.diverses	0.03	-0.04	-0.01
. Chimie	0.18	-0.05	0.13
. Ind.mecanique & electr.	0.09	-0.02	0.07
. Mat.Construct.& Verre	0.04	0.00	0.04
INDUSTRIES NON MANUFACT.	0.29	-0.25	0.04
. Mines	0.00	0.00	0.00
. Hydrocarbures	0.25	-0.02	0.23
. Eau	0.05	-0.19	-0.15
. Electricite	-0.01	-0.03	-0.04
. Batim.Trav.Publics	0.00	0.00	0.00
SERVICES NON ADMINISTRATIFS	-0.15	-0.53	-0.69
. Transport	-0.13	-0.16	-0.29
. Poste & Telecommunicat.	0.00	0.00	0.00
. Tourisme	-0.02	-0.10	-0.13
. Loyer	0.00	-0.26	-0.26
. Commerce	0.00	0.00	0.00
. Divers services	0.00	-0.01	-0.01
SERVICES ADMINISTRATIFS	0.00	-0.01	-0.01
T O T A L	1.73	-2.01	-0.28

Tableau 14

IMPACT MACROECONOMIQUE
DE L'INSTAURATION DE LA TVA
A TROIS TAUX : 6, 17 ET 29%
AVEC COMPENSATION SUR
LES DROITS DE CONSOMMATION

Hypothèses de comportement	En %	
	Répercussion totale des rémanences sur les prix à la pro- duction	
Agrégats	à prix courants	à prix constants
PIB p.m	0.8	0.7
Emploi salarié	0.7	0.7
Exportations	- 0.3	0.3
Importations	0.9	0.9
Déficit commercial	5.4	
Déficit de la B.Paients	7.1	
Consommation privée	3.3	1.9
Consommation publique	-	0.4
Investissement	- 0.7	-
Recettes fiscales indirectes en MD	(-17.0)	
Subvention à la consommation	-2.6	-
Prix à la consommation	0.9	-
Prix à l'exportation	- 0.6	-
Prix à la production	- 0.7	-
Prix des consommations intermédiaires	- 1.7	

Tableau 15

LES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES : TAUX AD-VALOREM

	TAUX DE TAXATIONS	TAXES	ACTIVITE OU PRODUIT	OBSERVATIONS
1)	0.18%	T.P.S	COMMISSIONNAIRES DES MARCHES.....	PAS DE DEDUCTION
2)	5.82%	T.P.S	PROFESSION LIBERALE	PAS DE DEDUCTION
3)	6.38%	T.P	ELECTRICITE ,GAZ ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES..	AVEC DEDUCTION
4)	8.69%	T.P	ENGRAIS ET ALIMENT POUR DETAIL.....	AVEC DEDUCTION
5)	8.69%	T.P	ACTIVITES LIMITEES	PAS DE DEDUCTION
6)	9.52%	T.P	ACTIVITES LIMITEES(TAB.A ter)	PAS DE DEDUCTION
7)	9.52%	T.C	ACTIVITES LIMITEES(TAB.A ter)	PAS DE DEDUCTION
8)	10.30%	T.C	PRODUITS DU TABLEAU A ter: BIENS ALIM.AUTRES PRODUITS	PAS DE DEDUCTION
9)	10.52%	T.P	ACTIVITES LIMITEES(TAB.Abis)	PAS DE DEDUCTION
10)	11.11%	T.P	TOURISME.....	AVEC DEDUCTION
11)	11.59%	T.P	ACTIVITES LIMITEES(TAB. A)	PAS DE DEDUCTION
12)	12.36%	T.P	S.N.C.F.T ET TRANSPORT EXCLUSIF DE MARCHANDISES..	AVEC DEDUCTION
13)	13.63%	T.P	B.T.P.....	AVEC DEDUCTION
14)	14.28%	T.P.S	PRESTATAIRES DE SERVICE (Sauf forfait) SPECTACLES,IMMOBILIER, ET BANQUES.....	PAS DE DEDUCTION
15)	16.82%	T.P	TAUX GENERAL (Sauf Forfait	AVEC DEDUCTION

Tableau 15 (suite)

LES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES : TAUX AD-VALEUR

(SUITE)

	TAUX DE TAXATIONS	TAXES	ACTIVITE OU PRODUIT	OBSERVATIONS
16)	18.55%	T.P	PRODUITS DU TABLEAU A ter: BIENS ALIM.AUTRES PRODUITS	AVEC DEDUCTION
17)	20.68%	T.P	PRODUITS DU TABLEAU Abis:	
18)	21.05%	T.C	ACTIVITES LIMITEES (TAB.Abis)	PAS DE DEDUCTION
19)	22.98%	T.C	PRODUITS DU TABLEAU Abis: BIENS DE CONSOMMA.COURANTE	PAS DE DEDUCTION
20)	23.0%	T.P	PRODUITS DU TABLEAU A : PRODUITS NON ESSENTIELS..	AVEC DEDUCTION
21)	33.33%	T.C	ACTIVITES LIMITEES DU TABLEAU A	PAS DE DEDUCTION
22)	36.74%	T.C	PRODUITS DU TABLEAU A : PRODUITS NON ESSENTIELS..	PAS DE DEDUCTION

Tableau 15(suite)

LES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES : TAUX SPECIFIQUES

	TAUX DE TAXATIONS	ACTIVITE DU PRODUIT	TAXES
		PRODUITS PETROLIERS	T.P
1)	7.350 D /m3	.ESSENCE SUPER.....	T.P
2)	7.090 D /m3	.ESSENCE NORMALE.....	T.P
3)	3.100 D /m3	.PETROLE LAMPANT.....	T.P
4)	3.120 D /m3	.GAZ OIL.....	T.P
5)	28.103 D /Tonne	.FUEL DOMESTIQUE.....	T.P
6)	9.500 D /Tonne	.FUEL LOURD.....	T.P
7)	20.243 D /Tonne	.FUEL LEGER.....	T.P
8)	TAUX SPECIFIQUE FIXE PAR DECISION DU MINISTRE DES FINANCES	VIANDES FRAICHES & PEAUX.....	T.P
		HUILE D'OLIVE.....	T.P
9)	1.433 D/TONNE	.GRIGNONS.....	T.P
10)	0.505 D/TONNE	.OLIVES.....	T.P
		ORFÈVRETERIE ET BIJOUTERIE...	T.P
		.POINÇONNAGE DES BIJOUX...	T.P
11)	6.000 /gr	.PLATINE.....	T.P
12)	3.000 /GR	.Or : 20 ET 18 Carats.....	T.P
13)	1.500 /GR	14 Carats.....	T.P
14)	1.500 /GR	9 Carats.....	T.P
15)	1.531 /hg	.ARGENT.....	T.P
16)	platine:1.000 D /HG	.Operation de laminage,	T.P.S
17)	OR :0.500 /HG	.affinage,découpage.....	T.P.S
18)	:0.027 /HG	TRANSPORT.....	T.P.S
19)	11.435/TONNE DE CHARGE UTILE ET /AN.	.TRANSPORT DE MARCHANDISES	T.P.S
20)	3.177 /VEHICULE/MOIS	.VOITURES DE LOUAGES & TAXIS	T.P.S
21)	2.383 /VEHICULE/AN	.ARABATS & VOITURE A 2 ROUES	T.P.S
22)	3.970 /VEHICULE/AN	.AUTRES VEHICULES.....	T.P.S
23)	1.000 / PLACE ASSISE /MOIS	.TRANSPORT DE PERSONNES....	T.P.S

Tableau 16

ESTIMATION DE LA STRUCTURE DU RENDMENT DES TAXES SUR LE

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TAXE EN 1984

En 2

	TAXE A LA PRODUCTION			TAXE DE CONSOMMATION			T P S			TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRE		
	Import	Req. inter>Total		Import	Req. inter>Total		Req. inter	Import	Req. inter>Total			
PRODUITS SOUMIS UNIQUEMENT A LA TP	84,6	64,9	77,4					72,0	31,2	51,5		
P TP = 4.30 %	3,1	12,2	4,4					2,6	5,9	4,3		
- Revenu producteur	0,5							0,4				
- Revenu non producteur	2,6							2,2				
P TP = 8.69 %	3,1	0,9	2,2					2,6	0,7	1,4		
- Revenu producteur	0,9							0,8				
- Revenu non producteur	2,2							1,9				
P TP = 10.13 %		4,1	1,5						2,0	1,0		
P TP = 11.36 %		2,1	0,8						1,0	0,5		
P TP = 13.63 %		9,4	3,4						4,5	2,3		
P TP = 13.05 %	0,0							0,0		0,0		
- Revenu producteur	0,0							0,0				
- Revenu non producteur	0,0							0,0				
- Huile legere et	0,0							0,0				
- moyenne et gaz-oil	0,0											
- Autres	0,0											
P TP = 15.50 %	0,9	2,0	1,3					0,7	1,0	0,9		
- Revenu producteur	0,9							0,7				
- Revenu non producteur	0,0							0,0				
P TP = 16.82 %	77,5	34,4	61,9					66,0	16,6	41,2		
- Revenu producteur	50,0							49,5				
- Tabac	0,2							0,2				
- Autres	57,8							49,3				
- Revenu non producteur	19,4							16,5				
P taux spécifique	0,0	0,3	0,1					0,0	0,2	0,1		
- Huile legere et	0,0							0,0				
- moyenne et gaz-oil	0,0							0,0				
- Autres	0,0							0,0				

Tableau 16(suite)

ESTIMATION DE LA STRUCTURE DU RENDMENT DES TAXES SUR LC

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TAUX EN 1986

En %

PRODUITS SOUMIS A LA TP ET A LA TC	15,4	35,1	22,4	100,0	100,0	100,0	20,0	30,8	33,4
à TP = 10.55 % et TC = 10.30 %	3,2	7,5	4,0	9,0	9,5	9,4	4,2	5,7	9,0
- Régime producteur	2,7			0,2			2,3		
- Régime non producteur	0,5			1,6			0,4		
à TP = 20.60 % et TC = 22.90 %	6,0	7,3	7,0	41,9	19,1	20,2	12,0	7,7	9,9
- Régime producteur	5,1			31,2			4,4		
- Régime non producteur	1,7			10,7			1,5		
à TP = 23.00 % et TC = 34.74 %	5,4	20,2	10,0	40,2	71,5	42,2	11,7	25,4	10,6
- Régime producteur	4,1			32,4			3,5		
- Tabac	4,0			35,9			3,4		
- Autres	0,2			1,5			0,1		
- Régime non producteur	1,2			10,0			1,1		
PRODUITS SOUMIS A LA TPS							100,0	29,9	15,0
à 4.71 %							21,7	4,5	3,3
à 11.73 %							69,0	20,7	10,4
Taux spécifique							9,3	2,0	1,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 17

TAUX DE TCA - TAUX DE TVA PROPOSES

Activités	TP	TC	TPS	TCA en vigueur	TVA proposée
Produits soumis au taux général	16.82%			16.82%	
Prestations de services			14.28%	14.28%	17%
Bâtiment et travaux publics	13.65%			13.64%	
Produits du tableau A : produits non essentiels	23.00%	36.74		59.74%	
Produits du tableau A bis: biens de consommat. cour.	20.68%	22.98%		43.65%	29%
Produits du tableau A ter: biens alimentaires et autres produits.	10.30	18.55%		28.85%	
Tourisme	11.11%			11.11%	
Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens	12.36%			12.36%	
Transport exclusif de marchandises	12.36%			12.36%	
Autre transport	spécifique			spécifique	
Engrais	8.69%			8.69%	6%
Aliments pour bétail	8.69%			8.69%	
Electricité et gaz	6.38%			6.38%	
Produits pharmaceutiques	6.38%			6.38%	
Professions libérales			5.8%	5.8%	
Produits pétroliers	spécifique ou 11.11%			spécifique ou 11.11%	

Tableau 18

Taux de TVA dans le monde

Pays	Date de l'adoption ou du projet d'adoption de la TVA	Lors de l'adoption de la TVA	Taux ¹ En 1987
Allemagne (RFA)	Janv. 1968	5;10	7;14
Argentine	Janv. 1975	16	9;18
Autriche	Janv. 1973	8;16	10;20;32
Belgique	Janv. 1971	6;14;18	16;19;25;33
Bolivie	Oct. 1973	5;10;15	10
Brésil ²	Janv. 1967	15	9;11
Brésil ³	Janv. 1967	15	16
Chili	Mars 1975	8;20	30
Colombie	Janv. 1975	4;6;10	4;6;10;15;20;35
Corée	Juil. 1977	10	2;3;5;10
Costa Rica	Janv. 1975	10	8
Côte d'Ivoire	Janv. 1960	8	11;11;25;35;13
Danemark	Juil. 1967	10	22
Equateur	Juil. 1970	4;10	6
Espagne	Janv. 1986	6;12;33	6;12;33
France	Janv. 1968	6;4;13;6;20;25	2;1;4;5;5;7;18;6;33;3
Grèce	Janv. 1987	6;18;36	6;18;36
Grenade ⁴	Avr. 1986	20	20
Guatemala	Août 1983		
Haiti	Nov. 1982	7	10
Honduras	Janv. 1976	3	6;6
Hongrie ⁵	Janv. 1988	15;25	
Indonésie	Avr. 1985	10	10
Irlande	Nov. 1972	5;26;16;37;30;26	2;4;10;25
Islande ⁶	Janv. 1988	25	
Israël	Juil. 1976	8	6;5;15
Italie	Janv. 1973	6;12;18	2;9;18;38
Japon ⁷		5	
Luxembourg	Janv. 1970	2;4;8	3;6;12
Madagascar	Janv. 1969	6;12	15
Maroc	Avr. 1986	7;12;14;19;30	7;12;14;19;30
Mexique	Janv. 1980	10	6;15;20
Nicaragua	Janv. 1975	6	10;25
Niger	Janv. 1986	8;12;18	15;25;35
Norvège	Janv. 1970	20	11;11;20
Nouvelle-Zélande	Mai 1986	10	10
Panama	Mars 1977	5	5
Pays-Bas	Janv. 1969	4;12	6;20
Pérou	Juil. 1976	3;20;40	18
Philippines ⁸	Janv. 1988	10	
Portugal	Janv. 1986	8;16;30	8;16;30
République Dominicaine	Janv. 1983	8	8
Royaume-Uni	Avr. 1973	10	15
Sénégal	Mars 1961	—	7;20;50
Suède ⁹	Janv. 1969	2;04;6;38;11;1;3;95	12;87;23;46
Taiwan, province chinoise	Avr. 1986	5	8;15;25
Thaïlande ¹⁰	Janv. 1989	10	
Turquie	Janv. 1985	10	12;15
Uruguay	Janv. 1968	5;14	12;20

¹ Les chiffres en caractères gras sont les «taux normaux» s'appliquent aux biens et services non assujettis aux taux réduits ou majorés. Dans la plupart des pays, le taux de zéro s'applique à quelques biens; au Portugal, en Irlande et au Royaume-Uni, il s'applique à un grand nombre de biens et de services qui sont ainsi exonérés de la TVA.

² Sur les opérations entre États selon la région.

³ Sur les opérations à l'intérieur des États.

⁴ Il ne s'agit pas d'une TVA véritable.

⁵ Un projet a été présenté ou est à l'étude.

⁶ Taux effectifs.

Sources : autorités nationales et estimations des services du Fonds.

ANNEXE METHODOLOGIQUE LE MODELE DE LA TAXE
SUR LA VALEUR AJOUTEE

METHODOLOGIE DU MODELE TVA

Le modèle TVA, conçu pour suivre les effets la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires au cours du Vième Plan, permet de calculer l'ensemble des recettes fiscales pour une législation donnée et d'étudier en simulation l'effet d'un changement de législation tant sur les prix que sur les recettes fiscales.

Ce modèle permet également d'étudier la diffusion des impôts indirects sur les utilisateurs finals, donc la connaissance du contenu de taxe (taxe apparente et taxe rémanente) constituant une composante du prix d'un prix.

I. LES DONNEES DE BASE DU MODELE

Le modèle TVA s'appuie sur les emplois taxables du Tableau d'Echanges Intersectoriels (TEI).

Le modèle TVA a été élaboré sur les données du TEI 1980.

Le TEI 1980 au prix de base est composé de la matrice des consommations intermédiaires de dimension (115,115) et du tableau des emplois finals de dimension (115, 6) comprenant successivement la consommation des ménages, la consommation publique, la formation brute de capital fixe, la variation de stock, les exportations et le total des utilisations finales.

En vue de suivre le déroulement du calcul des taxes sur le chiffre d'affaires dans le cadre du TEI, nous allons présenter les calculs élaborés au niveau d'une branche, Par exemple la "confection" (branche 41 au niveau 115).

Les ventes de la branche 41 se décomposent en ventes aux autres entreprises à concurrence 35683(1) (montant des utilisateurs intermédiaires) aux ménages (129095) à l'exportation (143399).En tenant compte d'un stock de 545, le total du chiffre d'affaires s'élève à 308499.

(1) données en mille dinars.

Les achats de la branche se lisent en colonne et sont constitués de 11756 en "filage", de 119432 en "tissage", de 163 en "tannerie".., le total s'élevant à 198436

Ces données nous permettent de calculer les taxes sur les ventes et sur les achats de biens et services mais ne permettent pas de calculer les taxes sur les investissements par branche.

En effet, le TEI fournit le montant de la FBCF par nature de biens dans la colonne FBCF des emplois finals.

Ainsi la colonne FBCF du TEI a été décomposée, pour les besoins du modèle TVA, en FBCF des ménages, de l'administration et des entreprises, cette dernière a été éclatée en tableau FBCF (de dimension 115, 6) afin de connaître les produits investis par branche utilisatrice.

En examinant le tableau FBCF des entreprises, nous constatons que la branche "confection" a investi 2076 en biens d'équipement, 1056 en bâtiment... et au total 3519.

Les données de base nécessaires au calcul des taxes sur le chiffre d'affaires sont:

- le chiffre d'affaires de la branche	308499
- les achats de biens et services intermédiaires	198436
- les achats d'investissement	3519

En vue d'obtenir le montant de l'impôt perçu par le trésor, il s'agit de connaître les taux de taxation des différents produits ainsi que les différents régimes fiscaux en vigueur concernant l'année d'étude.

II. ELABORATION DES FICHIERS DE TAXATION DES RESSOURCES

AU NIVEAU 115

Ainsi, un fichier des taux moyens de taxation des ressources par branche à l'ordre 115 a été élaboré à partir des fichiers en régime intérieur et en régime importation.

Ce fichier des taux moyens de taxation est élaboré d'abord à l'ordre 400, puis agrégé au niveau 115.

En régime importation, ce fichier est effectué à partir des taux des droits et des taxes appliqués aux importations selon le tarif douanier.

Le calcul des taux moyens de taxation au niveau 400 puis au niveau 115 des TCA est effectué selon les formules suivantes en régime importation:

$$tp_j IMP = \frac{\sum_{i=1}^n CIF_i (1+dd_i + tfd_i + dc IMP_i) x tp_i IMP}{\sum_{i=1}^n CIF_i (1+dd_i + tfd_i + dc IMP_i)}$$

Avec $tp_j IMP$: taux moyen de la production à l'importation

CIF : flux importé par produit

dd_i : taux des droits de douane par produit

$tf d_i$: taux de la taxe de formalité douanière par produit

$dc_i IMP$: taux des droits de consommation par produit à l'importation

$tp_i IMP$: taux de la taxe à la production par produit à l'importation

i = 1 à n

j = 1 à 400 ou 1 à 115

de même, le taux moyen de la taxe de consommation est égal à :

$$tc_j IMP = \frac{\sum_{i=1}^n CIF_i (1 + dd_i + tfd_i + dc IMP_i) \times tc IMP_i}{\sum_{i=1}^n CIF_i (1 + dd_i + tfd_i + dc IMP_i)}$$

avec $tc_j IMP$ = taux moyen de la taxe de consommation à l'importation.

$tc_j IMP$ = taux de la taxe de consommation par produit à l'importation.

Par contre, le fichier de taxation en régime intérieur, établi à l'ordre de 400, a été élaboré en tenant compte de la fiscalité des principales productions dans la gamme des produits fabriqués localement. Puisque les données relatives à la production ne sont disponibles qu'au niveau 400.

Exemple:

Code produit 3501

	Taxe à la <u>production</u>	Taxe de <u>consommation</u>
.Tissu en chaîne et trame (soie)	23%	36.74%
.Tissu en chaîne et trame synthétique	16.82%	
.Tissu en chaîne et trame de lin	18.55%	10.30%
.Tissu en chaîne et trame de coton	16.82%	

Le choix a été porté pour le code produit 3501 sur le taux de la taxe à la production de 16.82%.

Le fichier de taxation par branche au niveau 115, en régime inférieur, est élaboré à partir du fichier de taxation des produits recensés par le tableau d'Echanges Intersectoriels (TEI).

Les taux moyens de taxation au niveau 115 en régime intérieur sont calculés comme suit:

$$tp_j^{INT} = \frac{\sum_{i=1}^n P_i (1 + dc_i^{INT}) \times tp_i^{INT}}{\sum_{i=1}^n P_i (1 + dc_i^{INT})}$$

avec:

p_i : production hors toute taxe

dc_i^{INT} : taux des droits de consommation en régime intérieur

tp_i^{INT} : taux de la taxe à la production en régime intérieur

tp_j^{INT} : taux moyen de la taxe à la production en régime intérieur

le taux moyen de la taxe de consommation est calculé selon la formule suivante :

$$tc_j^{INT} = \frac{\sum_{i=1}^n p_i (1 + dc_i^{INT}) \times tc_i^{INT}}{\sum_{i=1}^n P_i (1 + dc_i^{INT})}$$

avec :

tc_j^{INT} : taux moyen de la taxe de consommation en régime intérieur

tc_i^{INT} : taux de la taxe de consommation en régime intérieur

Après avoir élaboré les fichiers de taxation des deux régimes au niveau 115 ; un fichier des taux moyens de taxation des ressources est élaboré selon les formules suivantes:

$$tp_j^{RES} = \frac{CIF_j (1+dd_j) + tfd_j + dc_j^{IMP} \times tp_j^{IMP} + P_j (1+dc_j^{INT}) \times tp_j^{INT}}{CIF_j (1+dd_j) + tfd_j + dc_j^{IMP} + P_j (1+dc_j^{INT})}$$

avec:

tp_j^{RES} : taux moyen de la taxe à la production des ressources

$$tc_j^{RES} = \frac{CIF_j (1+dd_j + tfd_j + dc_j^{IMP}) \times tc_j^{IMP} + P_j (1+dc_j^{INT}) \times tc_j^{INT}}{CIF_j (1+dd_j + tfd_j + dc_j^{IMP}) + P_j (1 + dc_j^{INT})}$$

avec :

tc_j^{RES} : taux moyen de la taxe de consommation des ressources.

III. LE CALCUL DU RENDEMENT DES TCA

A) Décomposition du rendement fiscal des TCA :

rendement apparent et rendement rémanent

Le rendement fiscal des taxes sur le chiffre d'affaires se décompose en rendement apparent et rendement rémanent du fait cloisonnement des TCA (TP, TC et TPS) , du non assujettissement de certaines activités (agriculture et pêche, commerce etc. . .) et de exclusions ou droit à déduction (immeubles autres que les bâtiment et locaux à usage industriel, véhicules affectes au transport du personnel, objets de mobiliers...).

1) Rendement apparent des TCA sur les emplois finals

Ont été exclues du tableau des emplois finals, la FBCF des entreprises, de variation de stock et les exportations (1) .

La taxation apparente des emplois finals(2) en produit i est donnée par la formule suivante:

$$\begin{aligned} \text{REF}_{il} &= \sum_{k=1}^3 t_{k,EF} \text{EF}_{il} & (i = 1, \dots, 115) \\ & & (l = 1, \dots, 4) \\ & & (k = 1, 2, 3) \end{aligned}$$

(1) - les exportations sont exonérées des TCA

- la variation de stock est négligée dans le cadre de ce travail.

(2) - l'indice i désigne le produit

- l'indice j désigne la branche utilisatrice

- l'indice l désigne l'emploi final.

avec:

REF_{il} : rendement fiscal sur l'emploi final 1 en il produit i.

EF_{il} : étant respectivement, la consommation des ménages il (CM), la consommation de l'administration (CA), la FBCF des ménages (FBCFM) et la FBCF de l'administration (FBCFA) au prix de base.

tk_i : taux moyen de taxation du produit i

k : taxes sur le chiffre d'affaires, cette taxe est une TP, TC ou TPS ($t_1 = TP$, $t_2 = TC$ et $t_3 = TPS$)

$$\begin{array}{ccccccc}
 \begin{array}{c} \text{ref} \\ 1,1 \end{array} & & \begin{array}{c} \text{ref} \\ 1,4 \end{array} & \begin{array}{c} \text{t} \\ k_1 \end{array} & \begin{array}{c} \text{EF} \\ 11 \end{array} & \begin{array}{c} \text{EF} \\ 14 \end{array} \\
 & & & & & \\
 \begin{array}{c} \text{ref} \\ i,1 \end{array} & \begin{array}{c} \text{ref} \\ i,j \end{array} & \begin{array}{c} \text{ref} \\ i,4 \end{array} & = \begin{array}{c} \text{t} \\ k_j \end{array} & \begin{array}{c} \text{EF} \\ i1 \end{array} & \begin{array}{c} \text{EF} \\ ij \end{array} & \begin{array}{c} \text{EF} \\ i4 \end{array} \\
 & & & & & & \\
 \begin{array}{c} \text{ref} \\ 115,1 \end{array} & & \begin{array}{c} \text{ref} \\ 115,4 \end{array} & \begin{array}{c} \text{tk} \\ 115 \end{array} \rightarrow & \begin{array}{c} \text{EF} \\ 115,1 \end{array} & & \begin{array}{c} \text{EF} \\ 115,4 \end{array} \\
 \text{REF} & = & \text{T} & (\text{k}) & \times & \text{EF}
 \end{array}$$

avec:

REF : matrice du rendement fiscal sur les emplois finals (115,4)

T_k : matrice diagonale des taux moyens de taxation des ressources (115,115)

EF : matrice des emplois finals (115, 4)

Le rendement apparent des TCA sur les emplois finals est égal à la somme du rendement des TCA sur la consommation et la formation brute de capital fixe des ménages et de l'administration.

$$REF_1: \sum_{i=1}^{115} REF_{i1}$$

avec REF_1 : rendement fiscal total sur l'emploi final 1 et REF :

$$REF : \sum_{l=1}^4 REF_l$$

avec REF : rendement fiscal global sur les emplois finals

2) Rendement rémanent des TCA sur les consommations intermédiaires et sur les investissements

a) Calcul de l'impôt brut sur CI ou sur FBCF des entreprises

L'impôt brut sur CI ou sur la FBCF des entreprises est obtenu en multipliant les vecteurs de taxation pour chaque type de taxe par les flux des consommations intermédiaires ou des investissements des entreprises au prix de base.

$$IBCI = T(k) CI$$

$$\begin{bmatrix} \bar{t}_{k,1} \\ \vdots \\ t_{k,i} \\ \vdots \\ 0 \\ \vdots \\ t_{k,115} \end{bmatrix} \begin{bmatrix} 0 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \end{bmatrix} \begin{bmatrix} \bar{c}_{1,1} & \dots & c_{1,115} \\ \vdots & \dots & \vdots \\ \vdots & c_{ij} & \vdots \\ \vdots & \vdots & \vdots \\ c_{115,1} & \dots & c_{115,115} \end{bmatrix}$$

$$\begin{array}{|c|}
 \hline
 \begin{array}{c}
 \bar{t} \quad C \dots \dots \dots t \quad C \\
 k1 \quad 11 \qquad \qquad \qquad ki \quad 1,115 \\
 \dots \dots \dots t \quad C \dots \dots \\
 \qquad \qquad \qquad ki \quad ij \\
 t \quad C \quad \dots \dots \dots t \quad .C \\
 k115 \quad 115,1 \qquad \qquad \qquad k115 \quad 115,115
 \end{array}
 \\
 \hline
 \end{array}$$

De même

$$* \text{IBFB} = T(k) \text{FB}$$

avec

IBFB : matrice d'impôt brut sur FBCF des entreprises.

T'_k : matrice diagonale des taux moyens de taxation.

FB : tableau FBCF des entreprises.

b) calcul du protata

Les entreprises assujetties aux taxes sur le chiffre d'affaires peuvent déduire les taxes sur leurs intrants et leurs investissements.

Au niveau des intrants, la déduction n'est possible que lorsque l'extrant et les intrants de la branche sont soumis à des taxes de même nature.

En ce qui concerne les investissements, seules les branches dont l'extrant est soumis à la taxe à la production peuvent déduire la TP sur les biens d'équipement.

Les branches, dont l'extrant est soumis à la taxe sur les prestations de service supportent la totalité des taxes aussi bien pour les consommations intermédiaires que pour les investissements.

En vue d'appliquer la règle de déductibilité dans le cadre de notre modèle, nous calculons un ratio, appelé protata de déductibilité, déterminé par le rapport entre le chiffre d'affaires taxé au chiffre d'affaires global.

$$\text{soit } \alpha_{kj} = \frac{\text{chiffre d'affaires taxé}}{\text{chiffre d'affaires global}}$$

Le ratio α_{kj} est un terme compris entre zéro et un dans le cas où les extrants de la branche sont soumis à la taxe à la production ou à la consommation.

$$0 < \alpha_{kj} < 1 \quad \text{pour } k = 1 \text{ et } k = 2$$

Le ratio α_{kj} est égal à zéro lorsque l'extrant de la branche est soumis à la taxe sur les prestations de service.

$$\alpha_{kj} = 0 \quad k = 3$$

c) Calcul du rendement rémanent

Le calcul du rendement rémanent sur les consommations intermédiaires ou les investissements par branche est obtenu en faisant la différence entre l'impôt brut et l'impôt déductible.

$$\begin{aligned} \text{REF} &= \text{IB} - \alpha(k) \text{ IB} \\ &= \text{IB} (I - \alpha(k)) \end{aligned}$$

Cas des CI :

$$\text{RECI} = \text{IBCI} (I - \hat{\alpha}(k))$$

$$\text{RECI} = \begin{bmatrix} t_{k1} C_{i1} & \dots & t_{k1} C_{ln} & 0 \\ & & & (1 - \alpha_{k1}) \\ & & & (1 - \alpha_{ki}) \\ & \dots & t_{ki} C_{ij} & \\ t_{kn} C_{n1} & \dots & t_{kn} C_{nn} & 0 \\ & & & (1 - \alpha_{kn}) \end{bmatrix}$$

$$\begin{bmatrix} (1 - \alpha_{k1}) t_{k1} C_{i1} & \dots & (1 - \alpha_{ki}) t_{k1} C_{ij} & \dots & (1 - \alpha_{kn}) t_{k1} C_{ln} \\ & & & & \\ & \dots & (1 - \alpha_{ki}) t_{ki} C_{ij} & & \\ & & & & \\ (1 - \alpha_{k1}) t_{kn} C_{n1} & \dots & (1 - \alpha_{ki}) t_{kn} C_{in} & \dots & (1 - \alpha_{kn}) t_{kn} C_{nn} \end{bmatrix}$$

$$\sum_{i=1}^n (1 - \alpha_{ki}) t_{ki} C_{i1} \dots (1 - \alpha_{kn}) t_{kn} C_{nn}$$

Cas de FBCF des entreprises

$$\text{RE FBCF} = \text{IBFBCF} (I - \hat{\alpha}k)$$

Le rendement fiscal global (REG) perçu par le trésor

$$\text{égal à : RFG} = \text{REF} + \text{RECI} + \text{REFBCF}$$

B) Rendement fiscal des TCA suivant les modalités de liquidation des taxes

Le calcul du rendement fiscal des TCA suivant du modalités de liquidation des taxes permet d'appréhender les recettes fiscales suivant les stades de perception de l'impôt.

Le rendement fiscal selon cette approche comporte rendement des TCA en régime intérieur et le rendement TCA sur les importations.

1) Taxes sur le chiffre d'affaires en régime intérieur

Le rendement fiscal des branches soumises à la taxe sur les prestations de services est déterminé par le produit du taux de la TPS par la production de la branche, déduction faite des exportations.

$$TPS_j = t_{3j} (X_j - EX_j)$$

avec:

TPS_j : rendement fiscal de la TPS de la branche j.

t_{3j} : taux de la TPS de la branche j.

X_j : production de la branche j.

EX_j exportation de la branche j.

$$TPS = \sum_{i=1}^n t_{3j} (X_j - EX_j)$$

Le rendement fiscal des branches soumises à la taxe à la production et à la taxe de consommation tient compte de toute les déductions et exonérations et s'obtient par la les formule générale suivante:

avec:

$$TCA_j = \sum_{k=1}^2 t_{kj} (X_j - EX_j) - \alpha_{kj} \sum_{i=1}^n t_{kj} C_{ij} - \alpha_{kj} \sum_{i=1}^w t'_{ki} FBCF_{ij}$$

TCA_j : taxes sur le chiffre d'affaires de la branche j (taxe à la production ou taxe de consommation).

X_j : Production de la branche j.

C_{ij} : Consommation intermédiaire de la branche j en produit i.

$FBCF_{ij}$: investissement de la branche j en produit i

t_{kj} : taux moyen d'imposition de la production de la branche j.

t'_{kj} : taux moyen d'imposition des biens d'investissement.

α_{kj} : coefficient de déductibilité.

2) Taxes sur le chiffre d'affaires en régime importation

Le rendement fiscal au niveau des importations de produits de la branche j , est donné par la formule suivante:

$$RFM_j = \sum_j \sum_{k=1}^3 t_{kj} M_j$$

avec :

RFM_j : rendement fiscal des TCA des importations de produits de la branche j .

M_j : importations de produits de la branche j .

t_{kj} : taux moyens d'imposition des importations des produits de la branche.

3) Rendement fiscal global

Le rendement fiscal des TCA par branche (RF_j) est égal à la somme du rendement des TCA en régime intérieur et à l'importation.

$$RF_j = TCA_j + RFM_j$$

Le rendement fiscal global (RFG) est égal à :

$$RFG = \sum_{j=1}^n RF_j = \sum_{j=1}^n (TCA_j + RFM_j)$$

IV - CALCUL DU CONTENU EN REMANENCE DES EMPLOIS

FINALS

Le programme de calcul du contenu en rémanence de la demande finale permet d'évaluer les taxes rémanente directes et indirectes sur les emplois finals (hors FBCF de entreprises) . En effet, les taxes sur le chiffre d'affaire (TCA) non déductibles grèvent les achats des entreprises. C supplément de charge entrant dans le coût de Production est répercuté dans le prix de vente des entreprises. Ainsi un produit supportant une taxe rémanente, utilisé comme consommation intermédiaire ou comme investissement, va la propager tout au long du processus de production. A l'issu de ce processus, c'est l'utilisateur final qui supporte le poids de cette taxe rémanente.

L'étude de l'analyse du contenu en rémanence de emplois finals porte sur l'évaluation de la charge fiscal des TCA par branche.

A partir des caractéristiques du tableau des échange intersectoriels, l'emploi global de "l'output" Z_i (Z_i étant la somme de la production et des importations).

$$(1) \quad Z_i = \sum_{j=1}^n C_{ij} + \sum_{k=1}^m EF_{ik} \quad (i, j = 1, \dots, n)$$

avec: Z_i : total des emplois (intermédiaires et finals) au prix de base.

C_{ij} : emplois intermédiaires en produit i de la branche j au prix de base

Soit Y_{gj} ($g = 1, \dots, f$) représentant les facteurs primaires

$$(2) \quad Z_j = \sum_{i=1}^n C_{ij} + \sum_{g=1}^f Y_{gj}$$

Le calcul de la charge fiscale dans le cadre du modèle léontief part du calcul d «coefficients d'output » (d_{ij})

$$d_{ij} = \frac{c_{ij}}{z_i}$$

En remplaçant C_{ij} dans l'égalité (2) par $d_{ij} \cdot z_i$ on obtient :

$$(3) \quad z_j = \sum_{i=1}^n d_{ij} z_i + \sum_{y=1}^f y_{gj}$$

Matriciellement cette égalité s'écrit sous la forme suivante :

$$(4) \quad : Z = [(I - D)^{-1}] Y$$

avec Z : vecteur des emplois (intermédiaires et finals)

Y : vecteur des facteurs primaires

I : matrice unité

D : matrice des coefficients d'output (coefficients rapportés au total des emplois

L'intégration des emplois finals le modèle des dans s'effectue l'évaluation des Coefficients d'emplois par finals (b_i).

$$B_{il} = \frac{EF_{il}}{Z_l}$$

en multipliant l'égalité (4) par b_{il} on obtient

$$(5) EF = b [(I-D)^{-1}]' Y$$

avec EF : vecteur de demande finale

b : vecteur des coefficients d'emploi final.

A partir de ce modèle, le contenu global en rémanence des emplois finals est calculé selon la formule suivante:

$$CREF^{tot} = B [(I - D)^{-1}]' \times RE$$

avec $CREF^{tot}$: contenu en rémanence des emplois finals

RE : vecteur de rémanence

Le contenu direct en rémanence est calculé comme suit :

$$(7) CREF^{dir} = RE \times \frac{EF}{Z}$$

Le contenu indirect en rémanence des emplois finals résulte de la différence entre le contenu global et le contenu direct.

$$CREF^{ind} = CREF^{tot} - CREF^{dir}$$

V. CALCUL DE L'IMPACT DES MODIFICATIONS DES TCA SUR LES RECETTES FISCALES

Le calcul de l'impact sur le rendement se décompose en impact sur le rendement apparent et impact sur le rendement rémanent.

1) Impact sur le rendement apparent des TCA sur les emplois finals

$$\Delta \text{ REF} = \text{REF}_1 - \text{REF}_0$$

avec :

$\Delta \text{ REF}$: variation du rendement fiscal sur les emplois
finals.

REF_1 : rendement fiscal global sur les emplois finals.

REF_0 : rendement fiscal global sur les emplois finals
selon la législation en vigueur.

2) Impact sur les rémanences sur CI et sur FBCF des entreprises:

Impact sur les rémanences sur CI :

. Impact sur les rémanences sur CI :

$$\Delta \text{ RECI} = \text{RECI}_1 - \text{RECI}_0$$

avec :

$\Delta \text{ RECI}$: variation des rémanences sur CI suite aux modifications des législations des TCA

RECI_1 : rémanences sur CI suite aux modifications des législations des TCA.

RECI_0 : rémanences sur CI selon la législation en vigueur.

$$\Delta \text{ REFB} = \text{REFB}_1 - \text{REFB}_0$$

avec :

REFB : variation des rémanences sur FBCF suite aux modifications des législations des TCA.

REFB_1 : rémanences sur FBCF suite aux modifications de législation des TCA.

REFB_0 : rémanences sur FBCF selon la législation en vigueur.

3) Calcul de l'impact global sur le rendement

$$\Delta \text{ RG} = \Delta \text{ REF} + \Delta \text{ RECI} + \Delta \text{ REFB}$$

avec $\Delta \text{ RG}$: variation globale du rendement des TCA suite aux modifications de législation des TCA.

avec ΔRG : variation globale du rendement des TCA suite aux modifications de législation des TCA.

VI - CALCUL DE L'IMPACT SUR LES PRIX DES EMPLOIS FINALS

Le calcul de la variation des prix suite au changement de la législation fiscale se décompose en effet direct et en effet rémanent.

1) Calcul de l'effet direct sur les emplois finals

Il s'agit de comparer les prix des emplois finals toutes taxes comprises avant et après les modifications de la législation fiscale.

$$\Delta P_1 = \frac{\text{flux TTC}_1 - \text{flux TTC}_0}{\text{flux TTC}_0}$$

avec :

ΔP_1 : variation des prix des emplois finals

flux TTC_1 : flux toute taxe comprise des emplois finals suite aux modifications de législation.

flux TTC_0 : flux toute taxe comprise des emplois finals selon la législation en vigueur.

2) Calcul de l'effet rémanent sur les emplois finals

Le calcul de l'effet rémanent tient compte des taxes non déductibles qui grèvent les achats des entreprises.

Ce supplément de charge entrant dans le coût de production est répercuté dans le prix de vente des entreprises, et c'est l'utilisateur final qui supporte le poids de cette taxe rémanente.

$$\Delta P_2 = \frac{CREF_1 - CREF_0}{flux\ TTC_0}$$

avec :

ΔP_2 : variation des prix des emplois due aux rémanences

$CREF_1$: contenu en rémanence des emplois finals suite aux changements de la législation des TCA.

$CREF_0$: contenu en rémanence des emplois selon la législation en vigueur.

$flux\ TTC_0$: flux toute taxe comprise des emplois finals selon le système en vigueur.

3) Calcul de l'effet total sur les prix

Il s'agit de faire la somme de l'effet direct et de l'effet rémanent.

$$\Delta P = \Delta P_1 + \Delta P_2$$

3) **Calcul de l'impact sur l'indice des prix à la consommation**

Pour obtenir l'impact sur l'indice des prix à la consommation, il suffit de multiplier les parts budgétaires par la variation des prix de la consommation des ménages.

SOMMAIRES DES CAHIERS DE L'IEQ

N° 1 (septembre 1985)

- Le modèle global
- Le tableau des échanges intersectoriels de 1980 - Impact des variations des coûts sur les prix à la production et à la consommation.
- Le stock de capital sur la période 1961-1981

N° 2 (Mars 1986)

- L'évolution de la productivité 1971-1981
- L'évolution de la protection et des incitations aux activités économiques en 1977, 1980 et 1983 (résultats et méthodologie)
- La pression douanière 1981-1984.

N° 3 (Décembre 1986)

- Le modèle des projections du 7ème Plan et de l'horizon 2000 - Analyse de l'évolution des prix à la consommation - Evolution de la pression fiscale 1961-1985 (Septembre 1987)
- Evolution des taux de change du dinar 1980-1986.
- Le modèle d'équilibre général pour l'analyse d'impact de la protection et de la réglementation du commerce extérieur.
- Le modèle d'impact sur les revenus.

formulations et résultats.

N° 5 (Mars 1988)

- Parts de marché de la Tunisie et des pays concurrents la communauté économique européenne en 1986.
- Evolution et tendance de la protection effective activités économiques 1980-1987.
- Protection effective et incitations céréalière.

RAPPORTS D'ETUDES PUBLIES

- Protection, incitations et prix dans le secteur des industries mécaniques et électriques en 1980.

. rapport principal -Novembre 1983- NB/831104 .

rapport de synthèse -Octobre 1983- NB/831104

-Evolution de la protection et des incitations effectives des activités économiques en 1977, 1980 et 1983.

. rapport principal -Janvier 1985- NB-MN/850115

. rapport de synthèse -Janvier 1985- NB/850111.

- Protection effective et incitations dans le secteur de montage de véhicules de transport - Mars 1985- AE/85315

- Protection effective et incitations de l'activité céréalière -Mars 1986- MMF/860324.

- Estimation du taux de salaire de référence Avril 1986 - ABK/860421

- Le tableau des échanges intersectoriels de 1980

Elaboration, résultats et analyse.

Octobre 1987 - AB/870128

- Modèle d'impact sur les revenus - méthodes et résultats MIRE 83.

Rapport d'étape - Novembre 1987 - NM/871128.

- Protection effective des activités économiques.

Actualisation et perspectives pour le VIIème Plan Avril 1988 - BJ/871220.